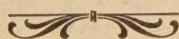


UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

RELATIONS DIPLOMATIQUES
DE LA
FRANCE ET DU SAINT-SIÈGE
DE 1804 A 1904

THÈSE
pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR
Léopold BASTIDE



MONTPELLIER
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE
14, Avenue de Toulouse et Rue Dom-Vaissette

—
1909

RELATIONS DIPLOMATIQUES
DE LA
FRANCE ET DU SAINT-SIÈGE
De 1804 à 1904

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

RELATIONS DIPLOMATIQUES
DE LA
FRANCE ET DU SAINT-SIÈGE
DE 1804 A 1904

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR

Léopold BASTIDE



MONTPELLIER
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE
14, Avenue de Toulouse et Rue Dom-Vaissette

—
1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

~~~~~  
MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Économie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Procédure civile.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.

GIFFARD, agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.

MORIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil approfondi.

BRIDREY, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.

NOGARO, agrégé, chargé d'un cours d'Économie politique.

ROCHETTE, secrétaire.

GLAIZE, professeur honoraire.

### MEMBRES DU JURY

MM. MOYE, *Président*.

|         |   |                    |
|---------|---|--------------------|
| MARGAT, | { | <i>Assesseurs.</i> |
| RIST,   |   |                    |

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



## PRÉFACE

Nous allons raconter dans la présente étude les évènements qui marquèrent les relations entre la Papauté et l'Etat français.

Mais, avant d'entrer dans le détail de ces négociations souvent laborieuses, il nous paraît utile d'indiquer rapidement sur quelles bases et par quels moyens les deux puissances établissaient leurs rapports entre elles.

Disons tout d'abord qu'aux temps reculés de la primitive Eglise, le pape n'étant que l'évêque de Rome, les rapports diplomatiques ne pouvaient exister entre lui et les puissances temporelles. L'Eglise non encore hiérarchisée et disciplinée ne formait pas un corps homogène obéissant à un chef unique. Il y avait autant d'Eglises que de peuples et souvent même davantage.

C'est là que naquirent ces velléités d'indépendance de l'Eglise de France connues sous le nom

de gallicanisme et dont les gouvernements de notre pays, obéissant à des sentiments d'intérêt, ne surent pas tirer parti.

Quand la Papauté, débarrassée du schisme, se fut développée et organisée puissamment, on vit des papes comme Grégoire VII et Boniface VIII prétendre à la domination universelle.

Toute l'Eglise, alors solidement constituée, ne releva plus que du pape. Celui-ci gouvernait les fidèles par-dessus les frontières et sans se servir de l'intermédiaire des gouvernements.

Mais cela ne suffit pas à l'ambition de la Papauté ; non contente de gouverner l'Eglise à sa guise, elle éleva la prétention de gouverner les rois. On connaît cette théorie fameuse et la lutte qu'elle engendra au moyen âge entre l'Empire germanique et Grégoire VII.

Mais les rois de France n'admirent jamais cette théorie. Saint Louis, par sa Pragmatique Sanction de 1268, dénia au pape le droit de disposer des évêchés de l'Eglise gallicane. En 1438, la Pragmatique sanction de Bourges subordonne le Souverain Pontife aux conciles généraux et rend à l'Eglise de France son ancienne liberté.

C'est avec la conclusion du Concordat de Bologne en 1516 que nous voyons apparaître nettement le caractère international des relations de l'État français avec la Papauté. Les deux parties se font des concessions réciproques, prennent chacune des

engagements pour l'avenir et agissent comme deux puissances indépendantes l'une de l'autre.

Pourtant, est-ce que la puissance du pape n'émane pas des catholiques soumis aux lois des divers gouvernements, et comment admettre que ces États consentent à une diminution de leurs prérogatives et de leur souveraineté au profit d'une puissance étrangère ?

A cette époque la question ne se posait pas avec toute la clarté que des événements récents lui ont donnée. Le pape avait encore une puissance temporelle suffisante pour être traité comme un souverain étranger par les puissances catholiques.

Mais aujourd'hui le pape a perdu le pouvoir temporel ; il ne peut communiquer avec les fidèles qu'en employant un territoire étranger.

Malgré cela les États continuent à le traiter comme souverain étranger. Du reste, après l'occupation de Rome par les Italiens, la loi des garanties du 15 mai 1871 a assuré au pape l'indépendance spirituelle, la protection personnelle et la liberté de circulation.

Il en résulte donc d'abord, que le pape étant une puissance indépendante, les traités qu'elle conclut avec d'autres puissances sont des traités relevant des règles du droit international public ; qu'ensuite les ambassadeurs de la Papauté, légats, nonces ou internonces sont assimilés à ceux des autres États.

C'est là la pratique universellement consacrée par tous les gouvernements. Pourtant on a prétendu, et non sans raison apparente, que l'Église, ne constituant pas un Etat au vrai sens du mot, ne peut avoir des représentants diplomatiques. Les nonces apostoliques ne seraient alors que des agents particuliers chargés par le pape d'une mission ecclésiastique, et, en leur qualité d'étrangers et jouissant du droit commun, ils pourraient communiquer librement avec qui leur plairait.

Mais cette manière de voir n'est pas pratiquement acceptable et n'a jamais été adoptée par les gouvernements. On comprend en effet l'intérêt qu'ont ces derniers à traiter le pape comme un souverain étranger et les nonces comme des ambassadeurs. En agissant ainsi ils donnent sans doute à la Papauté un éclat et un simulacre de puissance qui la sert auprès des foules et satisfait en outre ses anciennes prétentions ; mais les nonces, ayant les mêmes droits que les ambassadeurs, sont assujettis aux mêmes devoirs, dont les deux principaux sont d'abord de garder une neutralité absolue dans la politique intérieure du pays, et en second lieu de se servir de l'intermédiaire du gouvernement auprès duquel ils sont accrédités, dans leurs relations avec les sujets de cet Etat.

Mais on conçoit que de pareilles obligations soient pénibles et en pratique insupportables pour

un nonce qui représente des intérêts si intimement liés à la politique intérieure des États, que l'on peut dire qu'ils en font partie intégrante.

Aussi a-t-il fallu, pour éviter les conflits entre le Saint-Siège et les gouvernements, une politique souple, changeante, s'adaptant à toutes les circonstances sur des situations multiples que créent les relations diplomatiques d'un caractère extrêmement bizarre : un souverain sans États, ayant des sujets répandus sur tout l'univers et négociant avec les puissances étrangères les intérêts de ses sujets qui sont aussi les citoyens de ces puissances.

---



RELATIONS DIPLOMATIQUES  
DE LA  
**FRANCE ET DU SAINT-SIÈGE**  
de 1804 à 1904

---

CHAPITRE PREMIER

RELATIONS DIPLOMATIQUES DE LA FRANCE ET  
DU SAINT-SIÈGE SOUS L'ANCIEN RÉGIME ET  
SOUS LA RÉVOLUTION.

I. — L'Église et l'État sous l'ancien régime

Quand on jette un regard d'ensemble sur les relations diplomatiques que la Papauté et l'État français ont entretenues dès leur naissance, on est frappé du caractère nettement hostile dont ces relations sont empreintes.

A part, en effet, certains moments de leur his-

toire, où les deux Etats, obligés de vivre côte à côte, cherchèrent un *modus vivendi* qui réglât leurs prétentions réciproques, la rivalité, et parfois la guerre, furent l'état normal de leurs relations.

Cette rivalité s'explique aisément si l'on considère que la Papauté, issue de l'épiscopat et devenue la dominatrice incontestée de l'Eglise, tendit peu à peu à s'assujettir les puissances temporelles.

Mais la royauté française avait suivi une marche à peu près identique. Victorieuse des grands fiefs elle avait accaparé à son profit tous les pouvoirs qui auparavant s'exerçaient en dehors d'elle. On comprend alors qu'elle ne pouvait consentir dans le royaume à une diminution quelconque de cette souveraineté qu'elle avait eu tant de peine à conquérir. Les rois de France étaient, d'ailleurs, encouragés dans cette résistance aux empiètements du Saint-Siège, non seulement par l'opinion publique, les Etats généraux, la Sorbonne et les nombreux juristes laïques qui formaient leur entourage, mais encore par une grande partie du clergé français qui tenta à plusieurs reprises de se libérer du joug de Rome, pour fonder une Eglise de France autonome, rattachée seulement au Saint-Siège par un lien spirituel. Aussi les chefs de l'Eglise de France soutinrent-ils avec ardeur les revendications royales contre les prétentions de la Papauté.

Les rois les plus chrétiens furent souvent ceux qui résistèrent le plus énergiquement aux empiètements de Rome : Par la Pragmatique Sanction de 1268 Saint Louis déniait au pape le droit de disposer des évêchés et des bénéfices de l'Église gallicane, et d'évoquer en cour de Rome les causes qui devaient être jugées en France.

Contre Boniface VIII déclarant que toute puissance temporelle était soumise à la Papauté, Philippe le Bel proclamait que le roi de France ne dépend de personne que de Dieu seul.

Il interdit dans ses Etats toute levée d'argent au profit du pape : les États généraux convoqués par lui l'approuvèrent.

Après que les conciles de Constance et de Bâle eurent affaibli la Papauté, on vit Charles VII décréter la Pragmatique Sanction de Bourges de 1428 qui subordonnait le Souverain Pontife aux conciles généraux et périodiques et qui, d'autre part, rendait à l'Église de France le droit d'élire ses évêques et ses abbés.

Malheureusement cette loi qui créait une Eglise de France vraiment libre ne fut pas reconnue par la Papauté, et le roi ne la respecta pas longtemps. Si le pape ne disposait plus des bénéfices de l'Eglise gallicane, Charles VII, quand il n'eut plus besoin du clergé, voulut en disposer. Le roi et le pape s'entendirent donc au détriment de la malheureuse Église : Le Concordat de Bologne

(1516) stipula que les titulaires des évêchés et abbayes seraient nommés par le roi, mais l'insitution canonique leur serait désormais donnée, non plus par leurs métropolitains, mais par le pape à qui les annates étaient restituées. Le clergé réclama énergiquement le rétablissement de la Pragmatique et le Parlement de Paris n'enregistra le Concordat que contraint et forcé.

Avec les guerres religieuses nous assistons à un des triomphes les plus éclatants de la politique du Saint-Siège.

Le clergé de France, serré autour du pape pour la défense de l'Église de Rome, se refusa énergiquement à l'élévation d'un hérétique au trône de France. Henri IV, devant de telles résistances, dut s'incliner.

Cette victoire eut pour résultat une nouvelle proclamation de la toute-puissance papale, et les théoriciens de Rome soutinrent, une fois de plus, que le pape pouvait disposer à son gré des couronnes. Mais ni les jurisconsultes français, ni les Etats généraux de 1614 ne purent accepter de telles prétentions et la Sorbonne la repoussa par une déclaration solennelle en 1663.

Enfin, en 1682, sous l'inspiration de Louis XIV, Bossuet rédigea la fameuse déclaration du clergé, dont les quatre articles, immédiatement publiés comme loi constitutionnelle, étaient la véritable charte de l'Eglise gallicane :

1° Le pape n'a aucune autorité en matière temporelle ;

2° Les décrets du concile de Constance gardent toute leur force ;

3° Le pape ne peut rien contre la constitution de l'Église gallicane ;

4° Les jugements, même en matière de foi, sont attaquables tant que l'Église ne les a pas confirmés.

Cette déclaration fut complétée par l'édit de 1695 qui soumettait l'Église à la juridiction civile en réglementant les appels comme d'abus.

Le pape répondit en refusant l'institution canonique à de nombreux évêques et le roi se vit réduit à de nombreuses concessions. Malheureusement vers la fin de sa vie Louis XIV tomba sous l'influence de la Compagnie de Jésus. Cette compagnie déjà puissante avait pour but unique de faire triompher partout les prétentions de la Papauté. Elle fit poursuivre les jansénistes et disperser les solitaires de Port-Royal.

Alors parut, avec l'approbation du grand roi, la fameuse bulle Unigenitus qui, tout en condamnant le libre arbitre et la théorie de la grâce des jansénistes, prescrivait une soumission aveugle aux décisions de Rome.

A part quelques rares protestations on ne vit pas parmi le clergé un mouvement pareil à celui qui avait accueilli le Concordat de Bologne ; tous les

évêques étaient plus ou moins soumis à la Compagnie de Jésus. Et, ni le Régent, ni l'abbé Dubois, ni Fleury, malgré leur scepticisme, ne crurent bon de protester : les jansénistes pendant quarante années durent subir toutes les rigueurs de la persécution. Seuls les Parlements repoussèrent la bulle avec la dernière énergie.

Ce conflit eut des conséquences plus graves que ce que l'on croit généralement : il contribua à briser l'organisme de gouvernement qu'Henri IV et Louis XIV avaient si péniblement et si habilement construit ; les Parlements apprirent à tous que l'on pouvait résister à l'absolutisme royal.

Les querelles théologiques, les persécutions, furent exploitées par les philosophes qui commençaient à rêver un ordre social nouveau : une partie de l'opinion publique, déjà sceptique ou indifférente, devenait peu à peu ennemie de la religion. Si bien que, de toutes ces controverses, en apparence peu importantes, la royauté sortit affaiblie. Mais, vers le milieu du règne de Louis XV, le triomphe si complet des volontés du Saint-Siège devait amener le gouvernement à réagir pour donner satisfaction à l'opinion publique.

L'ordre des jésuites fut condamné par le Parlement de Paris le 6 août 1762, et Louis XV, déjà impopulaire et craignant pour son trône, le sanctionna deux ans plus tard. La déclaration royale

de 1766 remit en vigueur les règles de notre vieux droit depuis si longtemps oubliées.

Les jésuites et le haut clergé protestèrent auprès du roi et du pape. Mais, à ce moment, un vent défavorable à la célèbre compagnie soufflait sur toute l'Europe : tous les Etats catholiques l'avaient dissoute et avaient dispersé ses membres : Clément XIII fut impuissant.

## II. — L'Eglise et l'État pendant la période révolutionnaire

La Papauté, après une période de prospérité et de puissance, était retombée dans un état périodique de faiblesse et de discrédit. Pie VI prenait la peine d'aller à Vienne supplier Joseph II de ne pas mettre en vigueur les lois nouvelles, défavorables à l'Eglise. Aussi les hommes qui allaient faire 89 étaient-ils peu disposés à traiter avec la Papauté ; les cahiers du Tiers et de la Noblesse demandaient que le clergé fût soustrait à la domination romaine : cela suffisait pour que la France, répudiant la politique des Concordats, réorganisât seule et souverainement l'Eglise gallicane.

Voulant ignorer le pouvoir de Rome, il semble

que la France nouvelle eût dû tout au moins traiter avec son Église nationale, avec son clergé, ce qui eût sans doute évité bien des malheurs.

Pourquoi ne le fit-elle pas ? C'est que les hommes qui présidaient alors aux destinées de la nation pensaient que l'esprit de l'Église et de son clergé était incompatible avec celui de la Révolution ; qu'aucun pacte n'était possible entre ces deux puissances qui, depuis plusieurs siècles, ne cessaient de se combattre.

Il faut reconnaître aussi que l'Église, qui avait assumé depuis si longtemps l'exercice de plusieurs services publics, s'était assez mal acquittée d'une tâche peut-être au-dessus de ses forces.

L'instruction publique qu'elle dirigeait restait stationnaire, c'est-à-dire dans un état très précaire ; les Universités jadis fondées par l'Eglise et encore soumises à son contrôle végétaient dans une intolérance et une orthodoxie stériles ; elles ne participaient en rien au développement intellectuel du pays. L'enseignement primaire, sous l'autorité de l'évêque, comprenait, il est vrai, un assez grand nombre de petites écoles, mais on n'y apprenait rien : la plus grande partie du peuple ne savait ni lire, ni écrire.

L'assistance publique, que l'Eglise avait prise en charge, n'avait réussi qu'à doter le pays d'une armée de douze cent mille mendiants. Les hos-

pices, malgré des efforts louables, ne répondaient que très imparfaitement aux besoins du public.

L'état civil, tenu par le curé, était incomplet : il manquait les noms de tous ceux, protestants ou juifs, qui voulaient rester fidèles à leur foi et ne pas se plier à l'intransigeance de l'Eglise (1). Et si l'on songe que le clergé était un ordre à peu près indépendant, avec sa juridiction propre ; qu'il possédait un revenu supérieur à celui de l'Etat ; qu'il votait lui-même ses impôts ; que l'Eglise si riche et si puissante n'avait rien fait pour les services publics dont elle avait assumé la charge, on comprendra que les gouvernements révolutionnaires aient agi à son égard avec tant d'injustice.

Une autre raison, et non des moindres, qui poussait la Révolution à négliger l'avis du clergé dans la réforme prochaine de l'Eglise de France, c'est qu'elle se sentait forte de l'approbation presque unanime des prêtres des campagnes. Ceux-ci, en effet, étaient demeurés gallicans. C'est à eux seuls que le Concordat de Bologne avait été funeste. Depuis qu'il n'y avait plus d'élections ecclésiastiques et que le roi pourvoyait seul aux bénéfices, ils étaient systématiquement exclus des honneurs et du gouvernement de l'Eglise. Les évêques, presque tous nobles ou princes, étaient depuis

---

(1) L'état civil ne fut rendu aux protestants qu'en 1787.

longtemps revenus à l'ultramontanisme et faisaient sentir lourdement leur pouvoir aux curés des paroisses, bourgeois ou paysans.

Aussi, ceux-ci appelaient-ils de leurs vœux un mode de recrutement fondé sur l'élection et qui permit à beaucoup d'entre eux de sortir de leur effacement.

Le bas clergé, tyrannisé par l'oligarchie épiscopale, était encore par lui réduit à la misère. Les cahiers demandent qu'on lui assure les douze cents livres auxquelles il avait droit. Les revendications étaient les mêmes que celles du peuple de France : il s'y associait de tout cœur. Cette alliance rendit possible la Révolution.

Malheureusement pour le pays, elle ne dura pas. Faut-il en accuser les hommes alors au pouvoir, ou bien cette rupture fut-elle amenée par des événements plus forts que la volonté des hommes ? Il est difficile de le dire ; mais, si l'entente avait duré, nul doute qu'elle eût fait le plus grand bien au pays et qu'elle eût évité à la France les catastrophes où elle faillit sombrer.

On vit bien, dès l'ouverture des Etats, que les députés ecclésiastiques étaient peu disposés à suivre la noblesse. Sur 300 représentants du clergé, plus de 200 étaient des curés des campagnes. Le reste, composé de hauts dignitaires de l'Eglise, était nettement hostile à la réunion des ordres. On sait qu'après des débats orageux,

la majorité des députés du clergé se réunit au tiers et que, sur l'ordre de Louis XVI, la noblesse et la haute Eglise en firent autant.

Il n'y avait alors, ni dans le peuple ni dans l'assemblée, aucune hostilité contre l'Eglise et ses représentants ; aussi, quand dans la nuit du 4 août ils firent don à la nation de leurs privilèges, leur prestige grandit dans le pays, et il semble qu'ils auraient pu à ce moment, en marchant d'accord avec la nation, diriger le mouvement révolutionnaire. Mais il n'en fut rien : si le bas clergé avait donné de bon cœur, il n'en était pas de même des évêques et des abbés bénéficiaires. Ils s'opposèrent de toutes leurs forces au vote de la déclaration des droits qui enlevait à l'Eglise son monopole religieux et sa prédominance politique, et s'appliquèrent à restreindre les libéralités qu'ils avaient faites le 4 août. Le roi, circonvenu par eux, refusait sa signature ; ce fut une des causes du soulèvement populaire du 6 octobre : Louis XVI fut ramené de Versailles à Paris sous les outrages de la foule.

Un comité ecclésiastique avait été constitué le 26 août pour préparer la réorganisation de l'Eglise. Il présenta deux projets à l'Assemblée :

1° Un projet de confiscation des biens du clergé au profit de la nation ;

2° Un projet de constitution civile du clergé.

Il semble qu'on eût dû tout d'abord adopter

le second projet, et ensuite s'occuper du premier.

Mais la France acculée à la banqueroute ne pouvait attendre, et, le 10 octobre, l'évêque Talleyrand soumettait à l'Assemblée un rapport remarquable établissant la nécessité, la légitimité et les avantages de la confiscation des biens ecclésiastiques.

Le projet repris et simplifié par Mirabeau fut mis en discussion le 15 octobre et voté le 2 novembre après des débats passionnés. Si plusieurs députés du bas clergé avaient soutenu le projet, tout le haut clergé l'avait combattu avec un tel acharnement qu'il parut aux yeux de tous avoir plutôt à cœur ses intérêts propres que ceux de la nation.

Ainsi se termina cette première bataille : le clergé, salarié par l'Etat, cessa d'être un corps possédant des propriétés et se suffisant à lui-même.

Le pape Pie VI, prudent et timide, craignant une rupture avec la France nouvelle, n'avait pas encore protesté, mais le haut clergé et les émigrés lui firent honte de son silence. Il s'exécuta et sa réprobation engloba non seulement la suppression des privilèges et la confiscation des biens du clergé, la suppression des ordres monastiques,

mais encore la souveraineté nationale, la liberté de conscience, l'égalité devant la loi (1).

Ces paroles du Saint Père servirent de texte aux évêques pour prêcher la guerre civile dans les campagnes. Au nord, à l'ouest, au midi, des bandes se formaient, des troubles avaient déjà éclaté.

Aussi, quand parut devant l'Assemblée le projet de constitution civile du clergé, les députés étaient fort peu disposés à traiter soit avec les évêques, soit avec le pape.

Et ce fut là, sans doute, la faute capitale de la Révolution : l'Église ne pouvait souffrir d'être réglementée par le pouvoir civil, et il était puéril de vouloir faire revivre une organisation morte depuis des siècles, dans une société nouvelle.

Déposés le 29 mai 1790, les quatre articles de la loi nouvelle furent votés le 12 juillet.

Le premier organisait sur le territoire la distribution des évêchés et des paroisses; tous les autres offices étaient abolis.

Le second posait comme principe que les évêques et les curés seraient nommés par élection et exigeait d'eux le serment civique.

---

(1) Ce fut le 29 mars 1790, et sous la forme d'allocution consistoriale, que le pape prononça son réquisitoire contre la Révolution.

Le troisième, relatif au traitement des ministres, leur assurait un traitement convenable.

Le quatrième réglementait l'absence des ministres de leurs évêchés ou de leurs paroisses.

Les deux premiers articles surtout soulevèrent des tempêtes de récriminations de la part du haut clergé.

Pourtant le pape resta muet. Il craignait d'indisposer à nouveau contre lui les hommes au pouvoir et de s'aliéner pour toujours les sympathies des catholiques nombreux dans l'Assemblée. Il était, en outre, menacé de se voir dépouillé de l'enclave d'Avignon et du Comtat Venaissin. Le roi, par peur, promulga la Constitution civile.

L'Assemblée, énervée par l'opposition croissante que faisait le clergé à la nouvelle loi, porta, pour hâter son exécution, de nouveaux décrets qui l'aggravaient singulièrement : le 25 novembre elle exigeait le serment des ministres actuellement en charge ; le 27 janvier les prêtres non assermentés devaient être remplacés dans le plus bref délai.

Il devenait difficile au pape de se taire, et le 13 avril 1791, par un bref solennel, il condamnait la constitution civile et ses auteurs, la déclarait hérétique et schismatique et annulait toutes les élections présentes ou à venir.

A partir de ce jour la guerre était ouvertement déclarée par le chef de l'Eglise à la Révolution.

Louis XVI ne songeait qu'à fuir ; dans les villes l'irritation était grande contre le clergé réfractaire ; on était à la veille de troubles graves.

Les troupes françaises entraient à Avignon et cette mesure eut pour résultat immédiat la rupture des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la France.

Quand la Constituante se sépara, l'ancienne société ecclésiastique était morte, mais la nouvelle ne semblait pas viable.

La Législative, composée en majorité de librepenseurs, n'avait aucune tendresse pour la constitution civile. Elle eût désiré la laïcisation complète de l'Etat ; mais elle était cependant tenue de faire respecter la loi, telle que la Constituante l'avait faite.

Or, à ce moment, la paix religieuse était menacée partout.

Les évêques non conformistes, qui pour la plupart avaient émigré, non contents de comploter contre la France, entretenaient par leurs agents une agitation dangereuse.

Aussi le décret du 29 novembre vint aggraver la situation des prêtres non conformistes : « Seraient privés de leur traitement et placés sous la surveillance des autorités ceux qui, dans un délai de 8 jours, n'auraient pas prêté le serment civique. »

Ce décret, par suite de l'opposition du roi et de

la résistance des réfractaires, ne fit qu'aggraver une situation déjà déplorable.

L'Assemblée était tenue en échec par le pouvoir exécutif. C'est alors que les directoires des départements et de district prirent sur eux de faire exécuter les lois, et, malgré les abus qui en résultèrent, l'Assemblée législative, encouragée par ces initiatives régionales, vota le décret du 27 mai 1792 qui autorisait le Directoire de district à condamner à la déportation les réfractaires ou ceux ayant déjà rétracté le serment.

Sur ces entrefaites Pie VI frappait d'excommunication majeure tous ceux qui, ayant adhéré au serment, ne se rétracteraient pas dans un délai de soixante jours.

Louis XVI, malgré les sommations de l'Assemblée, refusa sa sanction aux deux nouveaux décrets : le 20 juin les Tuileries sont prises d'assaut, et le 10 août le roi est fait prisonnier.

Alors les arrestations d'insermentés déjà nombreuses se multiplièrent ; un courant populaire de violence et de meurtre se manifesta contre eux, surtout depuis l'entrée des Prussiens en Champagne.

Mais l'Assemblée resta maîtresse d'elle-même, et le 15 août elle offrait au clergé un nouveau serment, celui que prêtaient tous les fonctionnaires de l'Etat. Mais cette concession n'eut aucun effet et l'Assemblée irritée vota le décret du 26 août qui

expulsait de France tous les ecclésiastiques qui, dans un délai de quinze jours, n'auraient pas prêté le nouveau serment.

Avant de se séparer, elle vota deux lois : l'une qui attribuait l'état civil aux autorités municipales, l'autre qui réglementait le divorce.

La Convention réunie le 21 septembre proclama la République ; elle était encore moins disposée que la Législative à ménager le clergé réfractaire.

Composée en majorité de déistes et d'athées, son but était l'entière séparation des Églises et de l'Etat.

Cependant ses débuts furent pleins de modération à l'égard du clergé et elle essaya de rétablir la paix religieuse.

Le malheur voulut qu'à ce moment les revers de nos armées et l'invasion prochaine du territoire vinssent encourager les réfractaires dans leur résistance, et obliger la Convention à une sévérité impitoyable.

A ce moment, la Vendée se soulevait et la moitié de la France était en révolte ouverte contre le pouvoir de l'Assemblée.

Le clergé constitutionnel, qui prétendait rester orthodoxe, ne put se plier à de nouvelles exigences, comme le mariage des prêtres, qui compromettaient la discipline de l'Eglise, et on en vint bientôt à les traiter en suspect.

La Convention promettait bien de respecter et

de protéger la liberté des cultes, mais, en fait, elle était heureuse de voir la France se déchristianiser et elle approuvait les mesures de ses représentants en mission qui ne tendaient qu'à la suppression violente du culte catholique.

La Commune enhardie s'empara de Notre-Dame et y célébra la fête de la Raison à laquelle la Convention s'associa.

Les départements imitèrent l'exemple de Paris et l'on assista alors à une manifestation de déisme agressif, songeant beaucoup moins à s'ériger en religion qu'à outrager la religion catholique.

De pareils excès devaient amener une réaction ; elle se produisit dans le sein même de l'Assemblée où Danton et Robespierre protestèrent contre des « mascarades » si peu décentes, nuisibles à la République et à la France.

Le résultat de ce revirement fut de faire monter sur l'échafaud des hébertistes qui s'étaient trop compromis dans ce dévergondage religieux, et la Convention, que dominait alors Robespierre, déclara hautement qu'elle maintiendrait la liberté des cultes et qu'elle n'était nullement disposée à favoriser l'athéisme.

C'est que Robespierre, profondément déiste, songeait alors à doter la France d'une morale et d'une religion officielles ; il voulait bien détruire le catholicisme, mais le remplacer par une religion positive qui devait se passer de sacerdoce.

Le culte de l'Être suprême, institué le 8 juin, ne fut pas plus heureux que celui de la Raison, et son auteur eut le temps de le voir périr et mourir.

En réalité la déchristianisation de la France n'était que superficielle et ne pouvait être durable ; elle avait surtout été un expédient de défense nationale.

On n'était plus au temps où la Nation était en danger et où les réfractaires s'alliaient à l'envahisseur.

Aussi, Robespierre disparu, une détente irrésistible se produisit dans toute la France.

La Convention dut assister impuissante à ce revirement ; les prêtres accoururent en foule et furent bien accueillis par les populations. L'Assemblée désorientée semblait se désintéresser de toute religion et de tout culte. Le moment était favorable pour abolir la constitution civile du clergé ; aussi, quand Cambon présenta son projet spécifiant que la République ne payerait plus les frais d'aucun culte, il se trouva une majorité pour voter la loi libératrice.

Quoique la colère des conventionnels vis-à-vis du clergé réfractaire ne fût pas complètement apaisée, ils votèrent, sous la pression de l'opinion publique, la loi du 3 ventôse an III qui, malgré ses réserves, était la véritable charte d'affranchissement de l'Eglise catholique.

Cependant la Convention vota encore de nombreux décrets contre les émigrés revenus de l'étranger, mais la répétition même de ces décrets prouve qu'ils n'étaient guère obéis.

Devant de pareilles hésitations, la contre-révolution avait beau jeu ; les réfractaires rentraient en nombre dans les églises et les lois du 11 prairial et du 7 vendémiaire an IV vinrent légaliser un état de choses que le gouvernement était impuissant à combattre.

Mais la paix religieuse ne fut pas rétablie pour cela, car la nouvelle loi exigeait des ministres du culte de faire acte de soumission aux lois de la République.

Cette obligation parut inadmissible aux réfractaires qui continuaient la lutte : les émigrés débarquèrent à Quiberon, et, par la loi du 20 fructidor an IV, l'Assemblée dut recourir à de nouvelles mesures de rigueur contre l'Église, désormais séparée de l'État.

Ainsi, la paix était loin d'être faite ; la séparation opérée au milieu d'une lutte trop violente n'amena pas la paix tant désirée, et le Directoire se trouva en butte avec les mêmes difficultés que la Convention.

La loi du 7 vendémiaire an IV constituait un *modus vivendi* très acceptable pour l'Église et pour l'État, mais ni l'un ni l'autre ne devait en

tirer parti pour rétablir la religion ou pour assurer la paix publique.

Le clergé constitutionnel anathématisé par le pape, discrédité dans l'opinion publique, abandonné par l'État, perdait tous les jours du terrain au grand profit du clergé réfractaire.

Celui-ci réinstallé en France, malgré la loi, entravait l'exécution des dispositions législatives et entretenait partout une agitation violente.

Le Directoire, composé d'anciens montagnards, ne voyait dans la séparation des Églises et de l'État qu'un moyen d'anéantir l'Église et n'accordait aucune faveur au clergé assermenté depuis longtemps rallié à la République.

Aussi prenait-il plusieurs décrets sanctionnés par quelques exécutions capitales ; mais en réalité les temps de la Terreur étaient passés et il parlait plus qu'il n'agissait.

C'est pourquoi les directeurs, devant l'indifférence de l'opinion et l'inefficacité de ces mesures, cherchèrent un autre moyen de venir à bout de la résistance de l'Église.

Ils décidèrent de frapper à Rome même la puissance du Souverain Pontife.

Bonaparte, pressenti à ce sujet, tergiversa, car il était au courant des progrès du catholicisme, puis, finalement et avec beaucoup de ménagements, marcha sur Rome et imposa au pape la paix

de Tolentino qui laissait intacte son autorité spirituelle.

Mais cela était loin de suffire au Directoire qui voulait faire rétracter au Saint Père sa condamnation de la constitution civile. Aussi, quand, après le coup d'Etat du 18 fructidor, les directeurs furent en possession d'un pouvoir sans contrôle, Berthier reçut l'ordre de se diriger sur Rome. Le 10 février 1798, les Français entraient dans la Ville Éternelle et la République romaine était proclamée.

Le pape se refusa à toute rétractation. Il fut fait prisonnier et amené à Sienne, puis à Parme, enfin à Valence, où il devait rester. Le pouvoir temporel des papes n'existait plus.

Après une telle victoire, le contentement des directeurs fut tel qu'il s'ensuivit dans toute la France un redoublement d'animosité et de rigueur contre le culte catholique.

Non content de faire exécuter les anciennes lois et les décrets, le Directoire en édictait encore et ne voyait pas qu'en agissant ainsi il ne réussissait qu'à se rendre impopulaire.

Le clergé constitutionnel, accablé de tracasseries, dut résister au Directoire et fut menacé de déportation.

Aux embarras d'une guerre extérieure où nos armées étaient vaincues, s'ajoutaient les ennuis de soulèvements en Bretagne et dans le midi de la France.

On eut beau incarcérer, déporter, le mal ne faisait que s'étendre.

C'est alors que parut Bonaparte. Une journée lui suffit pour triompher du Directoire et de la Constitution, et le pays crut alors qu'il allait connaître la paix et le repos.

---



## CHAPITRE II

### POLITIQUE RELIGIEUSE DE BONAPARTE

#### I. — Bonaparte et l'utilité d'un Concordat

Nous avons vu que, pendant son séjour en Italie, Bonaparte s'était montré plein de ménagements à l'égard du Saint-Siège. Ce n'est que contraint et forcé qu'il marcha sur Rome, et quand, sur l'ordre du Directoire, il imposait au pape le traité de Tolentino, il lui envoyait un aide de camp pour lui exprimer son estime, sa vénération et son désir de lui en donner de nouvelles preuves.

Pie VI, agréablement surpris d'un langage qu'il était déshabitué à trouver dans la bouche des représentants de la France, l'appelait « son cher fils ».

Ce n'était pourtant pas par conviction religieuse que Bonaparte tentait de se rapprocher du Saint Père. Nul n'ignore qu'il était un parfait mécréant, plein de mépris pour toutes les religions : « On dira que je suis papiste, disait-il, et je ne suis rien. J'ai été mahométan en Egypte, je serai catholique ici pour le bien du peuple ; je ne crois pas aux religions... »

Ce n'était même pas pour servir les intérêts des catholiques français, dont il se souciait fort peu, quoique depuis longtemps il fût renseigné sur la renaissance religieuse en France.

Son but unique était de mettre au service de son ambition l'amitié et la reconnaissance que le Saint Père pouvait lui témoigner.

Déjà à cette époque, c'est-à-dire avant le 18 brumaire, il se voyait le maître incontesté de la France ; le Directoire tremblait devant lui, l'opinion publique le considérait comme le sauveur de l'ordre et les catholiques comme le restaurateur des autels.

Mais il n'était pas homme à partager le gouvernement de la France avec qui que ce fût, pas même avec le pape.

Ses avances à l'égard du Saint-Siège ne tendaient qu'à mettre l'Église au service de son ambition et il espérait avoir sur elle une autorité au moins égale à celle des anciens rois.

Dans ces conditions, l'on comprendra que le

régime de la loi du 7 vendémiaire an IV n'était pas fait pour lui plaire ; l'Église libre, séparée de l'État, c'était une organisation indépendante du pouvoir civil, souvent son ennemie. Ce qu'il fallait par-dessus tout, c'était utiliser le clergé en vue du bon gouvernement et de la docilité des peuples. « Avec de bons prêtres et de bons gendarmes, avait coutume de dire l'Empereur, il est aisé de gouverner »... « Avec les armes françaises et des égards, disait-il encore, je serai toujours le maître du pape..., il calmera les esprits, les réunira sous sa main et les placera dans la mienne... il me faut pour cela un pape, un vrai pape, catholique, apostolique et romain. » Plus tard à Ste-Hélène il s'exprimait ainsi : « Avec le catholicisme, j'arrivais plus sûrement à tous mes grands résultats... je ne désespérais pas tôt ou tard de finir par avoir la direction de ce pape, et dès lors quelle influence ! quel levier d'opinion sur le reste du monde ! » (1).

Aussi, après avoir remis en liberté un grand nombre de prêtres emprisonnés sous le Directoire, quand la Vendée fut pacifiée et que les églises non vendues furent ouvertes au culte, la seule pensée du premier consul fut de négocier un traité avec le Saint-Siège qui fit rentrer dans sa dépendance l'Église et son clergé.

---

(1) Napoléon. — Mémoires.

Mais, avant d'entrer dans le détail de ces négociations, nous devons nous demander si le pacte qui allait être conclu était vraiment utile à la paix publique et aux intérêts de l'Eglise et du pays.

On a dit que l'arrivée de Bonaparte au pouvoir avait été, en France, le signal de la paix religieuse, et, en lui donnant des allures de grand pacificateur, on en a fait une sorte de *deus ex machinâ* dont la seule apparition fait tout rentrer dans l'ordre. On doit constater cependant qu'avant lui Hoche avait pacifié la Vendée et que les réfractaires n'avaient pas attendu qu'il eût mis les pieds sur les côtes de Provence pour rentrer en foule dans leurs paroisses.

Sans doute ils y furent encore persécutés par le Directoire, mais le fait seul qu'ils y restèrent prouve que la persécution s'était déjà ralentie et que les décrets du Directoire restaient lettre morte.

C'est que, après la Terreur, une détente s'était produite dans les esprits. Il y a quelque chose de plus fort chez les hommes que l'arrivée d'un dictateur, pour mettre fin à leurs querelles, c'est la lassitude même que ces longues divisions font naître chez tous.

Après la tourmente révolutionnaire, le peuple de France voulait la paix intérieure : il l'aurait prise si on ne la lui avait donnée.

Bonaparte eut le bonheur d'arriver à point pour profiter de cet état d'esprit et l'habileté de s'en faire croire le créateur.

L'Eglise elle-même n'avait alors besoin ni du premier consul, ni d'un concordat pour panser ses blessures et se développer en paix.

Au reste, même sous la Terreur, l'exercice du culte n'avait jamais été interrompu, et les églises formées à cette époque s'étaient rouvertes grâce à la loi du 11 prairial an III. Une statistique de l'administration des domaines établit qu'en septembre 1796, 32,214 églises étaient déjà rendues au clergé et 4,575 sur le point de l'être, et en 1797 l'évêque constitutionnel Lecoq constatait avec joie que 40,000 paroisses étaient pourvues de prêtres (1); il n'y en aura pas davantage en 1801, à la veille du Concordat.

La loi du 7 vendémiaire an IV était bien suffisante pour assurer au clergé l'exercice du culte et pour armer le gouvernement contre les empiètements possibles. L'Eglise, du reste, s'accommodait fort bien du régime de la séparation et les témoignages de l'époque ne manquent point.

« Les partisans les plus sincères du catholicisme, écrit Mme de Staël, après avoir été si longtemps victimes de l'inquisition politique, n'aspi-

---

(1) Debidour. — L'Eglise et l'Etat.

raient qu'à une parfaite liberté religieuse. Le vœu général de la nation se bornait à ce que toute persécution cessât désormais contre les prêtres.... Ainsi donc, le gouvernement consulaire eût contenté l'opinion en maintenant en France la tolérance telle qu'elle existe en Amérique. »

Une autre raison qui eût dû retenir Bonaparte dans la voie des négociations, c'est qu'il n'ignorait ni les quatre articles de 1682, ni les répugnances traditionnelles de l'Église de France pour les concordats.

Le clergé avait été victime du Concordat de Bologne et il ne l'oubliait pas ; s'il était resté gallican et fidèle aux rois de France, c'est qu'il espérait obtenir d'eux une situation matérielle plus favorable, et c'est dans le même espoir qu'il avait adhéré aux préliminaires de la Révolution.

Mais ni les assemblées révolutionnaires, ni le premier consul, ne comprirent ces aspirations ou ne voulurent en tenir compte.

Il réclamait plus de liberté et il n'était question que de l'enchaîner et de le plier aux volontés du pouvoir civil. Bonaparte voulait en faire une gendarmerie sacrée.

Aussi, par la force même des choses, il fut amené peu à peu à se détacher du gouvernement de la France et à se tourner vers le pape qui seul avait assez de puissance pour le défendre contre les exigences du pouvoir civil, et c'est avec raison

que l'on a dit que, si les anciens rois avaient fait le clergé gallican, Bonaparte l'avait fait ultramontain.

Ainsi le Concordat n'était utile ni à la tranquillité publique puisqu'elle était déjà assurée, ni à l'Église qui le repoussait. Il fut, avant tout, nuisible à la France, car, au lieu de mettre au service de celle-ci une organisation puissante, il en fit une ennemie au service de Rome.

Il ne devait servir qu'à une chose : d'abord favoriser l'esprit de domination et l'ambition d'un seul homme, et être ensuite une des causes les plus certaines de sa perte.

## II. — Négociation du Concordat de 1801

L'abandon de l'Italie par les Français n'avait guère été favorable à la Papauté. Les Autrichiens et les Napolitains avaient occupé les États pontificaux et s'y conduisaient comme s'ils devaient n'en jamais partir.

Aussi, malgré la pression que la cour de Vienne exerça sur le conclave réuni à Venise le 30 novembre 1799, les cardinaux élevaient au trône de saint Pierre, Chiaramonti, évêque d'Imola, qui prit le

nom de Pie VII. Cette élection était d'autant plus inattendue que Chiaramonti était un ami de Bonaparte et que Pie VI venait de mourir prisonnier à Valence.

C'est que déjà à ce moment la curie romaine devait présager le triomphe définitif du premier consul et entrevoir la possibilité d'un rapprochement avec la République française.

Aussi, après que la victoire de Marengo eut livré à nouveau l'Italie aux Français, et avant même qu'il fût question de négociations à entreprendre, le nouveau pape fit-il un accueil plutôt froid au représentant de Louis XVIII à Rome, le cardinal Maury. Celui-ci eut beau protester qu'il était à Rome le seul représentant légitime de la France, Pie VII ne le reconnut officiellement jamais.

Ce fut Bonaparte qui fit les premières ouvertures. Le 30 mai, il fit part au cardinal Martiniana, évêque de Verceil, de son désir de se rapprocher du pape, et le 5 juin, quelques jours avant la bataille, il adressa au clergé de Milan un manifeste très significatif, dans lequel, couvrant de fleurs le pape et l'Eglise, il se disait prêt à le servir et à la défendre.

« Nulle société ne peut exister sans morale, y était-il dit ; il n'y a pas de bonne morale sans religion, il n'y a donc que la religion qui donne à l'Etat un appui ferme et durable... La France a rappelé dans son sein la religion catholique. Je ne

puis disconvenir que je n'aie contribué à cette belle œuvre..... J'espère que j'aurai le bonheur de lever les obstacles qui pourraient s'opposer à l'entière réconciliation de la France avec le chef de l'Eglise. »

Cette profession de foi ne trompa personne sur les sentiments personnels du premier consul ; mais elle fut bien accueillie à Rome où l'on espérait tirer profit de si heureuses dispositions.

Peu de temps après, Bonaparte faisait écrire par Martiniana au pape pour l'assurer qu'il était disposé à lui rendre ses Etats et pour l'inviter à faire connaître ses idées sur un arrangement qui réglerait la situation de l'Eglise en France. Pie VII répondit avec bienveillance à cette invitation indirecte, mais comme il redoutait un piège, et qu'il n'était pas encore certain du triomphe définitif des Français, il évita de s'engager. Mais après l'armistice qui suivit Marengo, pensant qu'il avait assez tergiversé, il craignit que l'entrée des Français à Rome ne déchaînât à nouveau la révolution dans ce qui lui restait des Etats pontificaux et il envoya à Verceil monsignor Spina, évêque de Corinthe, pour faire connaître à Martiniana les intentions du pape et pour négocier tous deux avec les représentants du premier consul.

Mais le cardinal Spina n'était pas arrivé à Verceil, que Bonaparte lui faisait savoir qu'il désirait que la négociation eût lieu à Paris. C'était pour

faire croire à l'Europe que la Papauté désirait traiter avec le gouvernement français et pour la compromettre dans l'esprit des ennemis de la France.

Le pape, surpris, n'osa pas refuser. Mais il avait eu soin de ne pas donner à Spina les pouvoirs de traiter ; il devait seulement discuter les questions spirituelles, et ces recommandations furent renouvelées au cardinal à son départ pour Paris.

Du reste, le Saint Père tenait à prendre sa revanche de cette mauvaise plaisanterie, et les instructions de Spina se résumaient à ceci : gagner du temps.

Le premier consul n'avait pas l'intention de négocier personnellement avec la diplomatie romaine ; il avait sans doute peu de confiance dans ses connaissances en théologie et en droit canon. Mais, s'il ne paraissait pas sur la scène diplomatique, il voulait la diriger, et pour cela il s'entoura des conseils de savants juristes tels que Portalis, Cretet et Bigot de Préameneu.

Le négociateur naturel aurait été Talleyrand, ministre des affaires étrangères ; mais, ancien défroqué et ennemi personnel du Saint-Siège, il ne pouvait être choisi sans faire pousser les hauts cris au Saint Père. Aussi Bonaparte, qui souvent choisissait les résolutions extrêmes, désigna-t-il comme négociateur l'abbé Bernier, un ancien chouan rallié, dont l'intransigeance en matière

religieuse pouvait rassurer le pape, mais dont le triste passé ne pouvait être oublié par personne : inspirateur de l'insurrection vendéenne de 93, il était accusé d'avoir trahi ses amis et d'avoir livré Stofflet en 1796.

Ce choix bizarre eut pour résultat d'éveiller la méfiance de Spina et de faire durer les négociations pendant plus de 6 mois au lieu de quelques jours, comme on l'espérait.

Les propositions françaises étaient très simples et se réduisaient à ceci : la religion catholique sera protégée et entretenue par l'État à condition que celui-ci en réglemente l'exercice. Les évêques constitutionnels ou réfractaires donneront leur démission et on en nommera d'autres. Le gouvernement français les désignera et le pape leur donnera l'institution canonique. Les évêques nommeront les curés, mais avec l'agrément de l'État; les uns et les autres prêteront serment. Le pape reconnaîtra loyalement la confiscation des biens ecclésiastiques. Les prêtres mariés ou qui avaient démissionné pendant la Révolution seront réintégrés dans l'Église à titre laïque. Enfin, le gouvernement assurera aux ministres du culte un traitement convenable.

La suppression des élections ecclésiastiques était sans doute un avantage pour le pape, mais elle ne pouvait lui faire oublier qu'accepter de pareilles propositions c'était consacrer définitive-

ment les conquêtes de la Révolution. Il comprenait pourtant la nécessité d'abandonner enfin une intransigeance nuisible aux intérêts de l'Eglise. Mais, s'il voulait céder, c'était après une longue résistance, afin d'obtenir le plus possible en échange de ses concessions.

Tout d'abord la liberté des cultes ne pouvait être reconnue en droit par le Saint-Siège ; la cour de Rome émettait la prétention que le catholicisme fût proclamé en France religion d'Etat et que les Consuls la pratiquassent publiquement.

Au sujet des évêques constitutionnels, elle déclarait leur démission impossible puisqu'ils n'avaient jamais été reconnus par elle ; ils ne pouvaient de plus être appelés à de nouveaux sièges à moins qu'ils ne rétractassent formellement leurs erreurs. Quant aux réfractaires, elle déclarait nettement n'avoir ni le courage ni le droit de les punir puisqu'ils avaient toujours bien servi l'Eglise et le pape ; tout au plus, en attendant la mort de ceux qui refuseraient leur démission, pouvait-on pourvoir leur diocèse d'administrateurs provisoires.

Les négociateurs du Saint-Siège mirent en outre en avant les principes de l'indépendance souveraine de l'Eglise : il ne convenait ni à sa doctrine ni à sa dignité qu'elle obéît à un règlement de police ; c'était au contraire à la loi civile de s'incliner devant elle. Il est fort possible que la cour de Rome

considérât cette proposition comme une prétention purement verbale faite pour rappeler à la partie adverse que l'Eglise n'abandonne rien de ses anciens projets de domination universelle. Mais, en réalité, personne ne se faisait illusion sur la valeur d'une telle prétention et tout le monde la considérait comme une manifestation platonique de l'antique intransigeance du Saint-Siège.

Quant aux biens ecclésiastiques, le pape ne pouvait décemment reconnaître leur usurpation. Il se bornait à ne pas réclamer ceux qui avaient été déjà vendus, mais il exigeait que les biens invendus revinssent à l'Eglise et que le clergé fût autorisé à recevoir des biens-fonds par donations et legs : cela équivalait à reconstituer, en peu d'années, le clergé tel qu'il était avant 1790.

Enfin, le mariage des prêtres étant pour l'Eglise une question de discipline qui ne regardait en rien le gouvernement laïque, le pape seul aurait le pouvoir de les réintégrer, mais après pardon et pénitence.

On comprend qu'avec de telles divergences, les deux parties fussent loin de s'entendre, d'autant plus qu'à ce moment ni l'une ni l'autre n'étaient pressées de traiter.

La guerre avec l'Autriche venait en effet de recommencer en Italie et en Allemagne, et si le pape, toujours prudent, craignait, par trop de précipitation, de s'aliéner l'Autriche si elle était vic-

torieuse, Bonaparte ne pouvait aller jusqu'au bout de ses prétentions, car il ne voulait à aucun prix, par trop d'intransigeance, jeter irrémédiablement le pape dans les bras de l'Autriche.

La paix de Lunéville, en rendant au premier consul son entière liberté d'action, allait hâter la marche des négociations.

Les troupes françaises venaient d'occuper Ancône dans les Etats pontificaux et la ville de Rome était à leur merci. Aussi le pape envoya-t-il au cardinal Spina de nouvelles instructions qui l'autorisaient à négocier des intérêts purement temporels ; il en profita aussitôt pour réclamer Bologne, Ferrare, Ravenne et une indemnité pour le Comtat Venaissin, et, sans le dire ouvertement, il insinuait que cette cession aurait pour résultat l'acquiescement de son maître aux volontés de Bonaparte.

Mais tout ce qu'il obtint de celui-ci dans cet ordre d'idées fut la restitution de la madone de Notre-Dame de Lorette que le général avait enlevée quand il était encore mécréant. Avec tout cela beaucoup de promesses : c'était fort peu.

Le prélat eut la maladresse de s'obstiner dans sa politique d'atermoiements, et Bonaparte impatienté, pour lui faire voir qu'il saurait se passer de lui, envoya à Rome, pour négocier directement avec le pape, le diplomate Cacault.

Celui-ci, avisé et habile, fit ce qu'il put pour

faire accepter ses propositions par le pape et Consalvi. Mais ceux-ci, fidèles à leur politique, soumièrent le projet français à une congrégation réunie à ce sujet. De cet examen sortit un contre-projet à peu près semblable à celui que Spina présentait au premier consul avec une si louable obstination.

Bonaparte, énervé de ces longs pourparlers, résolut d'en finir par une de ces colères soudaines dont il savait si bien ménager les effets. Le 13 mai, il déclara subitement et avec la plus grande violence que, si le pape n'acceptait pas le projet, il saisirait ses Etats par droit de conquête et prendrait, en fait de religion, un parti quelconque. Le 19 mai, Talleyrand écrivait à Cacault que les propositions françaises devaient être acceptées dans un délai de cinq jours. Passé ce délai, le diplomate devait se retirer à Florence, quartier général de l'armée de Murat.

Le pape, atterré à cette nouvelle, voyait déjà les Français marchant sur Rome pour y rétablir la République. Cacault le tira de ce mauvais pas : il lui suggéra l'idée d'envoyer à Paris son ministre Consalvi afin d'apaiser la colère du premier consul.

Consalvi accepta de partir ; il se mit en route tristement le 6 juin, disant qu'il marchait au supplice. Le lendemain même de son arrivée

Bonaparte lui signifia qu'il attendait l'acceptation pure et simple dans un délai de cinq jours.

Le prélat romain eut vite fait de se rendre compte qu'on ne ferait pas revenir le premier consul sur sa décision ; qu'autour du général tout le monde était opposé à sa politique religieuse et à la conclusion d'un concordat, et qu'une plus longue résistance n'aurait pour effet que de le faire pactiser avec le clergé constitutionnel.

Celui-ci, en effet, tenait à ce moment à Paris un conseil national. Devant cette menace de schisme, Consalvi dut reculer et abandonner peu à peu toutes les prétentions pontificales.

Il ne put obtenir que quelques légères compensations consistant surtout en artifices de langage pour sauver la dignité du Saint-Siège. Ainsi, au lieu de religion d'État, la religion catholique fut décrétée religion de la majorité des Français ; et à l'article spécifiant que l'exercice du culte serait libre en se conformant aux règlements de police, on ajouta « que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique ». Le pape n'accepta cet article qu'à la dernière extrémité et sa résistance était bien légitime si l'on songe à l'extension que Bonaparte sut lui donner par la suite.

Le seul avantage que le Concordat apportait au pape était le droit de passer outre au refus de démission d'un évêque et d'en nommer un autre à sa place. Ce droit n'avait jamais été reconnu au

Saint-Siège et il avait une importance énorme au point de vue de l'organisation disciplinaire de l'Église.

Enfin constatons, sans l'apprécier, la conduite du clergé vis-à-vis du serment. Il avait refusé de le prêter sous la Révolution, alors même que l'Église était libre, et à cause de cela la France avait connu la plus atroce des guerres civiles ; maintenant il le prêtait sans hésiter, et singulièrement aggravé, à un gouvernement qui, non seulement consacrait les principes de la Révolution et la spoliation de l'Église, mais encore le réduisait à un état très voisin de la servitude.

Le Concordat fut enfin signé le 15 juillet 1801.

### III. — Difficultés d'exécution du Concordat

Ce pacte, qui allait faire de la religion catholique un rouage administratif au service de l'Etat, ne fut pas publié de suite.

D'abord, Bonaparte voulait que le temps effaçât le mauvais effet que ce traité allait produire sur le public et sur ses familiers, dont certains le considéraient comme une trahison. En outre, il redoutait l'opposition du Conseil d'Etat, du Corps

législatif et du Sénat dont l'autorité, quoique réduite à peu de chose, pouvait encore créer des difficultés au premier consul.

Mais ce qu'il attendait surtout avant de le publier, c'était la bulle par laquelle le pape devait instituer les nouveaux évêques et légitimer les nouvelles circonscriptions diocésaines de la France. Cette bulle lui était nécessaire, car, avec le Concordat, il voulait promulguer un règlement de police des cultes qui, en l'aggravant, devait lui asservir complètement l'Eglise. Or, si ce règlement avait paru avant que le pape ait envoyé la bulle, il est probable que le Saint Père ne l'eût jamais envoyée.

Le 4 octobre 1801, le cardinal Caprara, légat du pape, arrive à Paris; Bonaparte s'attendait à ce qu'il apportât la fameuse bulle de circonscription: il l'avait oubliée à Rome.

Il faut reconnaître cependant que Pie VII ne fut pas de mauvaise foi; s'il avait obtenu la démission des évêques constitutionnels, il n'en fut pas de même des réfractaires dont certains contestèrent au pape le droit de les déposer. Enfin, poussé par le premier consul, le Saint Père passa outre, et, le 29 novembre, la bulle de circonscription fut adressée au cardinal Caprara avec un bref lui donnant la faculté d'instituer canoniquement les nouveaux évêques qui allaient être nommés par le premier consul.

Bonaparte eût désiré que, parmi ceux-ci, il y eût un nombre considérable de constitutionnels, mais la cour de Rome s'y opposait énergiquement. Elle aurait peut-être cédé si le général lui avait rendu les trois provinces cédées à Tolentino ; mais, dans les pourparlers qui eurent lieu à ce sujet, il se montra seulement plein de promesses.

Enfin, après avoir amusé le légat du pape jusqu'à la paix d'Amiens, il le somma brusquement de lui déclarer si, oui ou non, le pape accepterait les constitutionnels au cas où il les nommerait.

Effrayé, le pauvre Caprara répondit affirmativement et institua 60 évêques dont 10 constitutionnels.

En même temps, il faisait donner lecture au cardinal des articles organiques que le Conseil d'Etat avait élaborés en décret et qui constituaient la charte d'asservissement de l'Eglise.

Ce règlement ordonne d'abord qu'aucune communication du pape n'aura lieu en France sans l'autorisation du gouvernement, qu'il n'y aura dans les diocèses qu'une seule juridiction religieuse : celle des évêques ; les cas d'abus de la part des supérieurs seront portés devant le Conseil d'Etat.

Les évêques ne pourront sortir de leurs diocèses qu'avec l'autorisation du premier consul ; les professeurs de séminaires devront enseigner les quatre articles de 1682. Au point de vue du culte,

il n'y aura qu'un seul cathéchisme pour toute la France. l'autorisation de l'Etat sera nécessaire pour l'établissement d'une nouvelle chapelle ou oratoire ; aucune cérémonie n'aura lieu hors des églises et on ne sonnera les cloches qu'avec la permission de la police locale.

Les curés devront prier publiquement pour la République et pour les Consuls et ne feront aucune prédication étrangère au culte ; ils n'attaqueront pas les autres cultes, ne célébreront le mariage religieux qu'après le mariage civil et leurs registres ne pourront remplacer en aucun cas ceux de l'état civil. Ces deux actes furent votés sans opposition par le Corps législatif et publiés comme loi d'Etat le 8 avril 1802.

Chose curieuse, le légat du pape parut moins impressionné par ce règlement draconien que par l'admission dans l'épiscopat des dix évêques constitutionnels.

Peut-être n'en comprit-il pas la portée ou peut-être pensa-t-il que son application serait impossible ? Toujours est-il qu'il ne protesta que pour la forme. Il faut ajouter aussi que sa nomination par Bonaparte au riche évêché de Milan ne fut pas étrangère à son attitude conciliante.

Quoi qu'il en soit il prêta entre les mains du premier consul le serment de ne déroger en aucune manière aux droits, libertés et privilèges

de l'Eglise gallicane, quoique plus tard il ait prétendu n'avoir jamais prononcé un tel serment.

La façon dont il arriva à faire rétracter leurs erreurs aux évêques constitutionnels est assez curieuse : ceux-ci, ayant repoussé énergiquement la formule humiliante qu'il leur avait proposée, il leur envoya deux évêques ; ils revinrent peu après disant que les anciens assermentés avaient fait rétractation formelle. Le légat leur donna aussitôt l'absolution et ils eurent beau protester, ils furent nommés évêques malgré eux.

Pour célébrer la promulgation du Concordat, un *Te Deum* solennel eut lieu à Notre-Dame. Les généraux anciens camarades de Bonaparte, restés pour la plupart mécréants, y eurent une tenue à peine convenable, mais tout se passa sans incidents.

La plupart de ceux qui ne pensaient pas comme le général se turent, et les quelques protestations qui s'élevèrent se perdirent dans le concert de louanges que l'on adressait de toutes parts au premier consul.

Mais, si Bonaparte était satisfait de son œuvre, il n'en était pas de même du pape qui se montra fort mécontent de l'institution frauduleuse des évêques, du serment de Caprara et surtout des articles organiques contre lesquels il protesta.

Mais le légat qui, comblé de faveurs, devenait de plus en plus l'homme de Bonaparte, conseilla

au Saint Père la modération, insinuant qu'il importait pour le moment d'utiliser le Concordat et la satisfaction du premier consul en vue de concessions profitables pour l'Église ; si bien que le pape, sans rien abandonner de ses prétentions, remit ses récriminations à plus tard.

Et de fait le premier consul chercha par quelques bons offices à s'assurer les bonnes grâces du Saint-Siège. C'est ainsi qu'il laissa revenir certaines congrégations que la Révolution et le Directoire avaient chassées, entre autres celles des Écoles chrétiennes, qu'il lui céda Pesaro et Ancône, et qu'il obligea la cour de Naples à lui remettre Benevent et Ponte Corvo.

Pie VII, espérant davantage, se montra de plus en plus conciliant. Mais Bonaparte n'était pas habitué à donner sans recevoir ; voulant, comme nous l'avons dit, faire de l'Eglise une administration dont il serait le chef, il exigea du pape la nomination de cinq cardinaux français dont le cardinal Fesch son oncle : le pape dut s'exécuter. Mais là ne se bornèrent pas ses exigences ; il obtint que la cour de Rome lui livrât M. de Vernègue, sujet russe, et cette arrestation arbitraire, analogue à celle du duc d'Enghien, impressionna douloureusement les cours étrangères.

Ce ne fut pas tout ; il méditait depuis longtemps un grand projet qui, en satisfaisant chez lui un besoin intense de parade, devait, lui semblait-il,

le grandir aux yeux de l'Europe et le rendre l'égal de Constantin et de Charlemagne : l'ancien jacobin aspirait à être l'oint du Seigneur.

Et pour cela la ville de Reims, où étaient sacrés les anciens rois, ne lui suffisait pas : il voulait être couronné à Paris, dans sa capitale, au milieu de toutes les manifestations de sa puissance. Il ne voulait pas, non plus, être sacré par un simple évêque, comme le fut Louis XIV, mais par le vicaire du Christ lui-même, comme le fut Charlemagne. Le senatus consulte qui le faisait empereur ne fut voté que le 18 mai 1804, mais déjà il avait fait part à Caprara de ses grands projets. Le légat fit une démarche officieuse à Rome pour sonder les intentions du pape, mais il ne put en obtenir que des réponses dilatoires. Pie VII, en effet, n'avait pas encore rompu avec les représentants de l'ancienne France appuyés par les cours étrangères ; il avait autour de lui pas mal de princes français qui commençaient à juger sévèrement sa conduite. Il craignait de les exaspérer et de se les aliéner à jamais par une dernière faiblesse. Du reste, aux yeux de la contre-révolution, Bonaparte n'était-il pas le parvenu sans foi et sans scrupule, consacrant les violences révolutionnaires, et pour la cour de Rome n'était-il pas l'homme des articles organiques ?

Fesch et Caprara forçaient le sens des réponses équivoques du pape, et le premier consul, les

forçant un peu plus, déclara un jour aux Tuileries que le Saint Père lui avait promis de venir à Paris. En réalité, Pie VII n'avait pas fait cette promesse; il avait dit simplement qu'il pourrait reconnaître l'Empereur quand le peuple l'aurait reconnu dans le prochain plébiscite; mais il n'avait jamais parlé de consécration religieuse.

Il comprit pourtant que résister au maître tout-puissant ne servirait qu'à attirer sur l'Eglise les calamités dont elle n'avait nul besoin, et il résolut de vendre sa complaisance le plus cher possible pour le plus grand bien de l'Eglise.

L'on insinua à l'Empereur que la cession à la cour de Rome des légations et quelques atténuations des articles organiques feraient tomber toutes les résistances de la Papauté. Mais il répondit avec noblesse qu'il était le bienfaiteur de l'Eglise et qu'on n'avait qu'à se fier à sa magnanimité. Avec ces belles promesses, il poussa finalement le Saint Père à accepter. Mais le Souverain Pontife ne se mit pas en route sans avoir pris ses précautions; il exigea que des honneurs lui seraient rendus pendant son voyage et à son arrivée à Paris; et, afin d'établir définitivement par une manifestation solennelle la toute-puissance de la Papauté, il obtint que la cérémonie du sacre ne serait pas distincte de celle du couronnement. Enfin il prit soin, avant son départ, de signer un acte d'abdication qu'il remit à un cardinal, afin

que l'Eglise fût libre de se choisir un autre pape, si par cas l'Empereur le retenait prisonnier.

S'il avait deviné les avanies qui l'attendaient en France, le pape ne serait jamais parti. D'abord, Napoléon, ce qui fut très sensible au Saint Père, lui fit porter son invitation par un général au lieu de deux évêques ; puis, malgré les honneurs convenables qui lui étaient rendus, son voyage fut tellement rapide que les populations s'aperçurent à peine de son passage ; enfin, pour éviter une entrée solennelle à Paris, l'Empereur le rencontra en rase campagne, comme si le hasard seul les eût mis en présence.

Pie VII résolut de se venger. La cérémonie devait avoir lieu le 2 décembre. La veille, il fit savoir qu'il ne pouvait sacrer une impératrice qui, à ses yeux, n'était pas l'épouse de l'Empereur ; on sait, en effet, que Joséphine et Bonaparte avaient fait un mariage purement civil.

Fortement irrité, Napoléon dut se soumettre et son oncle, le cardinal Fesch, donna au couple impérial la bénédiction nuptiale, aux Tuileries, dans le plus grand secret. Enfin le sacre eut lieu au milieu d'une pompe extraordinaire et d'un appareil théâtral, qui, tout en donnant à la cérémonie un caractère grandiose, ne lui épargnait pourtant pas le ridicule.

On sait l'incident qui marqua la cérémonie : l'Empereur prenant la couronne des mains du

pape et se couronnant lui-même. Le pape en resta stupéfait et aucune excuse ne lui fut faite.

Mais au moins espérait-il, avant de repartir, obtenir du maître de la France autre chose que des promesses; mais, dans les conversations qu'il eut avec lui à ce sujet, il eut la douleur de constater qu'il s'était laissé abominablement jouer.

L'Empereur évitait toute discussion sérieuse et finit même par l'éviter lui-même. Le seul avantage qu'il put obtenir fut la substitution du calendrier grégorien au calendrier républicain à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1806.

C'est avec ce maigre bagage que, plein de colère et méditant sa vengeance, il reprit le chemin de Rome. Pour le bien de l'Eglise il s'était humilié et compromis, et, par la mauvaise foi d'un soldat sans scrupules, il avait ajouté l'humiliation du Saint-Siège et de l'Eglise à la sienne.

Quant à Napoléon, au comble de la puissance, fort de l'autorité presque divine que lui donnait le sacre, il obtint de son clergé tout ce qu'il était possible d'en obtenir en fait de soumission et de dévouement à sa cause. Dans toute les paroisses de France, et comme obéissant à un mot d'ordre, les curés se mirent à prêcher l'obéissance aveugle aux volontés de l'Empereur; ils exaltaient sa toute-puissance, sa gloire, sa bonté. Ils vantaient les bienfaits de la guerre, de la conscription, et, selon les circonstances, ceux de la paix. Le catéchisme

impérial faisait de la soumission absolue à l'Empereur et du dévouement à sa personne les devoirs principaux des Français, et le crime de lui désobéir entraînait la damnation éternelle (1). On finit même par lui trouver un saint et par fêter saint Napoléon !

Les évêques se gardèrent de protester quand il supprima la liberté de la presse religieuse comme il avait supprimé celle de la presse littéraire et politique, et l'on ne peut qu'être étonné de la conduite de ce clergé, naguère si arrogant sous la Révolution, vis-à-vis d'un despote sans foi qui le réduisait à une obéissance passive que l'Église n'avait jamais connue.

#### IV. — Résistance et captivité de Pie VII.

Arrivé à Rome, Pie VII se mit à préparer sa revanche avec une ténacité et un courage qui l'ont réhabilité et auquel l'histoire a rendu hommage.

Il commença par ne pas se rendre au sacre de Milan où Napoléon était allé ceindre la couronne de fer des rois lombards.

---

(1) Catéchisme impérial, leçon VII.

Il se refusa ensuite à annuler le mariage que Jérôme Bonaparte avait conclu clandestinement à Baltimore avec Mlle Paterson. Enfin, il protesta énergiquement contre l'introduction de la loi du divorce en Italie, qui constituait, il est vrai, une violation formelle du concordat italien. A ce moment la guerre venait de commencer avec l'Autriche et la Russie, et l'Empereur répondit à ces protestations pontificales en faisant réoccuper Ancône qu'il avait naguère cédée au Saint-Siège, alléguant « que cette place serait mieux entre ses mains qu'entre celles de ses ennemis. »

Le pape fut tellement irrité à cette nouvelle qu'il écrivit à Paris pour se plaindre de ce « cruel affront », et qu'il aurait peut-être déclaré la guerre à la France si la victoire d'Austerlitz ne l'eût calmé à propos.

Après Austerlitz, les exigences de l'Empereur devinrent d'autant plus pressantes qu'il croyait avoir à se plaindre de l'attitude du Saint Père. Maintenant il voulait protéger le Saint-Siège malgré lui : « Je serai l'ami de Votre Sainteté, déclarait-il, toutes les fois qu'elle ne consultera que son cœur et les vrais amis de la religion. » Il ne pouvait plus supporter à Rome les ambassadeurs étrangers. « Votre Sainteté, écrivait-il au pape, est souveraine de Rome, mais j'en suis l'empereur. Ses ennemis doivent être les miens », et, fort de ce titre d'empereur de Rome, il exi-

geait en même temps l'expulsion des États pontificaux de tous les sujets russes, anglais, autrichiens, suédois et sardes.

Cette fois le pape, après avoir consulté ses cardinaux, répondit que, la religion n'étant pas menacée par eux, il ne pouvait les chasser de ses États et que son devoir, s'ils étaient hérétiques, était plutôt de les ménager. Enfin, il contestait à Napoléon son titre d'empereur de Rome, alléguant que cette dénomination n'avait jamais été qu'honorifique et que, la Papauté étant souveraine et indépendante, il ne pouvait y avoir d'empereur de Rome.

Une si fière réponse stupéfia Napoléon au point qu'il déclara que le Saint-Siège était sans doute las du pouvoir temporel et qu'il fit immédiatement occuper Civita Vecchia, Benevent et Ponte Corvo.

Consalvi, menacé personnellement par l'Empereur et effrayé des conséquences qu'une telle résistance pouvait avoir, se fit relever par Pie VII qui le remplaça par Casoni, au même moment où Napoléon relevait son oncle le cardinal Fesch et envoyait à Rome l'ancien conventionnel Alquier. Il semblait bien à ce moment que le pouvoir temporel des papes touchait à sa fin. L'Empereur somma le Saint-Siège de déclarer si oui ou non il voulait être son allié, et il ajoutait que, s'il per-

sistait dans son refus, il ferait occuper tout l'Etat pontifical.

Cette menace ne fut pas exécutée de suite, car à ce moment Napoléon était entré en campagne contre la Prusse et la Russie ; cependant, durant ces deux années de guerre, il ne cessa, même du fond de la Pologne, de menacer le pape et de lui promettre toutes sortes de choses désagréables pour son retour.

Après Tilsitt, il revint, en effet, fort décidé à ce qu'il appelait les insolences et les bravades du Saint-Siège.

Ce qu'il exigeait maintenant, c'était un traité en règle, une alliance offensive et défensive, une adhésion pleine et entière au blocus continental. Pie VII, sentant que sa situation devenait critique, jugea politique de se montrer d'autant plus conciliant que les exigences du gouvernement français devenaient plus menaçantes. Il nomma de Bayanne pour négocier le traité. Mais à ce moment, et sans doute pour exaspérer le Souverain Pontife, il fit saisir par le général Lemarrois quatre provinces pontificales.

Alors Pie VII ne se contenta plus ; il se refusait à être réduit à la situation d'un simple préfet, il écrivit à de Bayanne de ne pas adhérer à un traité attentatoire à la liberté et à l'indépendance de sa souveraineté.

C'était bien là où voulait en arriver Napoléon :

le général Miollis reçut pour mission de protéger les derrières de l'armée de Naples et, avec ce prétexte, entra dans Rome. Le Saint-Siège protesta à la face de l'Europe contre l'acte de brigandage dont il était victime ; cependant il fallait à l'Empereur que le pape se compromît davantage pour proclamer sa déchéance temporelle.

Pour cela, le général Miollis reçut l'ordre de ne négliger aucune tracasserie pour l'amener à un éclat définitif.

Cette éventualité se produisit quand le général eut chassé de Rome sept cardinaux napolitains et quatorze autres cardinaux qui n'étaient pas nés sujets du pape, dont le sous-secrétaire d'Etat Gabrielli. Il exigea, en outre, que tous les employés de la cour de Rome natifs du royaume d'Italie dussent regagner leur pays sous peine de confiscation de leurs biens.

Le pape ne pouvait plus hésiter : il ordonna aux habitants des provinces qu'on venait de lui ravir, de ne pas obéir au gouvernement sacrilège, fit rédiger par son nouveau ministre Pacca une protestation contre les attentats de l'Empire et parvint à la répandre dans toute l'Europe. Miollis eût voulu arrêter le cardinal Pacca, mais le pape s'y opposa formellement avec la dernière énergie et le général n'osa insister.

Ce fut de Vienne, le 17 mai 1809, que l'Empereur, rappelant le mauvais usage que les papes

avaient fait de la donation de Charlemagne, annexait les Etats pontificaux à l'Empire français. Mais, si la puissance temporelle n'existait plus, la puissance spirituelle vivait encore : ce n'était pas assez d'avoir dépouillé le pape, il fallait s'emparer de sa personne.

L'occasion ne se fit pas attendre. Devant de pareille violence Pie VII lança une bulle d'excommunication contre l'empereur des Français. C'était assez pour le faire arrêter. Par ordre de l'Empereur, Miollis le fit saisir avec son ministre Pacca. Le pape fut aussitôt conduit à Savone et son ministre enfermé à Fenestrelles.

La captivité du Souverain Pontife n'était pas une solution : c'était un abus de force et rien de plus. Napoléon, aveuglé par sa toute-puissance, se trompait grossièrement s'il croyait avoir, par ce moyen brutal, discrédité la Papauté ou brisé les résistances du Saint Père. L'histoire a montré à plusieurs reprises que la persécution, par la sympathie qu'elle procure aux victimes et par la force d'âme toujours plus grande qu'elle exige d'elles, fortifie ce qu'elle voulait détruire : Pie VII détrôné, seul et captif, était plus puissant que Pie VII maître de ses Etats et entouré de ses cardinaux.

Du reste, le terrain sur lequel il se plaça dès le début prouve qu'il avait compris tout le parti qu'il pouvait tirer de sa nouvelle situation. Il

commença par déclarer qu'étant prisonnier, il n'avait besoin ni de maître de cérémonies, ni de nombreux serviteurs, ni d'équipages. On aurait aimé qu'il officiât en public, mais il se contentait d'aller dire la messe à la chapelle de l'évêché et de se promener de temps en temps dans le petit jardin : il était captif, et captif il voulait rester.

Il sentait, en effet, qu'à ce moment il créait à l'Empereur de sérieux embarras.

D'abord, l'excommunication qu'il avait lancée contre lui commençait à être connue en France grâce à la propagande d'une congrégation laïque récemment fondée (1). Napoléon déclarait qu'on n'était plus au temps des Grégoire et des Boniface et il affectait de s'en moquer et même de s'en réjouir en public. Mais, quoique ladite excommunication ne le visât pas personnellement puisqu'il n'y était pas nommé, pourquoi fit-il disperser la congrégation laïque ? pourquoi voulait-il soumettre son cas au Conseil d'Etat et pourquoi enfin eut-il besoin des conseils du sage Portalis pour le rassurer ?

On doit constater que le pape avait frappé juste.

Mais là les embarras devenaient sérieux. On ne

---

(1) Cette congrégation fondée par un jésuite, l'abbé Delpuits, le 2 février 1801, devait jouer dans la suite un rôle considérable.

pouvait pourvoir à la nomination de vingt évêchés vacants, car le pape, fidèle à sa tactique, déclarait que, du moment qu'il était privé de liberté et des conseils de ses cardinaux, il ne pouvait donner d'investiture.

On envoya pour le circonvenir trois cardinaux, dont l'abbé Maury, qui venait de se vendre à l'Empire ; mais le pape les reçut froidement et répondit par un refus.

Napoléon parla de réunir un concile œcuménique ; puis il se contenta de nommer une commission ecclésiastique qui, voulant obéir à l'Empereur et ne pas s'aliéner le pape, ne donna pas de solution positive à la question.

Le 17 février 1810 un évènement important vint encore aggraver — si c'était possible — les rapports de l'Empereur avec le pape. Le senatus consulte qui incorporait l'Etat pontifical à l'Empire français fut voté par le Sénat : le pape était rigoureusement réduit à son autorité spirituelle et devait prêter serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'Eglise gallicane, arrêtées en 1682. On s'attendait évidemment à voir Napoléon exiger la soumission absolue du pape et faire de l'Eglise son humble servante ; mais ce qui nous étonne, c'est qu'il ait cru un instant que le Saint Père pourrait accepter un pareil arrangement ; il espérait même l'amener à Paris !

Pour arriver plus facilement à ce dessein insensé, il fit enlever de Rome les cardinaux qui y étaient restés et les fit amener dans sa capitale, où il les combla de faveurs. Il pensa alors les faire servir pour amener le pape à composition ; mais là il se heurta à un refus formel.

Il en fut d'autant plus irrité que treize de ces cardinaux refusèrent d'assister à son mariage avec Marie-Louise, quoiqu'ils y fussent officiellement invités. Il les fit immédiatement saisir par sa police et disperser dans des petites villes de France. Le clergé pontifical, resté fidèle au pape, n'échappa pas à ses violences et plusieurs centaines de prêtres furent exilés en Corse.

Mais le pape restait inflexible.

A bout d'expédients et après que la mission de Caselli et de Spina eut échoué comme les précédentes, il résolut d'en finir une fois pour toutes avec l'institution des évêques.

Sur les conseils de Bigot de Préameneu et de Maury, il fit désigner par le chapitre de l'Eglise l'évêque nommé par lui, comme administrateur provisoire ; les nouveaux évêques reçurent l'ordre de se rendre dans leurs diocèses et ils obéirent. C'est par un procédé identique que Maury fut promu archevêque de Paris, et l'évêque d'Osmond, archevêque de Florence.

La réponse de Pie VII ne se fit pas attendre, et, quoiqu'il fût étroitement surveillé par M. de

Chabrol, préfet de Monténotte, il put expédier en secret deux bulles, l'une à Paris, l'autre à Florence, interdisant aux chapitres de ces deux villes d'obéir aux nouveaux archevêques.

La colère de Napoléon n'eut alors plus de bornes : il emprisonna ou exila ceux qui s'étaient compromis dans la transmission des bulles frauduleuses et adressa au prisonnier de Savone une lettre hautaine et grossière : « Le pape, y était-il dit, me prend-il donc pour un de ces rois fainéants et imbéciles que subjugua Grégoire VII ? Quant aux institutions canoniques, puisque le pape s'est obstiné à ne pas exécuter le Concordat, je peux et je dois y renoncer... »

Un autre résultat de l'acte de Pie VII fut d'aggraver sa captivité ; on lui enleva ses papiers et son anneau, et sa correspondance dut passer désormais par Paris.

Enfin, ne pouvant briser la résistance de l'obstiné vieillard, l'Empereur, après avoir essayé vainement par des numéros du *Moniteur* de lui faire croire que l'Eglise de France et d'Italie adhérerait à sa politique, résolut de faire régler le différend par voie législative comme un simple projet de loi ; mais la commission de savants jurisconsultes qu'il nomma à cet effet et qui comprenait Cambacérès, Regnaud de St-Jean d'Angely, Boulay de la Meurthe et Merlin eut le courage, rare à cette époque, de décider qu'une question aussi grave ne

pouvait être résolue sans le concours de l'Eglise.

Il ne restait à Napoléon, pour se tirer d'embaras, que la commission ecclésiastique qui fut réunie à nouveau et que la convocation d'un concile dont l'autorité, disait-il, serait supérieure à celle du pape.

La commission fut d'avis d'ajouter au Concordat un article additionnel qui, en cas d'absence ou de refus du pape, autorisât le concile de province à pourvoir aux évêchés vacants.

L'Empereur feignit de n'attacher aucune importance à cette motion, alléguant que le Concordat, étant un contrat synallagmatique ayant été violé par une des parties, il n'existait plus, et qu'il ne pouvait être question d'articles additionnels ; mais, au fond, il eût été heureux que cette clause supplémentaire fût acceptée par le pape.

Nous allons assister ici à une des manifestations les plus curieuses de la duplicité de la politique impériale. D'un côté, Napoléon déclarait que le Concordat était nul et qu'un concile allait se réunir pour donner aux métropolitains le pouvoir de remplacer le pape dans l'institution canonique des évêques ; le concile fut, en effet, réuni le 9 juin 1811.

D'un autre côté, espérant par une obsession continuelle et par l'annonce de la réunion du concile briser les résistances du pape et lui faire accepter l'article additionnel, il lui envoya en

secret quatre cardinaux pour négocier dans ce sens.

Si le pape acceptait, le concile serait dissous ; s'il n'acceptait pas, le concile continuerait ses travaux.

Mais, ici encore, les évènements et la fermeté de Pie VII déjouèrent le machiavélisme d'une telle politique. En effet, malgré les assauts continuels que lui livraient les quatre cardinaux aidés de son médecin vendu à l'Empereur et du préfet de Montenotte, l'indomptable vieillard, fatigué et malade, ne céda qu'après une crise nerveuse dans laquelle il déclara plus tard avoir perdu la raison.

Mais, revenu à lui le lendemain, il fit appeler le préfet de Montenotte et lui déclara qu'il désavouait ce qu'il avait dit la veille, qu'heureusement il n'avait pas signé la note et qu'il ne la signerait jamais.

Cependant les négociateurs triomphants étaient déjà partis pour Paris où ils reçurent, en arrivant, en guise de remerciements, l'ordre formel de se taire.

Le concile réuni le 9 juin ne donna guère plus de satisfaction à l'Empereur. Dès le début, il put s'apercevoir que, si les évêques isolés avaient subi la loi en silence, il n'en était plus ainsi quand ils se trouvaient réunis. Au reste la longue captivité du pape et ses souffrances morales étaient alors connues de tous, et des évêques courageux ne se

cachaient plus pour lui témoigner non seulement leur sympathie, mais leur adhésion entière à sa politique.

Le message impérial lu au concile par le ministre des cultes n'était qu'une violente diatribe contre le pape et fut reçu plus que froidement. L'adresse à l'Empereur que rédigea une commission élue au scrutin secret ne fut qu'un banal compliment et qu'une vague adhésion aux principes de l'Eglise gallicane ; et le président put à grand'peine empêcher l'introduction d'une motion en faveur du captif de Savone.

Cela ne présageait rien de bon. En effet, après dix jours de lutte, le concile décidait, le 5 juillet, de ne rien faire sans le pape et de lui envoyer dans ce but une députation pour connaître ses intentions. Napoléon déclara alors au concile que toutes les difficultés étaient aplanies grâce au bon vouloir du Souverain Pontife et conseilla d'envoyer au Saint Père une députation pour le remercier. La commission revint alors sur son vote du 5 juillet, mais le lendemain, instruite de la perfidie de l'Empereur, elle se déjugea une seconde fois en confirmant son premier vote.

Une telle insolence devait, aux yeux de l'Empereur, être punie sans retard ; le lendemain le concile était dissous et plusieurs cardinaux enfermés au donjon de Vincennes.

La situation devenait inextricable. Pour en sor-

tir, le cardinal Maury conseilla à l'Empereur de faire mander individuellement chacun des évêques du concile dissous et d'exiger d'eux une adhésion complète à ses volontés. « Votre vin, disait-il, n'a pas été trouvé bon en cercle, il sera sans doute meilleur en bouteille. » En effet, le stratagème réussit ; les évêques pris en particulier n'osèrent résister aux injonctions impériales et, quand le concile se réunit à nouveau, ils votèrent à une grande majorité (81 voix) un projet en cinq articles, qui autorisait le métropolitain, ou à son défaut le plus ancien évêque de la province, à procéder à l'institution des évêques, si dans un délai de six mois le pape avait refusé d'y pourvoir.

Ce décret du 5 août 1811 donnait en réalité à l'Empereur le gouvernement des églises de France et d'Italie. Il n'y manquait plus qu'une chose : le faire ratifier par le pape. Une députation de sept évêques lui fut envoyée dans ce but, et, pour que pape ne pût se prévaloir du manque de conseillers, quatre cardinaux italiens restés à Paris et qui avaient assisté à son mariage reçurent l'ordre de partir pour Savonè.

La députation du concile, aidée de ces étranges conseillers et du préfet Chabrol, remporta une victoire facile et revint à Paris avec un bref signé par Pie VII, qui reproduisait textuellement, et en l'approuvant, le décret du 5 août. Mais un exa-

men attentif de ce document montra à Napoléon que la députation avait été jouée par le pape : il y était question de « l'Eglise de Rome maîtresse des autres églises », de « vraie obéissance due à cette Eglise ». Enfin, le Souverain Pontife, quoiqu'il ne le dit pas expressément, entendait rester maître des évêques de Rome et ne renonçait nullement au pouvoir temporel.

Les bulles d'investiture qu'il envoya peu après étaient rédigées en termes si ambigus que l'Empereur refusa de les publier.

Pour le moment, il ne fit rien voir de son mécontentement, car il préparait l'expédition de Russie où devait sombrer sa fortune ; mais il se proposait à son retour, quand victorieux il ne craindrait plus aucune puissance sur la terre, de réduire le Saint-Siège à un état de vasselage définitif.

Pourtant, avant son départ, il crut bon de faire savoir au pape que le décret du 5 août s'appliquait à tous les évêchés de l'Empire, dont les Etats de Rome faisaient partie, et de faire auprès de lui une dernière tentative.

Mais Pie VII se montra plus intraitable que jamais, et, sommé une dernière fois de ratifier purement et simplement le fameux décret, il opposa un refus formel et, aux sollicitations du préfet de Montenotte qui le forçait de renoncer à la

tiare, il répondit que, « quelque chose que l'on pût faire, il ne se démettrait jamais ».

L'Empereur se trouvait alors à Dresde, sur le point d'entrer en campagne. Il réfléchit que, pendant son absence, le pape pouvait à Savone ne pas être à l'abri d'un coup de main. Aussi le fit-il conduire, quoique malade, à Fontainebleau, où, tout en lui réservant les honneurs dus à un souverain, il espérait l'amener plus facilement à composition. Il partit alors pleinement rassuré, disant à tous que, « le Concordat étant abrogé, il n'avait plus besoin que le pape intervînt en rien dans l'institution des évêques. »

Entre temps, on put remarquer que le clergé de France, jusqu'alors si docile, enfin instruit de la captivité du pape et des violences exercées sur le concile, commençait à ne plus soutenir avec autant d'ardeur la politique impériale; ce n'était pas encore une opposition franche et énergique, mais des menées souterraines qui devaient retourner l'Église en France contre le despote qui l'avait asservie, sitôt que la fortune se serait tournée contre lui.

Napoléon et ses agents étaient au courant de ces dispositions malveillantes : le nombre des insoumis allait croissant et les prières publiques en faveur de l'Empereur n'étaient plus faites en certaines paroisses. Aussi, le gouvernement impérial ne tarda pas à prendre des mesures sévères

contre les prêtres : plusieurs furent emprisonnés et beaucoup de congrégations dissoutes.

Le pape continuait à mener à Fontainebleau, malgré l'insistance des courtisans, l'existence de moine à laquelle il commençait à être habitué. Mais, à ce moment, il était déjà mieux informé qu'à Savone du sourd mécontentement du clergé, de la résistance des évêques et des perfidies de l'Empereur ; aussi sa confiance ne fit que croître dans le succès, peut-être prochain, de sa cause.

#### V. — Concordat de 1813 et chute de l'Empire

C'est au milieu de ces circonstances, si peu favorables pour lui, que Napoléon, à moitié vaincu, rentra aux Tuileries le 18 décembre 1812. L'Europe entière allait se liguer contre lui et il se sentit perdu, si, à cette coalition, il ne pouvait opposer une France unie et réconciliée.

Aussi doit-on rendre hommage aux sentiments dont il fut alors animé ; pour la défense du pays, il n'hésita pas à faire des concessions au pape, afin d'obtenir de lui l'union de tous les Français.

Il lui écrivit, en effet, de sa main pour lui proposer un nouveau concordat et lui faire connaître

ses nouvelles propositions. Mais celles-ci, sans doute afin d'obtenir peu en demandant beaucoup, étaient encore plus exorbitantes qu'au temps de sa toute-puissance. Mais le pape ne s'y trompa pas ; les temps étaient changés et les rôles renversés : c'était lui, maintenant, le maître de l'heure.

Enfin, le 18 janvier, l'Empereur jugeant sans doute son prisonnier fatigué à point par les négociateurs impériaux, vint tout à coup le trouver à Fontainebleau. Les deux ennemis, dit l'histoire, s'embrassèrent avec tendresse, — il est vrai que la même histoire raconte plus loin qu'ils se livrèrent à des voies de fait, — puis ils s'enfermèrent pour discuter seuls les termes du traité (1).

Napoléon ayant rabattu une grande partie de ses prétentions, le traité fut signé le 25 janvier : il n'y était pas question des articles de 1682, ni du domicile forcé du pape. Le Saint Père conservait la possession de ses États qui n'étaient pas encore aliénés, recevait une dotation de deux millions et la libre disposition de six évêchés romains. L'Empereur promettait, en outre, l'am-

---

(1) C'est à cette entrevue que le pape adressa à l'Empereur les deux apostrophes célèbres : « comédiant » quand Napoléon essayait de le séduire, et « trépidant » quand il essaya de l'intimider.

nistie à tous les ecclésiastiques qui, pendant la tension diplomatique, avaient eu à souffrir de ses violences.

En retour, il obtenait un avantage sérieux : la ratification du décret du concile relatif à l'institution des évêques.

Mais cette dernière concession n'était pas définitive dans l'esprit de Pie VII, et quand il eut obtenu qu'on lui rendit ses anciens conseillers de Rome, les cardinaux noirs, ceux-ci le poussèrent à rétracter ses derniers engagements.

Au fond, il ne demandait que cela, et, après avoir longtemps hésité et choisi son moment avec des précautions infinies, il écrivit personnellement à Napoléon une lettre dans laquelle, mettant en avant l'intérêt supérieur de Dieu et de l'Eglise et prétextant le remords qui, disait-il, déchirait son âme, il déclarait avec une désinvolture que nous nous abstenons de juger que, « en présence de Dieu et dans toute la sincérité apostolique, sa conscience s'opposait invinciblement à l'exécution des divers articles contenus dans l'écrit du 25 janvier ».

Comme réponse à un si grave manquement à la parole donnée, l'Empereur décréta aussitôt obligatoire le Concordat conclu à Fontainebleau, et le même jour douze évêques furent institués conformément à ce traité.

Mais ce n'était là que bravades et Napoléon sentait bien qu'il avait perdu la partie.

Le pape avait repoussé avec dédain toutes les démarches tentées auprès de lui et il ne restait plus au gouvernement impérial d'autre solution que de prendre de nouvelles mesures de rigueur.

C'est ce qu'il fit sans tarder : les cardinaux noirs (1) furent emprisonnés ou chassés de Fontainebleau, la captivité de Pie VII resserrée et tous ceux qui voulurent lever la tête, comme les séminaristes de Gand, furent envoyés à l'armée.

Mais à quoi sert tout cela ? Napoléon est perdu ; le pape se refuse à négocier. Sa délivrance et sa restauration temporelle ne sont-elles par inscrites sur le programme de la coalition ?

Avant de tenter une dernière fois le sort des armes dans les plaines de Champagne, l'Empereur voulut faire auprès du Souverain Pontife une démarche suprême : il lui offrit la liberté et la restitution de ses États, mais il lui fut durement répondu que la liberté du Saint Père étant une question de justice ne pouvait être résolue par un traité.

Il partit tout de même plus décidé que jamais à

---

(1) On appelait ainsi les cardinaux qui faisaient partie de l'entourage immédiat de Pie VII.

défendre avec acharnement un pays que, par ses fautes, il avait conduit si près de sa perte.

Les Autrichiens étaient déjà en Bourgogne. Il craignit alors un enlèvement possible de son prisonnier. Le Saint Père dut quitter Fontainebleau. On le dirigea vers le centre, puis vers le midi de la France ; il arriva enfin à Savone, où l'Empereur semblait vouloir le garder encore.

Mais déjà la campagne semblait perdue, et le 10 mars le préfet de Montenotte reçut l'ordre de conduire le pape aux avant-postes autrichiens qui occupaient Plaisance. Peu de jours après, il était réinstallé à Rome.

Ainsi se termina cette captivité de cinq ans et ce long duel des deux puissances qui, avant d'entreprendre une lutte sans merci, avaient cru utile de signer un traité de paix : le Concordat de 1801.

Les deux adversaires firent preuve de courage, d'abnégation, d'esprit de sacrifice ou de cruauté, d'insolence et de fourberie, selon qu'ils étaient vaincus ou triomphants. Ainsi que de vulgaires héros d'un drame populaire, ils s'attirèrent tour à tour la sympathie des foules : le pape, quand il était captif, l'Empereur, quand il fut tombé.

Mais ce qui, pour nous, est surtout digne de remarque, ce sont les effets funestes du Concordat ; jamais encore l'Eglise et l'Etat français ne s'étaient combattus avec un tel acharnement. Le pape avait été dépouillé de ses Etats et amené

captif; mais sa résistance obstinée avait été une des causes de la chute de l'Empereur.

Elle contribua aussi pour beaucoup à détacher l'Eglise de France de la France et en faire exclusivement une Eglise aux ordres de Rome.

---

## CHAPITRE III

### RÉACTION RELIGIEUSE DE 1814 A 1830

#### I. — Le roi et les agissements du clergé

Le retour des Bourbons fut le signal en France de l'inauguration d'une politique qui s'acharna à détruire tout ce que la Révolution, le Directoire et l'Empire avaient créé. Cela s'explique aisément si l'on songe que les vaincus maltraités, dépouillés et chassés, revinrent prendre la place des vainqueurs de la veille.

Pourtant Louis XVIII, esprit sérieux et réfléchi, avait eu une jeunesse quelque peu sceptique qu'il lui était difficile d'oublier. Livré à lui-même il se fût peut-être montré tolérant pour le nouvel état de choses. Mais il n'était pas seul ; prisonnier

des émigrés et des ecclésiastiques réfractaires qui ne songeaient qu'aux réparations qu'ils voulaient obtenir à tout prix, il dut céder à leurs exigences. Du reste, qui donc l'avait suivi, soutenu, conseillé, alors qu'exilé et peu à peu ignoré de tous, ses espérances eussent semblé vaines devant la puissance grandissante de l'usurpateur ? N'était-ce pas ces émigrés qui ne l'avaient jamais abandonné et ces ecclésiastiques réfractaires qui n'avaient voulu ni de la Constitution civile, ni du Concordat de 1801 ?

C'était une véritable dette de reconnaissance qui leur était due, et le roi n'hésita pas à la payer.

Aussi la charte de 1814, libérale par certains côtés, reconnut la religion catholique, religion d'Etat. Son auteur déclarait fièrement que, régnant de droit divin, il ne relevait que de la Providence, et l'on pouvait croire ainsi son autorité supérieure à celle de la charte.

Louis XVIII tint à montrer à tous que son zèle religieux était égal à celui de ses aïeux : il suivit les offices avec une dévotion peut-être calculée, et poussé par son entourage exigea que tous les grands corps de l'Etat en fissent autant. Mais cela était loin de suffire aux ultra-catholiques qui avaient pour mission de le diriger ; une ordonnance du 17 février 1815 supprimait purement et simplement l'Université en lui substituant un con-

seil royal de l'instruction publique, dont un ecclésiastique avait la présidence et dont tous les évêques faisaient partie de plein droit.

Entre temps — l'on s'y attendait — les jésuites rétablis par Pie VII avaient reparu au grand jour et commençaient à étendre partout leur domination ; les congrégations revenues en foule se multipliaient à l'infini.

Le retour de Napoléon vint, pour l'instant, mettre un terme à de si bonnes dispositions ; les ennemis de la France nouvelle avaient disparu aussi vite que ce qu'ils étaient revenus. C'est que l'homme de l'île d'Elbe revenait, moins disposé que jamais, à subir l'influence des prêtres ; il était presque jacobin. Il rétablissait l'Université, et son ministre Carnot préparait un grand projet de laïcisation de l'instruction publique.

Mais ce ne fut pour Louis XVIII et son entourage qu'un mauvais songe. Quand l'usurpateur fut tombé pour toujours à Waterloo, ils revinrent plus décidés que jamais à détruire l'œuvre de la Révolution et bien résolus à se venger des hommes qui avaient favorisé le retour de Bonaparte.

L'on assista alors à des scènes aussi répugnantes que celles qui avaient ensanglanté la France sous le règne de la Convention. Cette époque, connue sous le nom de Terreur blanche, discrédite à elle seule un régime et un parti.

C'est au milieu de ces explosions de haine et

de vengeance qu'eurent lieu, au mois d'août 1815, les élections législatives.

Elles donnèrent naissance à une Chambre ultra-royaliste qualifiée d'introuvable, qui, d'accord avec la Chambre des pairs récemment épurée, n'eut pas de désir plus ardent que d'accélérer la contre-révolution religieuse. Elle vota la suppression du divorce, la restitution à l'Eglise des biens non vendus, et ce ne fut pas de sa faute si l'ordonnance du 17 février 1815 concernant l'Université ne fut appliquée qu'en partie.

Mais Louis XVIII commençait à trouver embarrassantes les nouvelles exigences de l'Assemblée; et, le 5 septembre 1816, il prit le parti de la dissoudre.

La nouvelle Assemblée, sans être libérale, se montra modérée et s'efforça, aidée en cela par le ministre de l'intérieur Lainé qui avait remplacé Vaublanc, d'obtenir la pacification des esprits.

Les ultras n'en continuèrent pas moins à entretenir dans le pays une agitation intense; ils organisaient des missions bruyantes qui allaient par la voix des prêtres fanatiques répandre les bonnes doctrines aux quatre coins du pays. Partout ils élevaient des calvaires, dressaient des croix, brûlaient en grande pompe les livres hérétiques et organisaient la délation et l'espionnage contre les fonctionnaires qui ne partageaient pas leur ardeur.

Aidés de la puissante congrégation de la rue du Bac et de la Société des missions, ils résolurent par un grand succès politique de prendre leur revanche de l'ordonnance du 5 septembre ; ils ne voulaient rien moins, escomptant leur influence en cour de Rome, qu'imposer à la France un nouveau Concordat qui soumit l'autorité civile au pouvoir de l'Eglise.

## II. — Le Concordat de 1817

Des ouvertures avaient déjà été faites au Saint-Siège en 1814 en vue de réformer le Concordat de 1801 ; mais elles furent accueillies plus que froidement.

Mais, quand le pape comprit tout le bénéfice qu'il pourrait tirer des dispositions nouvelles du gouvernement français, il se déclara prêt à négocier.

Malgré les résistances que le roi, sur les conseils du duc Decazes, parut opposer aux prétentions pontificales, l'entente ne fut pas longue à se faire et le 11 juin 1817 le nouveau Concordat était signé.

Il décide d'abord que le Concordat de 1516 est

rétabli et que celui de 1801 cessera de produire ses effets.

Il abolit les articles organiques et rétablit les diocèses supprimés en 1801. Il stipule en outre qu'une dotation en biens-fonds ou en rentes sur l'État sera faite au profit de l'Église. Enfin « le roi devra, de concert avec le Saint Père, employer tous les moyens qui seront en son pouvoir pour faire cesser le plus tôt possible le désordre et les obstacles qui s'opposent au bien de la religion et à l'exécution des lois de l'Église ». On comprend tout ce que cette disposition, par le vague même des termes, avait de menaçant pour l'indépendance du pouvoir civil.

✓ Mais ce qui indisposa le plus tous ceux qui n'étaient pas inféodés à la politique de l'Église, ou qui, quoique bons catholiques, se rappelaient les libertés gallicanes, ce fut que dans la rédaction du traité le pape avait parlé en maître, considérant la France comme une province de Rome et son roi comme un vassal.

Il y parlait de ses droits « à la domination universelle », « de sa pleine et libre autorité » pour disposer à son gré des diocèses français, enfin de la dotation qu'il « assignait » au clergé de France. Il mentionnait même ses droits sur Avignon, et s'il n'exigeait pas pour l'instant une restitution immédiate, du moins espérait-il une compensation prochaine.

Et, pour annoncer au monde un pareil triomphe, le pape se hâta de donner l'investiture aux nouveaux évêques et de publier le traité. Cette précipitation est curieuse si on la rapproche des lenteurs avec lesquelles il exaspéra Bonaparte.

Mais il eut tort de triompher si vite, car tout n'était pas fini. Le roi et le duc de Richelieu espéraient qu'une simple ordonnance serait suffisante pour rendre exécutoire le traité du 11 juin. Mais le duc Decazes, ministre de la police, et Pasquier, garde des sceaux, n'eurent pas de peine à leur démontrer qu'une loi d'Etat comme le Concordat de 1801 ne pouvait être supprimée que par voie législative.

D'un autre côté, l'opinion publique, jusque-là tenue dans l'ignorance complète des négociations, commençait à s'émouvoir sérieusement et à trouver exorbitantes les concessions faites à la Papauté.

Mais il était certain que les Chambres n'accepteraient jamais le nouveau Concordat, à moins qu'on ne lui fit subir des modifications si profondes qu'il cessât d'être lui-même. C'est ce qu'essaya de faire une commission présidée par Pasquier. Le projet de loi rédigé par Portalis fut adopté en conseil de cabinet et présenté aux Chambres le 22 novembre 1817.

Il stipulait que les évêques seraient nommés et institués suivant les prescriptions du Concordat

de 1516. Les brefs et bulles du pape ne seraient valables en France qu'avec l'autorisation du roi. Les effets passés du Concordat de 1801 gardaient toute leur valeur. Enfin la publication du traité n'aurait lieu qu'à condition qu'il respectât la charte, les lois du royaume et les libertés de l'Eglise gallicane.

Cela équivalait, en réalité, à abroger le Concordat de 1817. Mais, ni la commission législative nommée pour examiner le projet du gouvernement, ni l'opinion publique ne trouvèrent suffisante cette modification ; elles voulaient que la France se contentât des 50 diocèses du Concordat de 1801, au lieu de porter leur nombre à 92.

Aussi le gouvernement dut tenter, pour faire accepter son projet par le Parlement, d'obtenir du pape une réduction du nombre des diocèses. Mais cette tentative fit plus qu'échouer ; elle amena la chute du projet lui-même.

Le Saint Père, en effet, tenu au courant des travaux de la commission non seulement par l'épiscopat, mais encore par un membre de ladite commission, le comte de Marcellus, envoya à celui-ci un bref lui ordonnant à lui et à ses amis de repousser ledit projet et de s'en tenir au Concordat de 1817.

Une telle maladresse eut pour résultat de fortifier les libéraux et les ultras dans leurs convic-

tions respectives, et la situation étant sans issue, le gouvernement retira son projet en mars 1818.

Restait le plus difficile : amener le pape à abroger le Concordat de 1817.

Portalès, chargé de cette délicate mission, essaya de démontrer au pape l'impossibilité actuelle d'augmenter le nombre des évêques, assurant que la résistance de la Papauté mettrait en danger non seulement le régime, mais les intérêts de la religion. Il demandait que les anciens évêques fussent chargés du soin d'administrer les nouveaux diocèses créés par le récent concordat, en attendant qu'il fût possible de nommer de nouveaux évêques.

Mais le pape n'était pas pressé. Encouragé à la résistance par les conseils qui lui venaient de Paris, il finit cependant par prendre la résolution suivante : par un bref émanant de sa seule autorité il autoriserait les évêques actuels à administrer provisoirement les nouveaux diocèses à condition que l'épiscopat français tout entier adhérerait à cette combinaison.

Le bref fut adressé au grand aumônier le 15 novembre 1818, et pendant que l'on discutait pour savoir si la consultation des évêques serait collective ou individuelle, la crise ministérielle, depuis si longtemps attendue par les ultras, se produisit enfin. Mais elle amena au pouvoir un cabinet franchement libéral avec Dessoles et le duc Decazes.

Le nouveau ministère ordonna à Portalis de ne pas trop presser les négociations ; mais c'était maintenant le pape qui perdait patience, à tel point qu'il lança au gouvernement français un ultimatum, où il déclarait que, si dans un délai assez court il ne lui était pas donné satisfaction, il ordonnerait aux évêques institués en 1817 d'aller prendre possession de leurs sièges.

Le gouvernement, cédant en partie à cette menace et prenant un terme moyen entre la consultation collective et la consultation personnelle, désigna dix évêques, qui, réunis chez le grand aumônier, devaient former l'assemblée consultative. Mais ce petit comité, à peine réuni, demanda aussitôt qu'on lui adjoignît tous les évêques présents à Paris, si bien que leur nombre fut aussitôt porté à quarante.

Comme on devait s'y attendre, la réponse épiscopale, tout en déclarant se soumettre aux désirs du pape, ne fut qu'une longue diatribe contre le gouvernement et ses tendances, et, comme si cela n'était pas suffisant, l'assemblée envoya quelques jours plus tard une adresse au roi, où on le suppliait de réduire à l'impuissance les ennemis du Christ.

Le Saint-Siège, fort de l'appui des évêques, était en bonne posture pour obtenir satisfaction ; il exigea du roi une promesse officielle d'abroger le plus tôt possible ces mesures provisoires, et le

23 août 1819 il faisait connaître que le Concordat de 1817 était, non pas supprimé, mais suspendu à cause des difficultés financières, mais qu'il avait la promesse formelle qu'il serait pourvu sous peu aux nouveaux diocèses. En attendant, il confiait l'administration de ceux-ci aux évêques de 1801.

### III. — Agissement du parti prêtre et de la Congrégation

Les quelques mois qui suivirent furent marqués par de violentes polémiques de la part des ultras qui ne pouvaient pardonner au duc Decazes l'échec de 1817. Mais ces campagnes de presse et l'entrée en campagne de nouvelles missions seraient sans doute restées sans effet — on commençait à s'y habituer — si l'assassinat imprévu du duc de Berry n'était venu porter un coup mortel au gouvernement libéral.

Il fut, en effet, rendu responsable de ce malheur et ce qu'il avait créé fut détruit. Après la suppression de la liberté de la presse, la loi du double vote qui assurait la prédominance de l'aristocratie foncière, amena dans les Chambres une majorité ultra-catholique.

Le roi, pour obéir à son entourage, dut non seulement ramener au pouvoir Pasquier et de Serres, royalistes catholiques et modérés, mais encore il dut accepter deux ultras, Villèle et Corbière, comme ministres sans portefeuille.

Les effets de ce changement ne se firent pas longtemps attendre et, après que l'instruction publique et l'Université eurent reçu les premières atteintes, on s'occupa de pourvoir aux nouveaux diocèses de 1817 afin de donner pleine satisfaction aux réclamations pontificales. Trente nouveaux diocèses furent ainsi fondés avec l'assentiment des Chambres, et à la fin de 1822 ils étaient tous pourvus de titulaires.

Pendant ce temps la Congrégation, de plus en plus puissante, étendait ses ramifications de plus en plus nombreuses sur le territoire. Soixante-onze congrégations lui étaient affiliées, et d'autres non moins nombreuses, aux appellations diverses, recevaient d'elle le mot d'ordre. Les plus connues de ces dernières étaient l'œuvre de la Propagande de la foi et la Société des bonnes études.

Le gouvernement et les ultras assistaient d'un œil complaisant à cette extension de la puissance cléricale. Mais il leur fallait autre chose : l'âme du roi.

Celui-ci, quoique vieux et malade, n'avait cédé qu'en maugréant aux exigences de la Congrégation et nul n'ignorait que ses préférences allaient

au libéral Decazes. Aussi employa-t-il toutes sortes de procédés, dont le plus typique fut la mission de M<sup>me</sup> du Cayla, pour le circonvenir et en faire l'instrument inconscient et docile de la Congrégation.

On y réussit pleinement et le duc de Richelieu, abandonné par ses amis, dut céder le pouvoir à un catholique plus intransigeant, à Villèle.

Le nouveau ministère s'occupa tout d'abord de réprimer les complots libéraux et de soumettre la presse à l'autorisation préalable, afin que le gouvernement fût assuré qu'il ne se publiait rien, non seulement qui pût nuire au gouvernement, mais qui pût porter ombrage « au respect dû à la religion d'Etat ».

Puis, ce fut le tour de l'Université ; la grande maîtrise, supprimée en 1815, fut rétablie et confiée à l'évêque Frayssinous, ce qui équivalait à faire de ce grand corps une dépendance de l'Eglise de Rome.

L'Ecole normale, suspecte de trop de libéralisme, fut supprimée ; Guizot et Cousin furent chassés de la Sorbonne.

L'expédition d'Espagne, organisée en vue de mettre à la raison les libéraux de ce pays, fut un des triomphes les plus éclatants de la Congrégation. Mais il lui fallait plus : elle voulait pouvoir se développer librement et sans entraves, et assu-

rer pour toujours sa domination sur la société civile.

Obéissant à ses conseils, le roi signa un décret de dissolution de la Chambre des députés. Grâce à l'influence du parti prêtre et à une pression officielle intense, la nouvelle assemblée ne compta plus désormais que treize opposants.

On crut alors qu'il serait facile de faire adopter deux propositions : une qui donnait au roi le droit d'autoriser par simple ordonnance la création de communautés religieuses de femmes et de les autoriser à recevoir des donations et legs ; l'autre, connue sous le nom de loi du sacrilège, assimilait le vol dans les églises au vol dans les demeures habitées.

Mais à la Chambre des pairs il se trouva des catholiques comme Pasquier, Lally, Lainé qui surent défendre les droits de la société civile et les deux propositions échouèrent piteusement.

Mais le parti prêtre ne fut pas découragé pour cela. Quoique Louis XVIII n'opposât plus de résistance à ses prétentions, il escomptait cependant sa fin prochaine, et entrevoyait en son successeur un roi selon son cœur.

Vers la fin de 1823 le cardinal de Clermont-Tonnerre, un des chefs les plus bruyants de ce parti, réclamait avec hauteur, dans une lettre pastorale, la pleine indépendance des ministres de la religion et des communautés religieuses, la sup-

pression des articles organiques, la restitution à l'Église des registres de l'état civil, le rétablissement des juridictions ecclésiastiques, etc... La lettre fut blâmée en Conseil d'État, mais une timide circulaire du ministre, qui conseillait aux évêques d'enseigner les articles de 1682, fut traitée par le prélat « d'inutile, inconvenante et ridicule », sans qu'on osât le poursuivre devant les tribunaux.

Bref, ce que l'Église souhaitait alors c'était, suivant un mot de Bourdeaux, le rétablissement de l'ancien régime avec les jésuites en plus et les libertés gallicanes en moins.

Avec Charles X allait commencer la réalisation du programme du parti prêtre. Ce roi, léger et têtu à la fois, était affligé d'une dévotion qui ressemblait beaucoup à du fanatisme. Il était bien le type de l'émigré n'ayant rien appris ni rien oublié et désireux par-dessus tout d'effacer les derniers vestiges de la Révolution.

La Chambre, composée en majeure partie d'anciens émigrés, ne demandait qu'à suivre le roi dans son œuvre réformatrice.

Elle commença, par la loi du 27 avril 1825, à accorder aux émigrés le milliard depuis si longtemps désiré. Puis elle reprit la loi du sacrilège qui fut définitivement votée, avec cette restriction que le crime du sacrilège devait comporter la publicité pour être puni.

Le sacrilège simple, commis volontairement et

par mépris de la religion, était puni non seulement de la peine de mort, mais de la peine des parricides. Le vol sacrilège était, selon les circonstances, puni de mort ou des travaux forcés à perpétuité.

La discussion de cette loi donna lieu à des débats aussi violents que passionnés.

C'est en vain que Pasquier, Molé, Lally et surtout le duc de Broglie essayèrent, avec la plus grande éloquence, de démontrer que le sacrilège ne pouvait exister pour celui qui ne croyait pas aux vérités de la religion et qu'ils s'efforcèrent de mettre en garde les auteurs du projet contre l'entraînement fatal : après le sacrilège, on punirait le blasphème, puis l'hérésie, finalement on tomberait dans l'intolérance indigne d'un peuple civilisé. La Chambre des pairs, à la voix de Bonald qui décréta que tuer un sacrilège c'était « l'envoyer devant son juge naturel », vota la loi monstrueuse à quelques voix de majorité. Encore fallut-il pour obtenir la majorité que quelques pairs ecclésiastiques, au mépris des prescriptions formelles de l'Eglise qui interdit à ses membres de tuer, prissent part au vote.

Il est vrai que, devant ce manquement grave aux lois de l'Eglise, le pape resta muet.

A la Chambre des députés, la loi fut attaquée avec la dernière énergie par Bourdeaux, Benjamin Constant et Royer-Collard le chef des doctrinaires,

qui, à cette occasion, prononça un de ses plus beaux discours. Mais cette éloquencé ne servit à rien ; le projet fut voté par la Chambre fanatique à 115 voix de majorité.

Il est juste de remarquer que la clause de publicité rendait cette loi à peu près inefficace, mais il n'en est pas moins vrai qu'on avait introduit dans notre législation un crime non prévu par le Code pénal, ce qui ne pouvait manquer d'impressionner défavorablement l'opinion publique.

Après cette victoire, le parti prêtre résolut de reprendre la question des communautés religieuses de femmes, qui n'avait pu être résolue sous Louis XVIII.

En conséquence, le projet déposé par le gouvernement pouvait pleinement satisfaire la Congrégation : il donnait, en matière d'autorisation, pleins pouvoirs au roi, ce qui équivalait pour l'Eglise à une liberté sans contrôle. Le roi, après avis du Conseil d'Etat, pouvait autoriser l'établissement de nouvelles congrégations par simple ordonnance.

Les communautés pourraient acquérir à titre gratuit et à titre onéreux, et les religieuses pourraient disposer d'un quart de leurs biens en faveur de leur ordre.

Ce projet, il est vrai, ne concernait que les communautés de femmes, mais le parti prêtre espérait bien, quand on l'aurait transformé en loi,

l'étendre à toutes les communautés sans distinction ; alors, par un accroissement indéfini de la main-morte, l'Eglise deviendrait aussi riche qu'avant 89, et, comme elle serait plus puissante puisqu'elle avait déjà mis la main sur les pouvoirs publics, elle deviendrait la maîtresse incontestée de la France.

Les libéraux et les gallicans, nombreux à la Chambre haute, rappelèrent à leurs collègues que sous l'ancien régime une sage disposition frappait les religieux et les religieuses de mort civile, les rendant incapables de donner. Mais ce fut en vain ; tout ce qu'ils purent obtenir ce fut que l'autorisation par simple ordonnance ne serait donnée qu'aux congrégations existantes avant le 1<sup>er</sup> janvier 1825.

Cette restriction était importante, mais elle n'empêcha pas cette loi de régulariser la situation de plusieurs centaines de communautés, ce qui fut considéré par l'Eglise comme une victoire.

On eût pu croire, après le vote de ces trois lois, que le parti prêtre allait se déclarer satisfait : Lamennais déclara que les deux lois sur les communautés et sur le sacrilège étaient des lois impies, hérétiques et athées, parce que l'une limitait la liberté des ordres monastiques et l'autre ne protégeait pas exclusivement le culte catholique, et un curé que l'on fut obligé de poursuivre déclarait en chaire que Charles X n'était pas un roi chré-

tien puisqu'il voulait maintenir la Charte qui était un acte contraire à la religion !

À ce moment les écrivains et les publicistes de ce parti perdirent toute mesure dans leurs critiques, qualifiant la législation française de mélange hideux d'impiété et d'anarchie, le gouvernement d'hypocrite et d'athée, et préconisant comme seul remède à une triste situation, la mise entre les mains de l'Eglise des registres de l'état civil et de l'instruction publique.

Enfin le Saint-Siège, dont l'intervention dans les affaires de l'Eglise de France avait été rare depuis 1817, car, depuis, tout y marchait à merveille, crut utile d'appuyer les prétentions du parti prêtre.

Pie VII était mort en 1823. Son successeur publia en février une encyclique par laquelle il invitait les rois à saisir le glaive de la loi pour arrêter les doctrines anarchiques et impies.

C'en était trop. De tels excès devaient amener une réplique énergique de la part de ceux qui ne voulaient pas laisser tomber la société civile entre les mains de l'Eglise.

Ce fut le duc de Montlosier, émigré impénitent, mais qui, même sous l'ancien régime, avait beaucoup défendu les prérogatives de l'Etat contre le Saint-Siège, qui fut le premier à dénoncer au public un système religieux tendant à renverser « la

Religion, la Société et le Trône » (1). Il déclarait, en outre, qu'il était indifférent à tous que Charles X embrassât la vie dévote, à condition qu'il n'en parût rien dans les actes publics et que la France ne fût pas livrée aux prêtres ».

Lamennais, toujours actif, répondit par une diatribe violente contre les complices des ennemis de l'Église, réclamant bien haut la souveraineté absolue pour le catholicisme et traitant de billevesées les libertés gallicanes. Son audace alla même plus loin : il sollicita du Saint Père une condamnation définitive des quatre fameux articles de 1682. Mais le pape, conseillé par d'habiles politiques et craignant qu'une pareille condamnation exploitée par les libéraux dont l'opposition devenait menaçante, ne fît à l'Église plus de mal que de bien, garda un silence prudent.

La suite prouva qu'il avait raison. Pour satisfaire l'opinion publique qu'il sentait de plus en plus hostile, Charles X laissa traduire Lamennais en justice pour qu'il y rendit compte de ses violences de langage.

Par considération pour son honorabilité et pour

---

(1) Ainsi que l'indiquait le titre même de la brochure de Montlosier : « Mémoire à consulter sur un système religieux tendant à renverser la Religion, la Société et le Trône » (février 1826).

sa bonne foi, que personne ne contestait d'ailleurs, il ne fut condamné qu'à trente francs d'amende, mais les considérants du jugement pouvaient être considérés comme un véritable manifeste des libertés gallicanes.

Le gouvernement, qui sentait le sol se dérober sous lui par suite des progrès de l'opposition libérale et de la formation, à la Chambre même, d'un parti de « défectionnaires » qui commençait à trouver dangereux les empiètements continuels de la Congrégation et des jésuites, essaya de provoquer une déclaration des évêques en faveur des quatre articles de 1682. Mais presque tous se dérobèrent et ceux qui répondirent le firent en de tels termes qu'aucun doute n'était possible sur leurs sentiments personnels.

Sur ces entrefaites, un grand débat s'ouvrait à la Chambre sur la légalité de l'existence de la Congrégation et de la Compagnie de Jésus. Le ministre Frayssinous ne nia pas l'existence de la Congrégation, affirmant toutefois qu'elle ne se livrait qu'à des exercices de piété; quant aux jésuites, sans doute ils n'étaient que tolérés, mais après tout ce n'était que de bons éducateurs et de braves gens, dont le pouvoir n'avait pas à prendre ombrage.

C'était en somme une reculade et Casimir Périer et Royer-Collard, constatant l'aveu du ministre, demandèrent que l'instruction publique cessât

d'être soumise au pouvoir exécutif et fût organisée par une loi. De même, au Palais-Bourbon, Lainé et Pasquier demandèrent l'application aux jésuites des ordonnances auxquelles ils étaient soumis.

Enfin, Montlosier adressa aux cours royales une dénonciation contre les empiètements du clergé et des jésuites : il réclamait l'observation rigoureuse des doctrines gallicanes et la dissolution immédiate des congrégations non autorisées.

L'opposition remporta alors un succès inattendu et considérable qui eût dû être pour le roi un sérieux avertissement : la cour royale de Paris, après examen de la dénonciation, se déclara incompétente, — l'affaire rentrait à son avis dans les attributions de police, — mais elle démontra de manière irréfutable que l'existence de la Compagnie de Jésus était illégale.

Mais le roi se cantonna dans un entêtement qui devait lui être funeste. Il refusa de donner suite à une pétition de la Chambre haute demandant la dissolution de l'ordre des jésuites et crut trouver un remède à la guerre sans merci que lui faisait l'opposition, en faisant voter par la Chambre des députés une loi sur la presse dite « loi d'amour et de justice », qui soumettait toute publication à un dépôt préalable de cinq ou dix jours et qui rendait les imprimeurs délinquants, passibles de peines très sévères. Mais la Chambre des pairs

accueillit un tel projet avec une hostilité si évidente, que le ministère, pour éviter un échec retentissant, dut le retirer.

Charles X crut alors trouver le salut dans le procédé classique de la dissolution de la Chambre et d'une fournée de 60 pairs nouveaux. Mais les élections du 27 novembre 1827 furent un vrai désastre pour le gouvernement : Villèle dut démissionner et céder la place à Martignac, catholique modéré.

Le moment était venu pour le roi de donner enfin quelque satisfaction à l'opposition victorieuse, mais il le fit à contre-cœur, avec le secret espoir de pouvoir se déjuger un jour.

En conséquence, il signa deux ordonnances, dont l'une soumettait au régime de l'Université huit établissements secondaires tenus par les jésuites et dont l'autre limitait le nombre des séminaires et leurs élèves.

Ces mesures, bien accueillies par les libéraux, portèrent au comble la fureur des feuilles ultramontaines qui crièrent à la tyrannie et à la persécution, comparant le doux Feutrier, ministre des cultes, à Dioclétien et à Marat, et insultant grossièrement l'Université. Finalement un certain nombre d'évêques, réunis chez l'archevêque de Paris, envoyèrent au roi une adresse virulente protestant contre les ordonnances du 21 avril et

du 16 juin et déclarant qu'ils ne pouvaient obéir. Le ministère dut avoir recours au pape.

Léon XII, tout en désapprouvant les ordonnances, jugea politique de conseiller aux évêques la soumission. Ils n'obéirent qu'à regret et dirigèrent leurs efforts en vue de rendre l'application des fameuses ordonnances sinon nulle, du moins très incomplète.

Malgré les protestations de la Chambre ils y réussirent pleinement et continuèrent avec plus d'ardeur encore leurs attaques contre l'athéisme, le gallicanisme et l'Université. Du reste Léon XII venait de mourir et son successeur Pie VIII avait ouvert son pontificat par une condamnation solennelle de l'esprit moderne, de la tolérance, de la laïcité, et cette manifestation n'était pas faite pour les décourager.

Malheureusement pour eux, des événements qu'ils auraient peut-être pu prévoir, vinrent pour l'instant réduire à néant leurs projets de domination théocratique. On sait à la suite de quelles maladresses et de quels abus de pouvoir le trône fut renversé par le peuple soulevé : le roi reprit tristement le chemin de l'exil.

---

## CHAPITRE IV

### POLITIQUE RELIGIEUSE DE LA FRANCE DE 1830 A 1852

#### 1. — Les doctrines de Lamennais et la cour de Rome

Une des choses qui étonnent le plus quand on considère les événements de 1830 et ceux qui suivirent la victoire des libéraux, c'est la grande modération que montrèrent à l'égard de l'Eglise, le peuple, les bourgeois libéraux et le roi Louis-Philippe.

Pourtant nul ne devait ignorer que c'était elle l'instigatrice de la loi du sacrilège, des lois sur la presse, des fameuses ordonnances de police, en un mot de toutes les mesures d'oppression qui avait amené Charles X à sa perte.

Cette absence complète de colère et de vengeance au lendemain d'une révolution serait certainement remarquable et ferait le plus grand honneur au peuple français si l'explication n'eût été toute naturelle.

Le peuple ne s'était pas soulevé contre l'Eglise, et se préoccupait fort peu des querelles ecclésiastiques auxquelles, du reste, il ne comprenait rien : il s'était levé contre le trône, et, quand il l'eut abattu, il laissa subsister l'autel.

En cela il était du reste conseillé par les bourgeois libéraux, véritables instigateurs de la Révolution. Cette révolution ils la voulaient politique et nullement religieuse.

Beaucoup d'entre eux étaient en effet d'excellents catholiques, qui, tout en désirant la laïcité absolue de l'Etat, admettaient très bien que l'Eglise fût respectée.

Quant à Louis-Philippe « le roi des barricades » quoique demeuré voltairien, il connaissait trop la puissance du clergé pour s'en faire un ennemi, et dans un but purement politique il tentait de se rapprocher du pape afin de raffermir son trône, encore mal établi.

On s'était contenté d'enlever au catholicisme son caractère de religion d'Etat — tout en déclarant dans la nouvelle constitution qu'elle était la religion de la majorité des Français — et de supprimer la loi du sacrilège. C'était tout. Le Concor-

dat et les articles organiques continuaient à fonctionner tant bien que mal, sans que personne osât y toucher. Bref, le clergé n'avait pas à se plaindre de la nouvelle révolution.

Un homme pourtant osa s'élever avec une énergie farouche contre un état de choses qu'il trouvait déshonorant pour l'Église et indigne d'un peuple libre. Ce fut Lamennais.

Le redoutable défenseur de l'ultramontanisme que nous avons vu à plusieurs reprises défendre avec une conviction ardente, servie par un grand talent, la cause de l'Église et de la Papauté, s'était rallié aux principes de 89.

La révolution de 1830 et la victoire du peuple ne devaient pas laisser insensible un esprit honnête et droit comme Lamennais. Si, jusqu'alors, il avait défendu la cause des Bourbons et celle du parti prêtre avec tant d'acharnement, c'est qu'à ce moment il pensait que cette cause était aussi celle de l'Église et du pape.

Mais, même alors, et plusieurs de ses écrits en font foi, il avait déjà une tendance à se rapprocher du peuple, à s'adresser à lui, à le convaincre que son intérêt était de contribuer à l'affermissement du trône et au triomphe de la Papauté.

Or, en 1830, le peuple avait parlé : la dynastie des Bourbons n'avait pu tenir trois jours contre l'indignation populaire. Cet évènement dut avoir

une grande influence sur le revirement qui se produisit dans l'esprit de Lamennais.

Il comprit l'inutilité de défendre une royauté qui, ramenée deux fois par l'étranger, n'avait su ni gouverner, ni se concilier la faveur du peuple.

Aussi, entraîné par son instinct qui le rapprochait de la cause populaire, il déclara accepter les principes de 89 et s'en fit l'ardent défenseur.

Cependant ses nouvelles convictions politiques, loin de porter tort à ses croyances religieuses, ne firent que les affirmer, que les exalter. Ce ne fut pas un abandon d'idées anciennes, mais une juxtaposition d'idées nouvelles.

Pour lui, l'Église aidant le gouvernement à s'assurer la docilité des peuples, était une conception indigne qui avait vécu. Ce qu'il fallait, c'était que la Papauté, s'affranchissant de toutes les entraves temporelles, aidât les peuples à se débarrasser des rois oppresseurs et les nationalités opprimées à devenir libres. Mais pour accomplir ce grand travail libérateur, que fallait-il à la Papauté ? D'abord être libre. Elle devait sans hésiter rompre avec les puissances de la terre tous les contrats qui la faisaient l'esclave des gouvernements et l'ennemie des peuples.

Elle verrait alors venir à elle tous ceux qui jusqu'à présent l'avaient combattue. Pourquoi était-elle tenue en suspicion par les amis de la Révolution et de la liberté ? N'était-ce pas parce

qu'elle avait eu l'inconscience de se mettre au service des forts contre les faibles, des oppresseurs contre les opprimés?

Et qu'avait-elle à craindre de cette rupture? Le prêtre ne serait plus salarié; c'est vrai, mais il serait libre.

Comme citoyen il pourrait prendre part à la vie publique et se consacrer tout entier au triomphe de l'Eglise.

La perte de quelques millions et de quelques provinces n'était rien en regard de la puissance et de la considération que l'adhésion des peuples procurerait à la Papauté.

Il fallait ensuite que toutes les libertés que l'Eglise avait combattues, libertés des cultes, de l'enseignement, de la presse, elle les fit désormais rentrer dans son programme et mit à les défendre l'ardeur qu'elle avait mise à les détruire. Ces sentiments étaient du reste en harmonie parfaite avec ceux de la primitive Eglise, et Jésus n'était-il pas venu prêcher au monde la liberté et la fraternité?

Si l'Eglise faisait cela, et par tout l'Univers, elle acquerrait une popularité et une puissance telles que l'empire moral de l'Univers lui serait assuré.

Il fallait un esprit honnête et naïf comme Lamennais pour croire que de pareilles théories et des projets si insensés tels que la délivrance des peuples et des nationalités pourraient être acceptés par le Saint-Siège. Mais, sans tenir compte des

avertissements qui lui arrivaient de toutes parts, il décida avec ses disciples de fonder le journal « l'Avenir ». Puis passant de la parole aux actes, ils créèrent « l'Agence générale pour la défense de la liberté religieuse ».

Cette association avait pour but d'intenter des poursuites devant les tribunaux en vue de la protection de la liberté du prêtre et de la liberté de l'enseignement.

Elle se mit aussitôt au travail, suscita dans toute la France un mouvement considérable en faveur de la liberté de l'enseignement et eut des procès retentissants qui contribuèrent à la faire connaître, non seulement dans le pays, mais encore à l'étranger.

Louis-Philippe, avons-nous dit, avait une répulsion instinctive de toutes les affaires ecclésiastiques. Pourtant les attaques de « l'Avenir » contre le budget des cultes et la nomination des évêques par l'Etat, l'amènèrent à sévir contre une organisation qui ne parlait de rien moins que de bouleverser l'Eglise et les gouvernements.

« L'Avenir » fut donc traduit en cour d'assises où il fut du reste triomphalement acquitté. Mais un des rédacteurs, le jeune Montalembert, étant pair de France, ne pouvait être jugé que par la Chambre haute. Elle le condamna, mais après des débats qui furent suivis avec passion par le pays tout entier.

Pendant ce temps, que faisait l'épiscopat ? Que faisait le pape ?

On attendait d'un moment à l'autre les voir se prononcer, mais ils gardaient un silence prudent. Il était clair cependant que les évêques, satisfaits d'un régime qui leur donnait, avec la satisfaction de se sentir de grands personnages officiels, un traitement très respectable, trouvaient que tout était pour le mieux dans la meilleure des églises et dans le meilleur des gouvernements, et les idées bruyantes de Lamennais leur faisaient l'effet d'un importun qui vient troubler un bon dîner.

Quant au pape Grégoire XVI, théocrate de la vieille école et tout à fait incapable de comprendre les grands projets du nouveau réformateur, il craignait que la condamnation publique d'un homme qui avait jusqu'alors servi la Papauté avec tant de zèle ne causât trop de scandale en le poussant à la révolte.

Il redoutait aussi que l'anathème qu'il lancerait contre la liberté ne poussât la France de 1830 à aider les patriotes italiens à secouer le joug de la Romagne alors en révolte.

Il se contenta de lui faire parvenir des conseils indirects pour l'arrêter dans la voie dangereuse où il s'était engagé. Mais Lamennais refusait de comprendre ; il savait de bonne source qu'il était déjà condamné à Rome : ses disciples commençaient à l'abandonner. Il prit alors une résolution

énergique. Il résolut d'aller trouver Grégoire XVI et de se justifier devant lui.

Un pareil mouvement, qui fait honneur à la droiture de son caractère, ne fut pas récompensé. Le pape, après l'avoir fait longtemps attendre, ne le reçut qu'à la condition expresse de ne pas lui parler de l'affaire qui l'amenait à Rome.

Déçu, mais non découragé, Lamennais résolut de rester à Rome et de confondre ses détracteurs ; mais toutes les entrevues qu'il sollicita lui furent refusées. Un mémoire justificatif qu'il fit remettre au Saint Père resta sans réponse.

Alors, le courageux novateur déclara que le pape n'ayant pas condamné son œuvre il allait la poursuivre, et partit immédiatement pour Paris.

Mais à ce moment tout s'était arrangé en Romagne, et Lamennais n'était pas arrivé à destination que l'encyclique du pape condamnant ses doctrines et les libertés modernes le mit dans l'obligation de se soumettre ou de se révolter.

Ce document est peut-être le réquisitoire le plus complet et le plus violent que l'on ait fait contre les principes de 89.

L'auteur n'était d'accord avec Lamennais que sur un point : comme lui, il reconnaissait que l'Église ne devait jamais être soumise en rien au pouvoir civil. Mais, sur tous les autres, la divergence était nette, absolue.

D'abord l'Église n'ayant besoin d'aucune nouveauté, c'était lui faire injure que de croire qu'elle pût être restaurée, régénérée. Après avoir flétri l'indifférentisme, il déclarait que la liberté de conscience était une « maxime absurde, erronée et un véritable délire » ; la liberté de la presse était qualifiée de « liberté funeste dont on ne peut avoir assez d'horreur ». Quant à la liberté politique, si chère à Lamennais, elle était condamnée et pros-crite en termes aussi clairs et aussi violents : « l'autorité des princes venant de Dieu, c'est un crime que d'ébranler la fidélité et la soumission qui leur sont dues ». La séparation des Eglises et de l'Etat ne pouvait être demandée que par les « partisans d'une liberté effrénée ».

Quoique Lamennais ne fût pas nommé personnellement dans l'encyclique, il comprit fort bien que c'était sa condamnation qu'elle prononçait. Mais, afin qu'il ne restât aucun doute dans son esprit, le cardinal Pacca lui écrivit une lettre où on l'invitait à une soumission sans réserve.

Il obéit, la mort dans l'âme. « L'Avenir » cessa de paraître et l'agence générale fut dissoute.

Mais ce n'était pas assez pour ses ennemis ; il leur fallait une rétractation publique, éclatante de ses erreurs et une adhésion formelle au manifeste pontifical.

Le malheureux résista longtemps aux insistan-ces pressantes des émissaires de Rome. Enfin,

plutôt que de rompre avec une Église à laquelle il avait consacré son âme, son talent et sa vie, il signa, dit-il, pour avoir la paix, la formule d'adhésion que lui présentait l'archevêque de Paris. Mais il déclara en même temps ne pas renoncer « à ses devoirs envers son pays et l'humanité, dont nulle puissance au monde ne pouvait ni exiger le sacrifice ni le dispenser ».

Mais cette restriction n'était pas du goût de la cour de Rome. Par de nouvelles obsessions on exigea de lui qu'il adhérât pleinement au système politique du Saint-Siège.

C'en était trop. A bout de patience, il publia enfin une réponse magnifique : « Les paroles d'un croyant », dans laquelle, s'élevant avec énergie contre le pouvoir des rois, il défendait la cause des peuples et des nationalités opprimées.

Le succès de ce livre fut énorme et Grégoire XVI mit le comble à sa renommée en condamnant « Les paroles d'un croyant » comme une œuvre satanique, et son auteur comme fauteur d'anarchie, hérétique et ennemi de l'Église.

C'était fini. Lamennais se sépara pour toujours d'une Église au service de laquelle il avait mis sa jeunesse et son génie, pour se consacrer en entier au service du peuple.

## II. — La question des jésuites en 1844

Louis-Philippe et son gouvernement avaient vu avec satisfaction les doctrines subversives de Lamennais, définitivement condamnées par Rome. Le roi, tout en voulant ménager les bourgeois voltairiens qui avaient fait la Révolution, s'efforçait de plus à complaire au clergé et à se rapprocher du pape.

A ce moment, en effet, les doctrines républicaines et socialistes semblaient partout en progrès. Elevé au trône par des libéraux, il craignit que des hommes plus avancés que les libéraux ne vinssent le renverser. Aussi, connaissant de longue date la puissance du clergé, il jugea que l'Église seule était assez forte pour résister aux idées nouvelles ; il se montra de plus en plus complaisant à son égard.

Pourtant, ses premières complaisances n'eurent pas grand succès. Son ministre Guizot fit bien voter la loi sur l'instruction primaire du 28 juin 1833 qui mettait l'école communale sous la domination du curé, mais le projet de Guizot sur l'enseignement secondaire, et qui avait le même but, échoua piteusement. Les bourgeois voulaient bien

que le peuple devînt clérical, mais ils entendaient rester les maîtres de donner à leurs enfants l'éducation qui leur paraissait la meilleure.

Le gouvernement se garda bien de contrarier le développement des œuvres religieuses qui se fondèrent alors sous l'inspiration de Lacordaire, ancien disciple repentant de Lamennais, et d'Ozanam, jeune catholique au zèle d'apôtre qui rêvait d'associer les intellectuels à l'œuvre de l'Eglise.

Les lazaristes, les frères des écoles chrétiennes et autres congrégations non autorisées multiplièrent leurs établissements, sous l'œil bienveillant des autorités.

Mais celui qui, de tous les ordres, avait fait le plus de progrès était celui des jésuites.

Lorsque éclata la révolution de 1830, ils disparurent subitement et on n'en trouva trace nulle part ; mais, quand ils virent qu'ils ne couraient aucun danger, ils comprirent qu'ils avaient eu tort d'avoir si peur, et dès lors on les vit sortir de dessous terre plus envahissants que jamais.

Leurs progrès furent si rapides, qu'en 1836, la Compagnie dut dédoubler sa province de France.

On vit reparaître avec eux tous les procédés qui avaient failli perdre autrefois le catholicisme et qui servaient, par des marchandages immoraux, à rendre la religion facile et agréable.

Les jésuites avaient fermé leurs collèges sous

Charles X ; mais, grâce à la complaisance des évêques, ils avaient reparu dans les séminaires et nul n'ignorait que le clergé tout entier était imprégné de leurs doctrines.

Ainsi, dans les séminaires, c'était la morale probabiliste, autrefois flétrie par Pascal, qui était seule enseignée et, quant à l'histoire, le manuel du P. Loricquet y était seul toléré. Tout, du reste, leur était bon pourvu que la Compagnie en retirât profit : à côté d'une entreprise de librairie, on voyait des pères jésuites à la tête d'une exploitation de houille.

Bref, dans l'espace de quelques années, ils devinrent si puissants que, s'étant assurés le concours du clergé tout entier, ils ne se gênèrent plus pour monter en chaire, comme pour jeter un défi aux lois qui les proscrivaient.

Leur audace en était d'autant plus accrue, qu'à Rome ils étaient les maîtres incontestés et qu'ils y dominaient la plupart des congrégations ecclésiastiques.

Maîtres de l'Église de France et maîtres du Saint-Siège, qu'avaient-ils à craindre d'un roi et d'un gouvernement qui, par crainte du libéralisme, s'efforçaient de se concilier les bonnes grâces de la Papauté ?

Mais cette situation, pourtant si privilégiée, ne leur suffisait pas ; ils n'étaient en somme que tolérés. Ils voulaient que leur existence devint

légale, qu'on leur accordât la liberté, le droit commun. Aussi, en présence des complaisances de Louis-Philippe pour tout ce qui touchait à la religion, ils osèrent adresser leurs revendications au roi par un mémoire du P. Guidée, provincial de Paris. Mais ce n'était pas tout ; avec le droit commun il leur fallait la liberté de l'enseignement que le gouvernement leur avait promise. Mais là, ils se heurtèrent à un obstacle sérieux : Victor Cousin venait d'être nommé ministre de l'Instruction publique, et nul n'ignorait qu'il était un partisan résolu du monopole universitaire.

Leur colère se tourna alors contre l'Université qu'ils se proposèrent de détruire. Dans ce but, ils entreprirent contre elle une campagne violente d'outrages et de calomnies afin de la discréditer dans le pays et de susciter un mouvement qui, dans leur pensée, devait lui être funeste.

Pendant plusieurs années ce fut une véritable pluie de discours, de pamphlets et même d'ouvrages, qui tomba sur la malheureuse Université, démontrant aux populations étonnées qu'elle faisait un « horrible carnage d'âmes », qu'elle enseignait « le vol, le bouleversement de la société, le parricide, les voluptés les plus infâmes », qu'elle transformait les enfants « en animaux immondes et en bêtes féroces ».

On lit dans le « Monopole universitaire », pamphlet de l'abbé Desgarets, que « les infâmes ouvra-

ges du marquis de Sades n'étaient que des églogues auprès de ce qui se passait dans l'Université ». Le même libelle traite gracieusement les professeurs du Collège de France et de l'Ecole normale de « boucs de Théocrite » et E. Quinet « d'obscur blasphémateur ».

Enfin, pour le même auteur, les collèges royaux sont « la sentine de tous les vices ».

On n'en finirait pas de citer toutes les injures qui peuplaient alors les réquisitoires de tous ceux qui avaient juré la mort de l'Université. L'un d'eux résume pourtant assez bien les aspirations de la nouvelle croisade ; après avoir flétri comme il convient « les hommes sans croyances, impure vermine, mirmidons de l'athéisme », il déclare solennellement qu'il faut que l'Université ou le catholicisme cède la place.

L'épiscopat et le clergé faisaient naturellement chorus avec les jésuites dans cette attaque furieuse contre l'Université, et l'archevêque de Paris lui-même ne dédaignait pas d'entrer dans la bataille en déclarant que les jésuites étaient les plus qualifiés de tous les éducateurs pour élever et instruire la jeunesse de France. Les pères de famille étaient sollicités avec la plus grande insistance de ne pas confier leurs enfants aux collèges de l'Etat, vraies maisons de perdition.

On est obligé de constater avec peine que de-

vant ce débordement d'outrages l'Université dut se défendre toute seule.

Des professeurs courageux s'élevèrent avec énergie contre de pareils procédés de polémique et dénoncèrent bien haut l'ordre des jésuites comme un ennemi national.

« Que réclamez-vous ? écrivait le professeur Génin. La liberté ? On ne vous doit que l'expulsion. C'est tout ce que vous pouvez prétendre en vertu de la loi. »

Une telle campagne en faveur de la liberté de l'enseignement et l'agitation qu'elle avait créée amenèrent le gouvernement, toujours soucieux de ne pas déplaire à l'Église et aux Congrégations, à faire quelque chose pour calmer les esprits.

Le projet de loi sur l'enseignement secondaire, depuis si longtemps attendu, fut enfin présenté aux Chambres par Villemain. Pourtant les néo-catholiques avec Montalembert ne furent pas complètement satisfaits. Le projet, en effet, tout en reconnaissant le droit à quiconque d'ouvrir des institutions à condition d'être muni de grades universitaires, contenait la restriction, grave à leurs yeux, que tout professeur d'établissement libre devait déclarer par écrit qu'il n'appartenait à aucune association non autorisée par la loi.

Cette seule restriction rendait le projet inacceptable pour Montalembert et ses amis, et ils le crièrent bien haut.

La Chambre des pairs, il est vrai, leur donna entière satisfaction, mais la Chambre des députés, sur le rapport de M. Thiers et après des discussions orageuses, fit nettement comprendre qu'elle ne voterait jamais un pareil projet attentatoire aux droits de la société civile.

La maladie de Villemain et les vacances parlementaires vinrent à point pour éviter une reculade au gouvernement; fort de ces excuses, il retira son projet.

Mais, dans les polémiques qui suivirent, les libéraux ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'en combattant la liberté de l'enseignement et le principe du droit commun pour tous les citoyens, ils s'étaient placés sur un mauvais terrain. Il était en effet facile de leur montrer l'antagonisme qui existait entre leur conduite présente et les principes de 89 qui déclaraient tous les citoyens libres et égaux en droits. Et leurs adversaires n'y manquèrent point.

Aussi, pour sortir de ce mauvais pas, ils résolurent de porter la discussion sur un terrain plus solide pour eux et qui aurait plus que les apparences de la légalité.

Et c'est par un juste retour des choses que les jésuites, auteurs ou responsables de toute cette agitation parlementaire dont ils croyaient être les seuls bénéficiaires, durent faire les frais de ce changement d'attitude de leurs adversaires.

Ceux-ci, en effet, décidèrent d'abandonner toutes les discussions abstraites sur les droits de l'Etat et de l'individu où on voulait les entraîner, pour se cantonner sur le terrain plus ferme de la légalité et du respect dû aux lois.

Quelles sont, dirent-ils, ces congrégations qui réclament la liberté de l'enseignement avec tant de hauteur? Quels sont ces jésuites dont l'esprit a pénétré l'Eglise tout entière, et quels droits ont-ils à réclamer cette liberté, alors que leur existence sur le territoire français est illégale?

Les paroles du professeur Génin durent venir à la pensée de plusieurs, parmi ceux qui avaient pris pour mission de défendre les droits de l'Etat. Le moment était d'autant plus favorable pour porter un rude coup à la célèbre compagnie, que, négligeant sa prudence séculaire, en présence de la sécurité que le gouvernement de Juillet lui avait octroyée, elle s'était affichée avec audace au mépris des arrêtés d'expulsion qui continuaient à la menacer.

C'est au grand jour qu'elle agissait maintenant et qu'elle adressait d'insolentes provocations aux pouvoirs publics.

L'opinion, influencée par les ouvrages récents de Michelet et surtout par « Le juif errant » d'Eugène Sue que publiait le *Constitutionnel*, commençait à s'émouvoir de ces insolences et à se prononcer de plus en plus contre les prétentions

des jésuites. Le *Journal des débats*, quoique ministériel, les dénonçait comme un « monument vivant du mépris de la loi ».

Les libéraux, voyant que les circonstances étaient propices, provoquèrent le gouvernement à une discussion décisive pour savoir quelles libertés il était possible d'accorder à des associations qui se trouvaient sous le coup d'un arrêt de bannissement qui n'avait jamais été révoqué.

Mais, comme le gouvernement paraissait ne pas comprendre et s'efforçait de se dérober, Thiers transforma sa question en interpellation solennelle le 2 mai 1845.

Aidé de jurisconsultes de grande valeur comme Dupin, Hébert, etc., il n'eut pas de peine à démontrer que l'arrêt de 1764, les lois de 1790 et 1792, le décret du 5 messidor an XII, les lois de 1817 et de 1825, et les ordonnances de 1828 gardaient toute leur force et que, si l'Eglise était libre de créer de nouvelles congrégations, l'Etat était libre aussi de les admettre ou de les refuser. Le résultat de la discussion n'était pas douteux ; la Chambre vota un ordre du jour déclarant se reposer sur le gouvernement du soin de faire exécuter les lois.

Ainsi le gouvernement était mis dans l'alternative, si cruelle pour lui, de rompre avec l'Eglise ou de braver l'opinion publique. Mais ni le roi, ni Guizot, n'étaient hommes à s'arrêter à des partis

extrêmes et, comme toujours en pareil cas, ce fut le moyen terme qui fut choisi. Au lieu d'user d'autorité, ils tentèrent de négocier avec Rome l'expulsion des jésuites. Pensant qu'ils échoueraient, Thiers ne protesta pas.

A la nouvelle que les jésuites allaient être dissous, l'alarme fut grande dans le parti catholique. Quant aux libéraux, ils triomphèrent bruyamment. Leur joie eût sans doute été bien moindre s'ils avaient eu connaissance du complot secret que la diplomatie de Louis-Philippe et celle de Grégoire XVI tramaient de concert pour réduire à néant la volonté du Parlement.

Le diplomate Rossi fut envoyé à Rome pour persuader au pape que son intervention était nécessaire entre les jésuites et le gouvernement français. Tout retard devait, selon lui, amener des événements graves suscités par les ennemis de la religion et très dommageables pour l'Eglise. En somme, que demandait-on au Saint Père ?

Tout simplement d'aider le gouvernement à faire croire au public que la Compagnie était dissoute. Les jésuites n'avaient qu'à revenir à leur ancienne façon de vivre qu'ils avaient si malencontreusement abandonnée et qu'à mettre en pratique la maxime si connue : pour vivre heureux, vivons cachés.

Le pape, après avoir consulté gravement une commission ecclésiastique, déclara qu'il ne pou-

vait donner des ordres en cette matière, mais qu'il ferait donner des conseils par des cardinaux.

Les conseils des cardinaux consistèrent à faire comprendre à la Compagnie le stratagème que l'on avait imaginé pour la sauver. Elle s'y prêta de bonne grâce et le gouvernement français put enfin déclarer dans le *Moniteur* que, les négociations avec Rome ayant pleinement réussi, la Congrégation des jésuites cesserait d'exister désormais en France, que les maisons seraient fermées et les noviciats dissous.

Or, voici en quoi consistèrent l'expulsion des jésuites et la dispersion de l'ordre ; trois maisons professes et deux noviciats furent fermés et leur personnel servit à fonder de nouveaux établissements.

L'opinion publique crut sérieusement aux déclarations du gouvernement et ne se douta pas qu'elle venait d'être grossièrement trompée. Le roi et son ministre avaient pleinement réussi ; d'abord ils avaient endormi pour longtemps les méfiances de la Chambre et du pays et enfin ils avaient sauvé les jésuites.

### III. — La République de 48 et l'expédition de Rome

La complaisance que le pape avait mise à aider le gouvernement de Juillet dans l'expulsion illusoire des jésuites devait être payée de retour. Et sans doute l'Eglise et le Saint-Siège auraient obtenu une récompense bien méritée, si la campagne politique en faveur de la révision de la loi électorale, qui entraît alors dans une phase aiguë, n'avait amené la Révolution de février qui emporta Louis-Philippe.

La Révolution de 1830 et le gouvernement de Juillet s'étaient montrés, avons-nous dit, d'une grande modération vis-à-vis de l'Eglise. Les hommes de 48, pénétrés des doctrines de Lamennais, devaient faire un pas de plus dans cette voie ; ils crurent naïvement qu'une réconciliation était possible entre l'Eglise et la liberté, et ils s'efforcèrent loyalement de réaliser l'accord de l'Eglise avec l'Etat.

Par une interprétation curieuse de l'Évangile, ils en arrivèrent à se convaincre que la religion du Christ, loin d'être l'ennemie du progrès, pouvait être un auxiliaire puissant en vue de l'émancipation des peuples.

La plupart des promoteurs des nouvelles doctrines économiques et sociales pensaient de même et quelques-uns allaient jusqu'à dire qu'ils n'étaient que les interprètes de la pensée du Christ. Les hommes politiques mettaient d'accord leur foi religieuse et leurs convictions politiques, et n'avaient pas de plus ardent désir que de voir le nouveau pape, qu'on leur disait libéral, bénir la République.

Le peuple qui s'était soulevé pour obtenir le suffrage universel croyait à toutes ces généreuses utopies et, satisfait de son droit de vote, restait indifférent et neutre dans les difficultés ou conflits de pouvoirs que faisaient naître les rapports de l'Église avec le pouvoir civil. Le clergé comprit aussitôt le rôle considérable qu'il était appelé à jouer au milieu de cette démocratie qui s'ignorait encore et qui allait, pour la première fois, faire usage d'une arme aussi redoutable que le suffrage universel.

Au lieu de songer à arrêter le mouvement populaire, il se mêla à lui, le dirigea, le canalisa, et, finalement, s'en rendit maître.

Du reste, sa popularité n'avait jamais été aussi considérable dans le pays que depuis qu'il s'était hardiment mêlé à la Révolution et qu'il avait béni les arbres de la Liberté.

Les chefs du gouvernement, dont la plupart, comme Lamartine, étaient aussi bons républi-

cains que bons catholiques, se gardèrent bien de faire mauvaise mine à cette nouvelle politique du clergé.

Ils comprenaient fort bien l'influence que l'Église, fortement disciplinée et hiérarchisée, allait avoir sur les masses sans éducation politique dans les élections qui allaient s'ouvrir.

Effectivement l'Assemblée Constituante qui sortit des élections du 23 avril 1848 fut presque exclusivement l'œuvre de l'Église ; elle était sans doute républicaine, mais avant tout catholique.

On le vit bien lorsqu'elle choisit pour son président Buchez, le plus catholique des républicains, et lorsqu'elle plaça la nouvelle constitution sous la protection de Dieu. Mais là où ses sentiments éclatèrent avec plus de force, ce fut dans l'élection du président de la République ; une telle pression fut exercée par elle et par le clergé sur les électeurs, que le général Cavaignac, républicain sincère, fut battu par le prince Louis-Napoléon qui avait donné des gages à l'Église et qui serait, espérait-on, malgré un passé douteux, un instrument docile entre ses mains.

Le programme que le clergé imposa au prince comme un ultimatum fut : 1° réinstaller le pape à Rome ; 2° livrer l'Université à l'Église.

Pour plaire à ses alliés, dont il n'était en somme que le prisonnier, il commença par former un cabinet avec Odilon Barrot et le comte

de Falloux; les républicains en étaient soigneusement exclus.

Le moment était venu où la première partie du programme n'allait pas tarder à être exécutée. Pie IX venait d'être chassé de ses Etats par la Révolution et s'était réfugié à Gaëte d'où il sollicitait l'appui de toutes les nations catholiques pour mettre à la raison ses sujets rebelles.

La France, fille aînée de l'Eglise, ne pouvait, aux yeux de notre clergé, se laisser devancer par aucune nation pour voler au secours du Souverain Pontife.

Les Romains, qui avaient refusé d'entrer en négociation avec le pape déchu, venaient d'élire à leur tour une Assemblée constituante et de proclamer la République. Ils étaient en droit d'espérer que ces mesures, analogues à celles que venait de prendre la France, feraient tomber les menaces d'intervention dont le clergé français ne cessait de les menacer.

Mais ce fut en vain. Louis-Napoléon qui, au fond, était leur partisan et qui comptait parmi eux plusieurs membres de sa famille, dut subir les exigences cléricales.

Le comte de Falloux se chargea de lui démontrer que, si la France ne rétablissait pas le pouvoir temporel du pape, ce serait l'Autriche qui se chargerait de cette besogne, ce qui lui vaudrait

un sensible accroissement de puissance dans la péninsule.

Il songea alors à un expédient qui, tout en donnant entière satisfaction au parti catholique, devait le dispenser d'une intervention personnelle.

Charles-Albert, roi de Sardaigne, à qui les vues ambitieuses ne faisaient pas défaut, quoiqu'il n'eût pas les moyens de les réaliser, fut circonvenu par lui afin qu'il se fit dans les Etats de Rome le champion de l'ordre.

Malheureusement Charles-Albert, parti en guerre contre l'Autriche, venait d'essuyer une grave défaite à Novare et n'était nullement disposé à se créer de nouveaux ennuis.

Louis-Napoléon se trouva donc dans la nécessité de s'exécuter.

Mais toutes les difficultés étaient loin d'être aplanies : la Chambre, quoique en majorité catholique, n'aurait jamais accordé l'autorisation de s'emparer de Rome pour y détruire une République qui venait de prendre pour modèle la République française.

Aussi le président déclara à l'Assemblée qu'en présence de la défaite de Novare, il était de toute nécessité de protéger le Piémont contre l'attaque de l'Autriche, et pour cela d'occuper un point quelconque de l'Italie. La Constituante lui accorda sans méfiance des crédits pour cette démonstration restreinte. Mais quel ne fut pas son étonnement

quand elle apprit qu'Oudinot, après avoir occupé Civita-Vecchia<sup>1</sup>, ainsi que cela était prévu, avait marché sur Rome, où il avait du reste subi un sanglant échec. Elle vota aussitôt un ordre du jour invitant le gouvernement « à prendre les mesures nécessaires afin que l'expédition d'Italie ne fût pas détournée du but qui lui avait été assigné ».

Ce fut peine perdue. Montalembert et Falloux exigèrent qu'Oudinot renouvelât sa tentative. Du reste, à ce moment, les élections législatives venaient de donner une majorité considérable au parti de droite, et la République romaine allait ressentir le contre-coup de la défaite des républicains français.

Le siège de Rome commença le 1<sup>er</sup> juin 1849. Des renforts étant arrivés, l'assaut fut donné le 29 juin et la ville tomba aux mains des Français.

Peu de jours après, le gouvernement pontifical était rétabli comme par le passé.

Vainement Louis-Napoléon invita Pie IX à renoncer au régime odieux et suranné de Grégoire XVI et à donner à son peuple des institutions libérales sérieuses ; le pape, qui n'avait de tendresse que pour l'Autriche, ne voulait tenir aucun compte de ce que la France venait de faire pour lui et ne fit que des réponses évasives à l'invitation du président.

L'absolutisme et l'inquisition continuèrent à régner en maîtres dans les Etats du pape à l'abri des armées françaises.

---

## CHAPITRE V

### PIE IX ET NAPOLÉON III

#### I. — Négociation du sacre et politique de Napoléon III à l'égard du Saint-Siège jusqu'à la guerre d'Italie.

Après son avènement, Napoléon s'efforça de conserver la confiance du clergé à qui il avait déjà rendu de si grands services. Estimant que la restauration du pape et la loi Falloux n'étaient pas des gages suffisants de son attachement à l'Église et au Saint-Siège, il laissa aux évêques une liberté entière vis-à-vis du pouvoir civil.

Ils se réunissaient comme ils voulaient, allaient à Rome et en revenaient, faisaient circuler les bulles du pape sur notre territoire, sans que le

gouvernement prit ombrage de pareils procédés qui violaient effrontément le Concordat et les articles organiques.

Les missions avaient recommencé comme avant 1830 et le nombre des congrégations autorisées s'était accru du double pendant la courte période de la présidence. La loi Falloux avait favorisé l'établissement d'innombrables écoles libres qui tendaient peu à peu à supplanter les écoles de l'État.

L'Eglise était complètement libre, et l'on peut dire que sous aucun régime, même sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, elle n'avait connu une période si prospère. Aussi le parti ultramontain ne tarissait pas de louanges à l'adresse de l'empereur et, à part quelques catholiques se disant libéraux et qui formaient une coterie infime, aucune note discordante ne s'élevait dans ce concert d'éloges.

Le grand pamphlétaire Veuillot, qui avait une si grande influence sur le clergé et qui était regardé par lui comme un père de l'Eglise, avait pris à tâche de montrer aux populations la bonté de l'empereur et la gloire de l'Empire. Et, si l'on considère que le pape avait applaudi au coup d'Etat, on comprendra que Napoléon était en droit de compter sur le concours absolu de l'Eglise.

Pie IX, qui était monté sur le trône de saint Pierre avec la réputation d'un libéral et même d'un révolutionnaire, avait cruellement déçu les

espoirs de ceux qui avaient vu en lui le futur régénérateur de l'Eglise.

Au lieu de démocratiser la hiérarchie ecclésiastique, il s'efforça au contraire de la monarchiser. Son but avéré était que le pape devînt le seul maître tant en matière de dogme qu'en matière de foi, et, s'il n'osait pas parler encore de l'infaillibilité qu'il s'octroya du reste plus tard, il commença, sans consulter les évêques et pour habituer le monde catholique à la toute-puissance papale, de créer et de proclamer le rôle d'Immaculée-Conception.

C'était une novation hardie et qui, à une autre époque, eût sans doute soulevé les protestations de l'épiscopat tout entier. Mais peu nombreux furent les évêques qui osèrent protester et ceux qui le firent ne crièrent pas bien fort. La plupart acceptèrent avec enthousiasme cet accroissement de la puissance du Saint-Siège qui les garantissait davantage contre les retours offensifs, toujours possibles, du pouvoir civil.

Le pape et l'empereur, ayant suivi dans la conquête de leurs pouvoirs une marche identique, ne pouvaient que s'entendre et vivre en bonne intelligence, surtout après qu'ils se furent rendus des services considérables : l'empereur en rétablissant le pouvoir temporel de la Papauté et en livrant l'enseignement à l'Eglise, le pape en reconnaissant le coup d'Etat de 1852 et en encourageant le

clergé français à devenir le soutien et le défenseur de l'Empire.

Pourtant, deux causes sérieuses de dissentiment ne devaient pas tarder à s'élever entre eux.

La première fut l'échec des négociations du sacre, la deuxième l'adhésion de Napoléon à la politique de Cavour.

Napoléon III, surtout au début de son règne, était le fidèle imitateur de son oncle, pour qui, cela est bien naturel, il avait la plus profonde admiration.

Comme lui, il avait fait un coup d'Etat ; comme lui, il avait donné à la France une constitution en tous points identique à celle de l'an VIII ; comme lui enfin, il avait imaginé de se faire sacrer par le pape.

Il n'ignorait pas que, pour obtenir ce bon office du Saint-Siège, il était mieux placé que son oncle. Sans doute, l'Eglise était redevable à son prédécesseur du Concordat ; mais quant à lui n'avait-il pas rétabli le pouvoir temporel de la Papauté et n'avait-il pas donné au clergé une indépendance qu'il n'avait jamais connue sous le premier Bonaparte ? Et, à l'heure actuelle, le pape n'était-il pas sous la protection des troupes françaises ? Il semblerait donc au premier abord qu'il fût difficile au pape de reculer.

Pourtant, les premières ouvertures n'ayant eu pour résultat auprès de Pie IX que de vagues

protestations d'amitié, l'empereur écrivit directement au Saint Père une lettre fort édifiante dans laquelle il sollicitait l'honneur d'être sacré par lui.

Le pape se montra très flatté de ce témoignage de considération, mais la diplomatie à la cour de Rome ne perdant jamais ses droits, il fit valoir les inconvénients d'une telle démarche.

D'abord s'il allait sacrer l'empereur à Paris, pourquoi les autres souverains n'exigeraient-ils pas aussi qu'il vînt les sacrer dans leurs capitales ! Et malicieusement il conseillait à Napoléon de venir à Rome. Mais cette proposition ayant été refusée avec énergie, il insinua qu'il pourrait peut-être accéder au désir de l'empereur si on lui accordait des compensations suffisantes, entre autres l'abrogation des articles organiques, par exemple.

Mais certains des conseillers de Napoléon, déjà alarmés des progrès des congrégations, furent effrayés des nouvelles exigences de Rome et lui firent comprendre la nécessité de renoncer à son projet et de résister à l'ultramontanisme au lieu de céder encore.

Napoléon écouta ces sages conseils, et, les négociations ayant été rompues, il commença à séparer sa politique de celle de l'Eglise, sans cesser cependant de témoigner au pape un dévouement et un respect apparents.

L'autre cause, peut-être la plus sérieuse, qui contribua à brouiller les deux puissances, fut que l'empereur, de plus en plus travaillé par ses amis d'Italie et par un instinct qui faisait de l'ancien carbonaro l'ami secret de tous les conspirateurs, avait adhéré à la politique de Cavour qui avait pour but de libérer l'Italie.

On sait, du reste, que le principe des nationalités avait séduit l'empereur, qu'il avait fait sienne cette théorie et qu'il rêvait de la réaliser partout où cela lui serait possible.

L'Italie lui semblait, en cette matière, un champ d'expérience merveilleux, et ce n'est pas sans inquiétude que le Saint-Siège voyait l'empereur se détourner de lui pour se faire l'allié de gens dont le but avoué était de faire l'unité de l'Italie à leur profit et au grand détriment des princes, de l'Autriche et du pape.

A ce moment, du reste, la cour de Rome remarqua un changement d'attitude à son égard de la part de l'empereur et se rapprocha de la cour de Vienne. Elle répondit par une fin de non-recevoir à une note du gouvernement français, le priant de réaliser dans ses Etats les réformes libérales promises. D'autres faits peu importants vinrent aggraver encore les dissentiments qui existaient déjà, et firent prévoir une rupture prochaine.

Après l'attentat d'Orsini, le parti ultramontain

put espérer que Napoléon, par vengeance, se détournerait de Victor-Emmanuel et des patriotes italiens, pour revenir à la politique pontificale. Mais son ressentiment ne dura pas longtemps, et après que les alliés eurent décidé la guerre dans l'entrevue de Plombières, sitôt qu'une maladresse de l'Autriche le permettrait, les hostilités ne tardèrent pas à s'ouvrir.

## II. — La question romaine jusqu'à la chute de l'Empire

L'entrée des troupes françaises en Italie eut pour effet immédiat de soulever la population contre les gouvernements qu'elle ne supportait qu'à regret. Les Etats du pape ne firent pas exception. Aussi le Saint Père s'en montra-t-il fort irrité et la rupture fut désormais définitive entre lui et l'empereur. Mais celui-ci, esprit versatile et indécis, prit peur de l'incendie qu'il venait d'allumer, et, après avoir promis aux Italiens la liberté de leur pays jusqu'à l'Adriatique, il signa subitement, après Solférino, les préliminaires de Villafranca, le 11 juillet 1859.

La Lombardie était cédée à la France qui la

rétrocéda à la Sardaigne ; l'Autriche garderait la Vénétie qui cependant ferait partie de la Confédération italienne, dont le roi de Piémont serait le président effectif et le pape le président honoraire. La cour de Rome était invitée à introduire des réformes indispensables dans ses Etats.

Mais cette convention ne contenta ni les Italiens qu'elle arrêta à mi-chemin, ni le pape qui était moins que jamais décidé à introduire des réformes dans ses Etats, et ne fut en fait respectée par personne, quoiqu'en novembre 1859 elle eût été transformée à Zurich en traité solennel.

Napoléon essaya alors, pour ramener la paix en Italie et statuer définitivement sur son sort, du remède classique d'un congrès international.

Mais cette entreprise échoua, l'Angleterre et l'Autriche étant d'opinions diamétralement opposées, l'une voulant prendre pour base des négociations la liberté des Italiens, et l'autre le traité de Zurich. Quant au pape, pressenti à ce sujet, il déclara par un manifeste solennel qu'il lui était impossible de renoncer à quoi que ce soit de sa puissance temporelle.

L'insuccès de cette tentative eut pour résultat de rendre plus rapide l'évolution de Napoléon en faveur de la liberté italienne : il laissa les légations et les duchés voter leur réunion au Piémont, et par le traité de Turin du 24 mars 1860 il accepta du roi d'Italie la cession de la Savoie et

de Nice. Le pape impuissant ne put qu'excommunier ses spoliateurs.

L'empereur n'avait pourtant pas fait encore le pas décisif. Mais les cris qui s'élevèrent en France contre sa politique à l'égard du Saint-Siège et l'affront qui lui fut fait par le pape, qui déclara n'avoir nul besoin des troupes françaises pour garantir sa sécurité, furent cause qu'il commença d'abord par retirer de Rome le corps français qui l'occupait depuis 1849. Puis, cédant aux sollicitations pressantes de Cavour qui, sous prétexte d'arrêter Garibaldi marchant sur Rome, demandait la permission pour les troupes sardes de traverser les Etats du pape, il répondit : « fate presto ».

Cavour ne se le fit pas dire deux fois : c'est le 28 août qu'avait eu lieu l'entrevue entre l'empereur et les diplomates piémontais : le 18 septembre l'armée pontificale, sous les ordres de Lamoricière, était battue par les Sardes à Castelfidardo et les États de l'Église tombaient en leur pouvoir ; puis l'armée italienne poussait vers le sud, et le 21 octobre les populations de l'Ombrie, des Marches et des Deux-Siciles votaient leur annexion au Piémont.

Peu de jours après, le premier parlement italien était réuni à Turin, Victor-Emmanuel y était proclamé roi d'Italie et Rome capitale du nouveau royaume.

Ces divers évènements et la participation non

équivoque de l'empereur à la politique de Cavour soulevèrent de vives protestations de la part du parti catholique.

Les catholiques libéraux s'unirent aux ultramontains pour flétrir une politique qui avait abouti à la spoliation du Saint-Siège.

Le pape alla jusqu'à déclarer qu'il lui était désormais difficile de savoir s'il était protégé par des amis ou mis en prison par des ennemis, et il poussait un cri qui devait émouvoir si profondément le monde des fidèles : « Petrus est in vinculis ! » Les mandements épiscopaux, dont l'un comparait la conduite de Napoléon à celle de Ponce Pilate, recommencèrent à pleuvoir, chargés d'anathèmes, contre le chef de l'État.

Par le décret du 24 novembre 1860 il essaya, en relâchant les liens qui enchaînaient le Corps législatif, à faire partager sa responsabilité par le pays. Mais ce stratagème lui valut un redoublement d'outrages de la part du clergé.

Finalement, à bout de patience, il résolut de se montrer énergique et de tenir tête à la coalition cléricale. Pour cela, il se hâta de reconnaître le nouveau gouvernement italien et de sévir contre le clergé.

Le ministre Persigny menaça les congrégations de les faire rentrer dans la légalité ; les moines étrangers furent expulsés de France, et l'empe-

reur se montra plein de douceur à l'égard de la presse libérale.

Il songea ensuite à résoudre la question de Rome capitale de l'Italie. Son ambassadeur à Rome proposa au pape, d'accord en cela avec le cardinal italien Ratazzi, un *modus vivendi* qui lui laissait Rome et ce qui lui restait de ses États, à condition qu'il voulût doter ses sujets de réformes libérales : le gouvernement italien devait prendre à sa charge la totalité de la dette romaine.

Mais Pie IX répondit à ses ouvertures par un *non possumus* intransigeant et saisit cette occasion pour condamner à nouveau la révolution italienne, la théorie des nationalités et du suffrage universel, le gallicanisme, la philosophie et les prétentions de la science moderne.

Pendant ce temps, les patriotes italiens perdaient patience et le cabinet de Turin dut arrêter Garibaldi à Aspromonte. Le célèbre agitateur blessé fut ramené en triomphe à la Spezzia.

Le gouvernement italien jugea qu'une pareille sévérité l'autorisait à demander à l'empereur de lui laisser faire ce qu'il avait empêché Garibaldi d'exécuter.

Il ne voulait rien moins que de s'emparer de Rome.

Mais à ce moment Napoléon craignit que le parti clérical qui avait pour lui la majorité des députés ne vînt contre-carrer les opérations de

la pression officielle dans les élections qui allaient avoir lieu, et, poussé d'un autre côté par le parti de l'impératrice, il effectua une volte-face dont il était d'ailleurs coutumier.

Il fit signifier sèchement au cabinet de Turin que pour le moment il ne pouvait donner suite à la proposition de Ratazzi.

Victor-Emmanuel dut s'incliner. A partir de ce moment l'empereur, toujours oscillant entre les deux politiques représentées du reste aux Tuileries par deux partis acharnés, sembla cependant vouloir établir une situation stable dans la péninsule.

A cet effet, il signa avec Victor-Emmanuel la convention du 15 septembre 1864 que tous deux devaient violer peu après.

Par ce pacte le roi s'engageait à respecter les possessions actuelles du Saint-Siège, et l'empereur promettait de retirer ses troupes de Rome sitôt que le pape aurait reconstitué son armée.

Cette convention, faite en dehors du Saint-Siège, alors que lui seul était en cause, eut pour effet d'irriter le pape qui ne chercha dès lors qu'à créer des embarras à la politique de l'Empire, soit en détachant de Maximilien le clergé mexicain, soit en condamnant la société française par la fameuse encyclique *Quanta cura* et par le non moins fameux Syllabus.

On espérait à Rome que l'empereur n'oserait

pas tenir sa promesse de faire évacuer Rome par les troupes françaises. Cependant en décembre 1865 le rapatriement du corps d'occupation était commencé.

A cette nouvelle, l'opposition des ultramontains aidés de Thiers, qui avait toujours été un adversaire acharné de l'unité italienne, ne fit que grandir au Sénat et au Corps législatif. D'un autre côté le parti de l'Impératrice poussait l'empereur à ne pas permettre que le pape fût laissé sans défense, à la merci d'un coup de main de la monarchie de Savoie.

Aussi, Napoléon dut tolérer la formation d'un corps de volontaires fourni par les régiments français, connu sous le nom de légion d'Antibes, qui reçut la mission d'aller à Rome défendre le pape. On lui donna comme chef le général d'Aurelle de Paladines et les cadres d'officiers étaient uniquement composés de Français.

Par suite de ce stratagème, l'évacuation de Rome n'était qu'une comédie bien jouée et la convention de septembre était en fait outrageusement violée.

La suite montra que les craintes du parti ultramontain n'avaient pas été vaines.

A peine revenu du congrès révolutionnaire de la Paix tenu à Genève, où il avait annoncé son intention de marcher prochainement sur Rome,

Garibaldi commençait à masser ses bandes sur les confins de l'Etat pontifical.

Le gouvernement français exigea son arrestation. Le patriote italien, aux acclamations de toute l'armée de Victor-Emmanuel, fut amené prisonnier dans l'île de Caprera d'où il ne tardait pas à s'évader.

Au mois d'octobre il reparaissait en Toscane, d'où il lançait un appel à ses partisans. Ratazzi, sommé de s'expliquer, se tira d'affaire en donnant sa démission.

Cependant les évènements se précipitaient. Le général Cialdini s'efforçait en vain de constituer un nouveau cabinet. Le 25 octobre, Garibaldi franchit la frontière des Etats pontificaux et marcha résolument sur Rome.

Alors Napoléon III n'hésita plus. Les troupes françaises réunies à Toulon reçurent l'ordre de s'embarquer ; le 30 octobre elles entraient dans Rome.

Ce fut le 3 novembre que les bandes de Garibaldi, renforcées de quelques régiments de l'armée italienne, se heurtèrent à Mentana aux troupes pontificales soutenues par le corps expéditionnaire français commandé par de Failly et subirent un sanglant échec.

La nouvelle de ce désastre souleva une grosse émotion en France et en Italie.

Sans doute l'Italie avait violé la convention de septembre ; mais le gouvernement français, par

l'organisation de la légion d'Antibes, n'avait-il pas créé un précédent ?

Napoléon III se trouva bien plus embarrassé après sa victoire de Mentana.

Le 5 décembre, un violent débat s'ouvrit au Corps législatif sur les affaires d'Italie.

Les démocrates lui reprochaient vigoureusement d'avoir mis les armes françaises au service du pape, mais la majorité de la Chambre foncièrement catholique, dirigée par Thiers et Berryer ennemis de l'Empire, somma Napoléon III de ne pas quitter Rome. Le ministre Rouher, pour la rassurer, fit alors la déclaration imprudente qui est restée : « Jamais les Italiens n'entreront à Rome ».

Les troupes françaises restèrent à Rome pour continuer à garder le pape, et la politique de l'empereur aboutit à s'aliéner pour toujours la sympathie de l'Italie qui n'attendit que nos malheurs pour s'emparer de ce qu'elle considérait comme nécessaire à l'unité de la nation.

Il ne fut pas plus récompensé du côté du Saint-Siège qu'il avait pourtant, à plusieurs reprises, sauvé de la spoliation. Le pape ne lui pardonna jamais ses tendances libérales et les concessions qu'il avait faites à l'esprit moderne, et qu'il aurait voulu imposer au gouvernement romain.

La France, de son côté, ne tarda pas à souffrir d'une politique qui avait d'abord contribué à la formation sur ses frontières d'un grand Etat et

qui, par la suite, avait été assez maladroite pour ne pas se l'attacher par les liens de la reconnaissance.

### III. — L'Encyclique « *Quanta cura* », le *Syllabus* et le dogme de l'infaillibilité du pape

Nous avons vu que le cardinal Mastai qui le 1<sup>er</sup> juin 1846 avait succédé à Grégoire XVI et pris le nom de Pie IX avait été bien accueilli par l'opinion libérale et par tous ceux, catholiques ou non, qui ne jugeaient pas nécessaire qu'un pape fit étalage d'idées rétrogrades.

Cette réputation semblait méritée, car, sitôt monté sur le trône de saint Pierre, il ne s'était pas cru obligé, comme la plupart de ses prédécesseurs, de jeter l'anathème sur les conquêtes politiques de la Révolution.

L'opinion, toujours facile à se laisser séduire par des signes extérieurs et toujours portée à croire par un sentiment, sans doute bien naturel, que le successeur vaudra mieux que celui qui n'est plus, le prenait pour un libéral, pour un émancipateur, presque pour un démocrate.

Il avait fait quelques réformes, purement

administratives du reste, et il passait pour un grand réformateur ; il avait décrété une amnistie, c'était donc un cœur généreux ; il désirait voir les Autrichiens, qui le gênaient dans ses Etats, expulsés de l'Italie, c'était alors un rédempteur, un libérateur des peuples opprimés.

Les diplomates les plus avisés et les hommes politiques de l'époque ne résistèrent pas à cet entraînement. Metternich écrivait : « Un pape qui libéralise évoque les monstres qu'il ne sera pas le maître de terrasser... » Montalembert le proclamait à la tribune l'idole de l'Europe, et Guizot annonçait avec émotion que Pie IX accomplirait la réconciliation de l'Église avec l'État moderne.

Enfin Thiers, un des chefs de l'opposition, s'écriait avec éloquence : « Un Saint Pontife a formé ce projet si noble de conjurer la révolution en accordant aux peuples la satisfaction de leurs justes besoins. Courage, Saint Père, courage !... »

Les partis avancés eux-mêmes, et parmi eux les socialistes, confiants en de si belles promesses, croyaient qu'une ère nouvelle de prospérité allait s'ouvrir pour leurs idées, dans le nouveau pontificat.

Mais Pie IX ne tarda pas à trahir de si belles espérances. On connaît son attitude lors de la révolution romaine de 1848 qu'il avait provoquée par son absolutisme insolent, ses appels aux puissances catholiques lorsque, réfugié à Gaète,

il implorait leurs secours contre ses sujets révoltés, enfin le refus catégorique qu'il fit au prince Napoléon d'introduire dans ses Etats des réformes libérales, quand l'armée d'Oudinot l'eut réinstallé sur son trône contre la volonté de ses sujets.

A partir de ce jour, il n'eut jamais de sympathies pour la France qui, à ses yeux, n'était que la créatrice des idées dangereuses qui avaient failli lui coûter le trône.

Il favorisa Napoléon — à contre cœur cependant — tant que celui-ci fit le jeu de l'Eglise, mais il le combattit avec plaisir dès qu'il cessa de le protéger.

Et ce moment ne tarda pas à venir. Dans le courant de l'année 1854, le gouvernement français commença à vouloir résister au courant ultramontain qui l'emmenait malgré lui et dans lequel il s'était si imprudemment engagé.

Mais Pie IX feignit de n'apporter aucune attention à ces nouvelles dispositions. Il rêvait déjà d'anéantir l'esprit de la Révolution et d'imiter la politique des grands papes du moyen âge.

Avant de pouvoir gouverner les rois, il résolut de devenir le maître absolu de l'Eglise.

Il fallait pour cela que le clergé reconnût son infaillibilité.

Mais, pour le familiariser avec ce nouveau dogme et pour le lui faire finalement accepter, le meilleur moyen n'était-il pas d'agir comme s'il

était infaillible? C'est ce qu'il essaya de faire en créant un dogme nouveau, jusqu'alors contesté même par les clercs les plus intransigeants : le dogme de l'immaculée-conception de la Vierge (8 décembre 1854).

Il n'avait consulté en cela aucun concile, ainsi que l'auraient exigé les traditions et les lois de l'Eglise ; il s'était contenté de l'opinion d'un petit groupe d'évêques dociles.

Ce coup d'audace réussit pleinement. En France, quelques gallicans laïques firent entendre de timides protestations et le gouvernement n'accepta la bulle qu'à contre-cœur ; mais les évêques, unis à la Papauté par les liens d'une obéissance passive et d'une haine commune de la Révolution, acceptèrent le nouveau dogme avec enthousiasme et n'attendirent même pas que le Conseil d'Etat eût approuvé la bulle, pour le célébrer avec éclat.

Encouragé par ce succès, le caractère aigri par les progrès de l'unité italienne et la convention du 14 septembre, plein de haine contre les idées libérales qu'il accusait d'être la cause de ses malheurs temporels et de l'abandon de Napoléon III, il résolut de frapper un grand coup.

Le 8 décembre 1864, il lança l'encyclique *Quanta cura*, exposé des doctrines qui lui tenaient tant à cœur, et le Syllabus qui le résumait sous la forme de quatre-vingts propositions dénoncées à la catho-

licité comme impies et hérétiques et frappées d'anathème.

Ce document n'était, en somme, que la condamnation de tout notre droit public depuis 1789.

Pie IX déclarait tout d'abord que l'Eglise est une société parfaite, supérieure à l'Etat et indépendante en droit du pouvoir civil. Il n'admettait ni le mariage civil, ni le suffrage universel. Il réclamait pour l'Eglise le pouvoir de poursuivre et de supprimer la liberté des cultes, de la pensée, de la parole.

Enfin, il terminait en réprouvant cette quatre-vingtième proposition qui, pour ainsi dire, les résumait toutes : « Le Pontife romain peut et doit se réconcilier avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne . »

Le gouvernement italien donna à ce document la plus grande publicité, ce qui était le meilleur moyen de le rendre inoffensif, mais le gouvernement français se donna le ridicule d'interdire la circulation d'un document que tout le monde connaissait déjà et avait pu apprécier.

Quant aux évêques français ils l'approuvèrent sans réserve.

Un seul, Mgr Lecourtier, évêque de Montpellier, protesta nettement contre les théories rétrogrades de Pie IX. Il n'y eut en somme dans l'Eglise que des protestations isolées. Les catholiques libéraux comme Montalembert, voyant

leurs doctrines condamnées, en furent réduits à se taire ou à désobéir à Rome ; les catholiques intransigeants, tout en acceptant le rescrit pontifical, jugèrent qu'il constituait pour le moins une grave imprudence.

Seuls les libéraux et les libres-penseurs n'eurent qu'à se féliciter de la publication d'un document qui, en condamnant le progrès et la science, mettait entre leurs mains pour les polémiques futures des armes redoutables.

A Rome, on s'attacha de plus en plus au Syllabus et le pape résolut de le faire consacrer définitivement par un concile général.

Mais une fois ce concile réuni, ne pouvait-on pas lui faire proclamer le dogme et l'infailibilité qui, jusqu'alors, n'avait été qu'une prétention des papes, toujours combattue par les puissances temporelles et toujours refusée par les conciles ?

Le moment paraissait propice. Les progrès de la Révolution faisaient à l'Eglise une nécessité de concentrer son autorité en un seul homme, afin d'accroître sa force de résistance.

Depuis longtemps, du reste, Pie IX agissait comme si en réalité il était infailible. Au lieu de lui résister, le clergé l'encourageait dans cette voie. C'est que, loin de défendre ses droits il ne demandait qu'à les abdiquer en faveur de la Papauté.

Il ne formait plus un corps avec des revenus et

des privilèges et se trouvait impuissant en face du pouvoir civil.

La force défensive ne pouvait lui venir que du dehors, que de Rome, et elle serait d'autant plus redoutable qu'il serait uni à elle par des liens plus étroits.

En outre, le bas clergé n'avait recours contre l'arbitraire de l'épiscopat qu'auprès du pape, et, contrairement à ce qui se passait avant 89, son intérêt était de rendre ce pape de plus en plus puissant, afin qu'il fût plus apte à le défendre.

Le gouvernement français aurait pu empêcher la réunion du concile, il n'avait pour cela qu'à retirer ses troupes de Rome; mais il craignait de s'aliéner l'Eglise à un moment où il avait le plus besoin de son concours pour contenir une opposition de plus en plus menaçante.

Rien ne s'opposait donc à la réunion d'un concile et tout faisait prévoir que l'immense majorité des prélats approuverait les prétentions pontificales. En effet, le concile s'ouvrit le 8 décembre 1869 dans la cathédrale de Saint-Pierre, et, dès le début, il fut facile de prévoir que, sur 750 pères, il n'y aurait pas plus de 150 opposants.

Le pape eut soin de fixer lui-même l'ordre du jour à l'avance et de faire comprendre aux ambassadeurs des puissances étrangères que leur présence n'était pas nécessaire parmi l'Assemblée.

Le *schema de Ecclesiâ*, malgré l'opposition du

comte Daru, notre ministre des Affaires étrangères, fut adopté par le concile. Il confirmait, en les aggravant, les doctrines de l'encyclique *Quanta cura* et du Syllabus, et constituait la reconnaissance par l'Église entière de la supériorité du pouvoir de la Papauté sur les pouvoirs civils.

Puis, on arriva à la discussion de la partie du *de Ecclesiâ* relative à l'autorité du pape sur l'Église et du chapitre reconnaissant l'infailibilité du pape que Pie IX avait ajouté.

Cette proposition souleva des tempêtes. Quelques prélats français, comme Dupanloup, Darboy, Maret, essayèrent de sauver les anciennes prérogatives de l'épiscopat.

Mais ce fut en vain : la majorité du concile les réduisit au silence ; ils furent même injuriés et on leur retira la parole.

Finalement, les jugements du pape rendus *ex cathedrâ* et touchant la « foi et les mœurs » furent décrétés infailibles comme ceux de l'Église elle-même, le 13 juillet 1870, par 451 voix sur 601 votants. On ajouta peu après que ses décisions étaient infailibles d'elles-mêmes « *ex sese et non consensu Ecclesiæ* ».

Après ce triomphe éclatant, le pape était plus que le vicaire du Christ, il était l'égal de Dieu. Dans l'Église il n'y avait plus d'autre autorité que la sienne, tout le monde devait lui obéir aveuglé-

ment à la manière des jésuites, collaborateurs actifs de Pie IX : *perinde ac cadaver*.

Il n'est pas de notre compétence de discuter la valeur théologique du Syllabus et la doctrine de l'infaillibilité du pape au point de vue catholique, mais nous pouvons nous demander si ces deux manifestations de l'intransigeance et de la toute-puissance papales n'allaient pas entraver l'exercice des pouvoirs de l'État et rendre plus difficiles les rapports de l'Église avec le pouvoir civil.

Le Syllabus, au moment où il fut décrété par la cour de Rome, pouvait être considéré comme un instrument de défense destiné à arrêter les progrès de ce qu'on a appelé les idées modernes, qui n'avaient pas encore conquis droit de cité dans tous les pays. Mais peu à peu elles s'imposaient à tous les gouvernements et entrèrent dans le droit public de toutes les nations modernes.

Il est bien certain qu'elles représentaient le progrès et qu'elles créaient un nouvel état de choses préférable à celui qu'elles avaient détruit, puisque les nations qui les ont adoptées s'efforcent de leur donner une place de plus en plus large dans leur législation, et que celles qui les ont prosrites sont sous la menace de la Révolution.

On se trouve donc en présence d'une situation bizarre et fausse : le Syllabus, instrument peut-être provisoire de résistance aux idées modernes, est devenu définitif puisqu'il fait partie du dogme

catholique ; les idées de liberté, considérées alors comme un simple accident passager des sociétés autocratiques, sont devenues la charte intangible de ces sociétés.

L'Église catholique étant immuable dans ses lois et les nations modernes ne pouvant et ne voulant abandonner leurs constitutions libérales, il semble, au premier abord, qu'un antagonisme si absolu doive rendre impossibles les relations entre les deux puissances.

Mais la force irrésistible qui assure le triomphe dans le monde des idées nouvelles, la puissance qui oblige les gouvernements à mettre les lois en harmonie avec les besoins des peuples,— la nécessité, — exige des deux pouvoirs des concessions mutuelles, afin qu'ils puissent s'exercer chacun d'une manière normale et profitable à la tranquillité des peuples.

Le Syllabus eut son importance, quoique déjà relative, en 1860, mais aujourd'hui c'est une arme sans danger.

Semblable à ces vieux canons rouillés et hors d'usage qu'un insensé voudrait tourner contre une armée victorieuse, le Syllabus, parchemin d'un autre âge, ne saurait s'opposer à la marche triomphante des idées modernes.



## CHAPITRE VI

### LA QUESTION ROMAINE JUSQU'A LA MORT DE PIE IX

#### I. — La question romaine sous le Gouvernement de la Défense nationale et sous celui de M. Thiers

Vers la fin de juillet 1870, le gouvernement français retira ses troupes de Rome et M. de Gramont, ministre des Affaires étrangères, écrivit à M. de Bonneville, notre ambassadeur à Rome, pour l'avertir que le maintien à Rome d'un corps français, ayant constitué une violation de la convention de septembre, il importait de ménager l'Italie qui avait encore l'intention de l'observer.

M. Visconti Venosta, ministre des Affaires étrangères d'Italie, déclara qu'il prenait acte de ce

retour de la France à la convention de septembre, violée par elle depuis l'affaire de Mentana.

Il ne crut pas devoir se rallier à l'opinion de Mancini qui déclarait que, la convention ayant été violée par une des parties, elle était désormais entachée de nullité. Il prétendait au contraire que l'inexécution des clauses d'un contrat par une des parties ne suffit pas pour l'annuler, l'autre partie ayant le droit ou d'exiger l'exécution du traité, ou de demander sa résolution.

Il établit que l'intervention de la France en 1864 n'avait été qu'accidentelle et provisoire, que son gouvernement l'avait explicitement déclaré, et que de son côté le général Manabrea avait fait une déclaration identique à la Chambre des députés italienne, au lendemain de Mentana. Ni la France ni l'Italie n'ayant résilié la convention, elle gardait donc toute sa valeur.

Mais ce prétendu respect de la célèbre convention par le ministre italien n'avait qu'une valeur purement théorique.

Les termes mêmes du traité autorisaient en effet l'Italie à intervenir dans les Etats pontificaux, en alléguant sa défense personnelle, sous prétexte d'un désordre ou d'une agitation révolutionnaire quelconque dans les Etats romains.

Il était facile de prévoir, en effet, qu'après le départ des troupes françaises, des désordres

éclateraient à Rome au bon moment, afin de légitimer l'occupation italienne.

Le chevalier Nigra déclara bientôt au gouvernement impérial que Rome était devenue un foyer d'anarchistes cosmopolites dangereux pour la dynastie de Savoie, et le ministre Visconti Venosta tâchait de persuader les diplomates, par un long mémoire, que la cour de Rome ne demandait pas mieux que d'être réduite à sa puissance spirituelle.

Ces dispositions ne présageaient rien de bon pour le pouvoir temporel des papes. Le 6 septembre 1870 le chevalier Nigra proposait à Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, la dénonciation de la Convention du 15 septembre 1864.

Dans une réponse très digne, Jules Favre déclara que, pour lui, la Convention était morte, mais que, dans l'intérêt de la dignité de la France vaincue et pour ne pas affliger un vieillard malheureux, il ne la désavouerait pas. Il ajoutait en terminant : « Il est bien entendu que la France ne vous donne aucun consentement et que vous accomplissez cette entreprise sous votre propre et unique responsabilité. »

Le 7 septembre 1870, M. Visconti Venosta fit ressortir dans une circulaire que l'Italie, pour se prémunir contre des actes attentatoires à sa sécurité, était dans l'obligation d'occuper Rome, mais que les puissances pouvaient compter que l'indé-

pendance spirituelle du Souverain Pontife serait respectée.

La France et les autres puissances se contentèrent de prendre acte de cette promesse.

L'occupation eut lieu sans incidents. Notre ambassadeur auprès du gouvernement italien, M. Sénard, eut alors l'insigne maladresse d'écrire au roi d'Italie pour le féliciter de sa conquête et vanter la dénonciation de la convention de septembre à laquelle le gouvernement français avait toujours résisté. M. Visconti Venosta s'empressa de prendre acte de cette déclaration comme émanant du gouvernement français.

Mais le gouvernement de la Défense nationale et la délégation de Tours eurent une attitude plus déférente à l'égard du Saint-Siège. Ils assurèrent le pape que, ne pouvant plus le considérer comme un souverain temporel, le gouvernement de la France continuerait comme par le passé à traiter avec lui comme chef de la catholicité et à garantir son indépendance spirituelle.

Le 17 février 1871, l'Assemblée nationale, réunie à Bordeaux, nommait M. Thiers chef du pouvoir exécutif.

Quoique Jules Favre gardât le ministère des Affaires étrangères et que la politique du gouvernement restât la même à l'égard du Saint-Siège, l'émotion fut considérable en Italie où l'on n'avait

pas oublié que Thiers avait été un des adversaires les plus acharnés de l'unité italienne.

Ces craintes semblèrent justifiées quand l'ambassade au Vatican fut rétablie et le comte d'Harcourt nommé ambassadeur. Elles augmentèrent même lorsque Thiers et l'ambassadeur, l'un par une lettre, l'autre par une allocution imprudente, eurent fait part au pape de leur admiration et de leur sympathie en ces moments douloureux.

Pie IX comprenait du reste fort bien, et Jules Favre le rappelait dans sa dépêche du 4 mai, que la France ne pouvait se mêler des revendications temporelles de la Papauté. M. Thiers n'en essaya pas moins d'intercéder auprès du gouvernement italien pour que la capitale de l'Italie restât à Florence, et cette demande, jointe au rétablissement de l'ambassade et aux sympathies que l'on témoignait au Saint Père, justifiait le reproche de duplicité si mérité par la politique de l'Empire.

Cette attitude du gouvernement français fut aggravée par deux faits qui eurent pour résultat de nous aliéner l'Italie et de la rapprocher de l'Allemagne.

D'abord, on eut le tort de maintenir à Civita-Vecchia la canonnière *Orénoque* sous prétexte de recueillir le Saint Père au cas où il voudrait quitter Rome. Le gouvernement italien était en droit de considérer cette mesure comme une

menace ou comme une marque de suspicion ; il occupait Rome et était responsable de la sécurité du pape ; par la *loi des garanties* du 13 mai 1871, il avait solennellement affirmé que l'indépendance spirituelle du Souverain Pontife serait assurée. On n'avait pas le droit de douter de sa parole.

En outre, le clergé français, qui depuis longtemps était inféodé à la politique ultramontaine et faisait passer au second rang les intérêts de la France, manifestait bruyamment en faveur du pape et du rétablissement par la France de son pouvoir temporel. Ces divers éléments furent la source de difficultés qui agirent défavorablement sur la politique extérieure de la France.

## II. -- La question romaine jusqu'à l'avènement de Léon XIII

Pourtant, on avait encore au delà des Alpes confiance en M. Thiers qui avait déclaré être résolument hostile à toute démarche de nature à encourager les espérances des défenseurs du pouvoir temporel (17 mars 1870).

Mais les agissements du parti ultramontain qui

espérait voir bientôt « une armée de croisés franchir les pics des Alpes pour aller délivrer le pape et châtier l'Italie » (1), l'approbation tacite par l'Assemblée de ces manifestations intempestives, et enfin les négociations entamées à ce moment avec le concours non dissimulé du pape et du duc de Broglie, chef du ministère, en vue de l'accession au trône du Bourbon Henri V, fanatique du drapeau blanc, eurent pour corollaire un refroidissement des relations franco-italiennes.

Bismarck n'eut pas de peine à convaincre le roi d'Italie que, la fusion une fois opérée entre les deux prétendants français, c'était la question du pouvoir temporel remise à nouveau sur le tapis ; et ainsi furent jetées, lors du voyage de Victor-Emmanuel à Berlin, le 22 septembre 1873, les bases de la triple entente qui devait sous peu devenir la Triple.

Les conséquences de cette entente ne se firent pas attendre et, le 16 octobre, M. d'Arnim, ambassadeur d'Allemagne, menaçait M. de Broglie d'une intervention si le nouveau régime de la France devait mettre en cause les situations acquises en Europe.

A ce moment Bismarck était engagé à fond dans une lutte sans issue contre les évêques alle-

---

(1) Journal *l'Union*, juin 1873.

mands, et les journaux ultramontains, tant en France qu'en Belgique, encouragés par le clergé de ces deux pays, multipliaient contre lui et la monarchie des Hohenzollern les attaques les plus violentes.

Sur les plaintes du gouvernement allemand, M. de Fourtôu dut inviter les évêques à plus de modération (28 décembre 1873), mais ils n'en tinrent aucun compte, et, le 17 janvier 1874, recourant à un de ses procédés favoris, Bismarck fit déclarer par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* que, « du moment que la France s'identifiait avec Rome, elle devenait notre ennemie jurée ».

La situation devenait grave et le gouvernement français se vit obligé de sévir : l'*Univers* fut suspendu pour deux mois, et M. Decazes, répondant à une interpellation de M. du Temple, déclara que, s'il était plein de respect pour le Saint Père, il entendait aussi maintenir les bonnes relations avec l'Italie « telles que les circonstances l'ont faite ».

Cependant, un calme relatif ne tarda pas à se produire après que la France eut rappelé de Civita-Vecchia la canonnière *Orénoque*, et que la situation des diocèses alsaciens atteints par l'annexion eut été réglée à la satisfaction de tous par le protocole de Paris du 7 octobre 1874.

Bismarck était alors mécontent du cabinet italien à cause de son attitude conciliante à l'égard du pape, qui aurait dû être, selon lui, rappelé à l'or-

dre par le gouvernement de Victor-Emmanuel, comme un simple sujet italien.

D'autre part, la Chambre qui sortit des élections du 5 mars 1876 était républicaine, et le nouveau ministère Dufaure offrait des garanties sérieuses contre les entraînements du parti ultramontain. Notre légation au Quirinal fut élevée au rang d'ambassade et l'Italie usa de réciprocité.

Le ministère eut à réprimer les écarts de langage du clergé, surtout dans les distributions de prix des écoles congréganistes que des officiers en uniforme ne craignaient pas de présider. Il refusa de publier la bulle pontificale qui, en conférant à Mgr Caverot le siège de Lyon, se réservait le droit de modifier la circonscription du diocèse. Il jugea que cette prétention était incompatible avec l'article 2 du Concordat.

Ces mesures valurent au gouvernement des attaques violentes de la part des évêques et de la presse ultramontaine, qui prouva une fois de plus que la République était incompatible avec la religion catholique.

Pourtant le cabinet Dufaure était loin de mériter ces colères : il fit repousser, aidé il est vrai par Gambetta, l'amendement Tirard qui visait le retrait de notre ambassade au Vatican par 363 voix contre 85. Les incidents soulevés à la Chambre par M. Floquet, au sujet du refus des honneurs militaires aux obsèques civiles, et qui se terminè-

rent par le vote d'un ordre du jour sommant le gouvernement de se mettre d'accord avec l'esprit de la majorité républicaine, prouvèrent que les membres du ministère, quoique hostiles à toute intolérance, étaient profondément religieux.

Le 13 décembre 1876, le cabinet Dufaure céda la place au cabinet présidé par Jules Simon, le duc Decazes restant aux Affaires étrangères.

L'agitation cléricale, qui ne faisait que grandir, trouva une occasion de se manifester bruyamment, lorsque le ministre Mancini eut fait voter par la Chambre italienne une loi qui, interprétant étroitement la *loi des garanties*, restreignait la publication des actes du Souverain Pontife contenant des attaques contre le roi d'Italie.

Pie IX protesta par voie diplomatique, auprès de tous les gouvernements, contre cette restriction de sa souveraineté spirituelle.

Cette protestation étant restée sans résultat, les catholiques français organisèrent un pétitionnement en vue d'une action de la France en faveur du pape, et les signatures furent remises au président de la République qui, en les acceptant, méconnut le rôle d'abstention que la Constitution lui imposait.

Le gouvernement ne pouvait supporter plus longtemps une tentative d'immixtion si évidente dans les affaires intérieures d'Italie, et le 23 avril

une circulaire de M. J. Simon interdisait le colportage de la pétition.

Le président du Conseil, répondant à la Chambre à une interpellation de M. Leblond sur les menées ultramontaines, qualifia « d'allégations mensongères » les bruits que l'on faisait courir sur la captivité du pape, et la Chambre appuya ses déclarations anticléricales en votant par 346 voix contre 144 un ordre du jour invitant le gouvernement à empêcher l'agitation antipatriotique des ultramontains.

Ce vote avait eu lieu le 4 mai ; le 16, le maréchal de Mac-Mahon adressait brutalement à J. Simon une lettre de congé, prétextant des dissentiments graves entre lui et le ministère au sujet de la loi sur la presse et de la loi municipale.

Mais ces prétextes maladroits ne trompèrent personne ; tout le monde vit dans ce coup d'Etat un mot d'ordre parti de Rome. Le nouveau ministère Broglie-Fourtou eut beau, par l'organe de Decazes, l'immuable ministre des Affaires étrangères, déclarer que la politique extérieure restait la même, l'Italie ne voulut voir dans le nouveau cabinet cléricale qu'un danger pour ses récentes conquêtes.

De son côté, le parti républicain était unanime à condamner le coup d'Etat du 16 mai et à insister sur son caractère nettement cléricale.

Gambetta disait bien haut : « c'est un coup des

prêtres, c'est le ministère des curés », et J. Simon, démasquant enfin la politique du Maréchal, déclara que le seul grief que le président de la République avait par devers lui, c'était son acceptation de l'ordre du jour du 4 mai.

Le gouvernement essaya bien par quelques mesures insignifiantes de donner le change à l'opinion et de faire croire qu'il ne favoriserait en rien les menées cléricales, il n'en était pas moins le prisonnier du parti ultramontain.

Les républicains le comprirent si bien, que les élections du 14 octobre 1877 furent pour eux un éclatant succès.

Le Maréchal, après avoir vainement essayé d'imposer un cabinet de droite, dut appeler au pouvoir le ministère Dufaure où M. Waddington prit le portefeuille des Affaires étrangères.

Le 9 janvier 1878, survint le décès de Victor-Emmanuel, et, le 7 février, celui de Pie IX. La disparition de ces deux adversaires arrangeait bien des choses.

Avec Léon XIII, nous assistons à deux événements importants : la fin de la question romaine, car le nouveau pape n'éleva contre l'Italie que des protestations morales, et la formation d'un nouvel esprit parmi la majorité des catholiques, que l'on a appelé « l'esprit nouveau », et qui sera le créateur de la politique du ralliement.

### III. — Examen critique et conséquences de la question romaine

La question romaine, née du jour où le pape, réfugié à Gaëte, fit appel aux gouvernements catholiques pour l'aider à reconquérir son trône, se développa et s'éteignit avec le pontificat de Pie IX. On peut la diviser en trois phases assez distinctes.

Dans la première, qui va de 1849 à la convention du 15 septembre 1864, le pape perd une partie de ses Etats.

Dans la deuxième, qui va du 15 septembre 1864 au 20 septembre 1870, il s'efforce de conserver la ville de Rome et ce qui lui reste de ses Etats.

Enfin la troisième, de 1870 au 20 février 1878, date de l'avènement de Léon XIII, est marquée par les efforts constants du parti clérical, surtout en France, pour reconquérir la puissance temporelle du pape, et, quand ces efforts sont devenus inutiles, pour sauvegarder son indépendance spirituelle.

Il est évident que la France, qui joua pendant ces trois périodes le rôle stérile et sans gloire de soldat du pape, était gouvernée par des hommes qui

estimaient que le maintien du pouvoir temporel de la Papauté était une question vitale pour leur pays, sans quoi l'esprit se refuserait à comprendre qu'ils aient compromis, pour une question de second ordre, les forces et l'avenir de la nation.

Ils le croyaient sans doute, et cette mentalité s'explique aisément si l'on considère qu'à ce moment l'esprit ultramontain dominait non seulement dans l'opinion du pays, mais dans tous les rouages du gouvernement. Cet esprit, que nous avons défini à plusieurs reprises et qui était la négation des doctrines gallicanes, était né à la suite de la destruction de l'ordre du clergé en tant que puissance politique.

Tant que ce clergé formait une organisation autonome, comme avant 1789, il n'aspirait qu'à conserver cette indépendance que les rois lui avaient conquise : il se faisait alors l'allié du pouvoir civil dans ses revendications contre la Papauté.

Mais lorsque le Concordat de 1801 l'eut assimilé à un corps administratif et que ses membres ne furent plus que des fonctionnaires à la merci de l'autorité civile, l'ancien allié était devenu le maître et par suite l'ennemi contre les empiètements duquel il faut se défendre par tous les moyens.

Il est hors de doute qu'un des meilleurs moyens de se défendre contre le pouvoir civil était de se serrer autour de la seule puissance capable de

résister aux gouvernements, c'est-à-dire autour de la Papauté.

Les papes d'alors comprirent tout le parti qu'ils pouvaient tirer de pareils événements et l'un d'eux, dans l'intérêt de la puissance papale, alla même jusqu'à se faire proclamer infailible, malgré les traditions et la discipline de l'Église.

Autrefois, l'indépendance et la puissance du clergé étaient le corollaire de celles des rois et par suite de la France ; désormais il dut servir aveuglément la Papauté, car en elle seule il pouvait trouver la sauvegarde de sa liberté et de sa puissance.

Ces considérations nous expliquent pourquoi les gouvernements de 48 et de l'Empire, entièrement soumis au parti ultramontain, firent passer la restauration du pouvoir temporel du pape avant les intérêts de la France.

Il est évident, en effet, pour celui, même catholique sincère, qui juge dans toute l'indépendance de sa raison, que cette politique fut des plus funestes à notre pays.

Sans compter le ridicule qu'elle valut à la France, nation libérale qui avait versé son sang pour imposer dans le monde ses idées émancipatrices, et qui était en somme régie par une constitution inspirée des principes de 89, de protéger un pape auteur du Syllabus et se refusant à rien changer à la constitution de ses Etats, vieille de

dix siècles, elle fit des sacrifices en hommes et en argent qui lui valurent en retour, il est vrai, l'ingratitute du pape.

En second lieu, l'unité italienne que nous avions faite se tourna contre nous quand le peuple italien se fut aperçu qu'avant de tenir à lui nous tenions avant tout au pape-roi. Et les conséquences de cette maladresse nous furent fatales.

On peut croire qu'aider à la formation de l'unité italienne — et telle était l'opinion de Thiers — était déjà une faute, mais c'en était certainement une plus grande de s'aliéner pour toujours l'amitié d'un peuple qui nous devait tout.

Devant la persistance d'une pareille politique, l'opinion des nations libérales nous fut aussi nettement hostile, et ce manque de sympathie fut sans doute pénible au cœur des vrais patriotes, quand la France vaincue, implorant le secours de ceux qu'elle avait aidés jadis, vit le vide se faire autour d'elle.

Elle n'avait eu qu'un tort, c'était d'avoir trop aimé le pape.

Décidément, pour parler un langage peut-être trop commercial, la question romaine fut pour la France « une mauvaise affaire ».

---

## CHAPITRE VII

### LA POLITIQUE DE LÉON XIII

#### I. — La politique de Léon XIII dans ses rapports avec la France, de 1879 à 1888

Avec Léon XIII la question romaine cesse d'exister pour la France en tant que question de politique intérieure. Le nouveau pape ne va rien faire qui puisse modifier un état de choses désormais acquis. Sans rien abandonner des revendications de son prédécesseur, il leur donne la forme de protestations purement platoniques et morales. L'effort du nouveau pontificat ne va pas se porter sur une politique stérile de récupération du pouvoir temporel, qui aurait pour seul résultat de lui aliéner la sympathie des nations

et de rendre les relations diplomatiques difficiles avec les gouvernements. Laissant de côté cette question irritante et sans issue, Léon XIII décida que l'Eglise, privée du pouvoir temporel des papes, pouvait aspirer à la conquête de l'empire moral de l'univers.

Sa première pensée fut de persuader le gouvernement de la République qu'il n'avait aucune antipathie pour la France républicaine et que cette forme de gouvernement n'était pas en contradiction avec les principes de l'Eglise qui s'accommodait de tous les régimes.

Il comprit que le clergé et le parti catholique, étant en France malencontreusement liés à la cause royaliste, il était urgent de les détacher d'un parti monarchique dont le pays ne voulait plus.

Il commença d'abord à ne pas ménager son appui aux prélats, qui par leurs discours ou par leurs brochures développaient cette idée que l'Eglise et que son clergé ne doivent être inféodés à aucune politique.

A cette occasion il envoya, en octobre 1880, ses félicitations à l'évêque de Gap et à l'évêque d'Amiens pour avoir traduit fidèlement les instructions pontificales. M. de Mun ayant organisé une réunion royaliste à Vannes, l'évêque, sur l'invitation du nonce, interdit à son clergé d'y assister.

Le 8 février 1884, une lettre de Léon XIII à l'épiscopat engageait les évêques à rester sur le

terrain du Concordat et à respecter les institutions républicaines.

Pourtant le développement même de ces institutions, qui au fond étaient incompatibles avec les doctrines du Saint-Siège auxquelles Léon XIII n'avait rien changé, — l'Eglise étant immuable, — devait amener des protestations de la part du pape, et des froissements qui, grâce à l'esprit conciliant dont il fit preuve, n'eurent pas de suite.

C'est ainsi qu'il protesta contre le caractère neutre de l'enseignement primaire et surtout contre les décrets du 29 mars 1880 relatifs aux congrégations religieuses non autorisées. Le gouvernement français alléguait qu'il considérait la dissolution desdites congrégations comme un acte de politique intérieure, le Concordat étant muet à leur sujet ; et il ajoutait pour faire la preuve que ces dispositions n'étaient pas dirigées contre le catholicisme, mais contre l'action politique des congrégations factieuses, que ces mêmes ordres pourraient se développer en paix dans les colonies, où leur action ne pouvait nuire à la politique intérieure de la France.

C'est alors que M. de Freycinet, dans l'intérêt de la paix intérieure du pays, entama avec le Vatican une négociation secrète, à l'insu de ses collègues, afin d'obtenir des congrégations qui allaient être frappées une déclaration adressée au ministre des cultes, par laquelle elles répudie-

raient toute solidarité avec les partis politiques et protesteraient de leur attachement à la République.

Les jésuites devaient se dissoudre le 31 août, mais le délai de dissolution des autres congrégations n'était pas encore fixé. Leur adresse aurait pour résultat de faire patienter l'opinion publique jusqu'au moment où une loi sur les associations, alors en préparation, serait enfin votée et les soumettrait au nouveau droit commun.

L'adresse eut lieu. Mais certains membres du gouvernement, flairant le stratagème et mécontents de la politique de tergiversation du président du Conseil, menacèrent de se retirer.

L'accord s'étant refait entre eux, une circulaire de M. Constans aux supérieurs des congrégations non autorisées déclara que, la déclaration d'attachement à la République ne suffisant pas, le décret de dissolution serait appliqué aux congrégations qui n'auraient pas fait une demande légale d'autorisation ; devant l'échec de sa négociation, M. de Freycinet ne pouvait que se retirer. C'est ce qu'il fit le 18 septembre.

Son successeur, M. Ferry, ayant obtenu dans les deux Chambres des votes en faveur de l'exécution des décrets, une entente avec le Saint-Siège au sujet des congrégations non autorisées n'était plus possible. Aussi, en novembre 1880, le nonce remit au gouvernement français la protes-

tation officielle du Saint-Siège contre le décret du 29 mars.

L'ingérence du clergé dans les élections de 1885 et les fréquentations du nonce Mgr Rotelli chez M. de Mackau, un des chefs du parti royaliste, montrèrent la sincérité de la fameuse déclaration et la bonne volonté de la politique pontificale; si bien que M. de Freycinet, revenu de ses illusions, déclara à la tribune, le 16 janvier 1886, que le grave problème de la séparation des Eglises et de l'Etat ne tarderait pas à se poser irrésistiblement.

## II. — Examen critique de la politique de Léon XIII

Léon XIII, avons-nous dit, s'était contenté d'une protestation purement morale contre les actes de la maison de Savoie. Mais ce serait une grave erreur de croire que cette protestation platonique fût un demi-aveu de renoncement.

Il n'y a pas une seule de ses encycliques ou de ses allocutions qui ne contienne de formelles revendications de sa puissance temporelle, et il ne voulut jamais transiger sur cette question avec le gouvernement italien. Bien plus, il ne toléra jamais

qu'un membre d'un gouvernement catholique fut reçu au Vatican, s'il avait auparavant rendu visite au roi d'Italie et reconnu ainsi le fait accompli.

Quant aux doctrines rétrogrades de son prédécesseur, il n'y a rien retranché.

Le Syllabus, que certains évêques considéraient comme provisoire, a été accepté par lui comme une condamnation des idées modernes sur laquelle l'Eglise ne doit pas revenir. C'est du moins l'opinion qu'il exprima dans la fameuse encyclique *Immortale Dei* du 1<sup>er</sup> novembre 1885 sur la constitution civile des Etats.

En recevant, le 6 avril 1880, M. Desprez, ambassadeur de France au Vatican, il dit expressément au sujet du projet de dissolution de certaines congrégations: « L'Eglise ne change jamais. »

On voit par ce qui précède que l'on aurait tort de considérer Léon XIII comme un pape libéral.

Il eut l'intelligence et l'habileté de concilier l'absolutisme doctrinal de l'Eglise avec les besoins de la diplomatie moderne. Les autres avaient employé la manière forte, lui se servit de la manière douce.

La tâche qui lui donna le plus de peine, mais qui, par la suite, dut lui procurer bien des satisfactions, fut la formation, au sein de chaque Etat et de chaque Parlement, d'un parti catholique entièrement soumis à ses ordres et dont il se servait pour aider les gouvernements qui le servaient

et pour renverser ceux qui cherchaient à le combattre.

Il sut organiser la foule des catholiques répandus sur la surface du monde et les mener, sans sortir des voies légales, à la conquête des pouvoirs publics.

Ce fut la grande pensée de son pontificat.

On lui a prêté une parole qui résume bien toute sa politique : « Accepter la constitution pour améliorer la législation. »

Le 20 juin 1888, l'encyclique *De libertate humana* condamnait le libéralisme, les libertés de la parole, de la presse, du culte et de l'enseignement. Et si, en fait, l'Eglise transigeait avec ces libertés, ce n'était que pour éviter de plus grands malheurs.

Ainsi donc les gouvernements étaient avertis que les concessions politiques de l'Eglise n'enlevaient rien à son intransigeance dogmatique et l'on continua à juger le Saint-Siège d'après la complaisance de sa diplomatie, sans comprendre l'incompatibilité finale de ses dogmes avec la société moderne.

Cette illusion des hommes politiques de l'époque les poussa à persévérer dans une politique mesquine de marchandages vis-à-vis du Saint-Siège et qui ne pouvait qu'être profitable à ce dernier, alors qu'une explication décisive, que l'on retardait de plus en plus, aurait été la seule me-

sure utile à la société civile et la seule digne d'un gouvernement républicain.

### III. — La politique du ralliement et de l'« esprit nouveau »

Le clergé continuait la lutte contre les institutions républicaines; son immixtion dans les débats politiques ne fut jamais si évidente qu'aux élections de 1889; la question fut portée à la tribune de la Chambre et détermina l'intervention de M. Ribot, qui déclara être décidé à s'opposer à cette ingérence cléricale; quant à Léon XIII, il continuait sa politique conciliante à l'égard de la France.

Le 13 avril 1888, M. Goblet, répondant à M. Ferroul qui demandait le retrait de l'ambassade du Vatican, soutint que le maintien de nos relations diplomatiques avec le Vatican était nécessaire pour le bon fonctionnement du Concordat et pour le maintien de la discipline du clergé.

Le Saint-Siège ne voulut pas être en reste de gracieuseté avec le gouvernement français.

L'Allemagne et l'Italie cherchaient depuis longtemps à nous supplanter dans la protection de

leurs nationaux en Chine; elles parvinrent à obtenir du gouvernement chinois que les missionnaires allemands ou italiens n'auraient plus à soumettre à la légation française les passeports délivrés par les autorités de leurs pays. Mais la France ne pouvait consentir à une diminution de son prestige; ne voulant pas abandonner son protectorat, elle continuait à vouloir protéger tout le monde, et l'on n'était pas près de s'entendre.

Le Vatican, pour mettre fin à l'incident, essaya d'abord, par des négociations obscures avec la Chine, d'établir dans cet empire la hiérarchie ecclésiastique, ce qui eût placé les diocèses sous l'unique autorité du légat de Pékin, et par conséquent du pape.

Ces négociations échouèrent et alors le Vatican fit savoir au gouvernement français qu'il ne se prêterait jamais à aucune manœuvre dirigée contre le protectorat français en Orient.

A cette époque, du reste, le pape mûrissait un vaste projet qui, pour réussir, avait besoin de l'appui du gouvernement français.

Fidèle à sa politique, que nous avons déjà vue se dessiner, il ne rêvait rien moins que de détacher d'une manière définitive le clergé français des partis vaincus pour le rallier à la République.

Le 12 novembre 1890, le cardinal Lavigerie, recevant chez lui les officiers de l'escadre de la Méditerranée et de hauts fonctionnaires, fit jouer

la *Marseillaise* par la musique des Pères blancs et porta un toast au président de la République. Il y déclarait que la République devait être acceptée par tous sans arrière-pensée, et, le 14 novembre, le *Moniteur de Rome*, organe officieux du Vatican, écrivait : « Nous saluons avec joie cette voix qui nous vient d'Afrique ; là est le salut. »

La lettre épiscopale que le cardinal adressa à son clergé était encore plus explicite. Constatant que les partis monarchiques s'étaient suicidés, il déclarait que ce serait pour l'Eglise de France « une honte éternelle » que de vouloir combattre la constitution républicaine.

Les évêques, à part Mgr Isoard, évêque d'Annecy, qui adhéra à la politique du cardinal, restèrent hésitants, mais les chefs du parti catholique intransigeant ne furent pas tendres pour le primat d'Afrique. « Comme Carthage était bien le siège destiné à un tel prélat ! » écrivait M. de Casagnac dans l'*Autorité* du 25 novembre 1890 ; « il y avait là jadis une foi qui est demeurée célèbre ; on l'appelait la foi punique. »

Mais la lettre que le cardinal Rampolla, sous-secrétaire d'Etat, adressa à l'évêque de St-Flour, dans laquelle il approuvait la conduite du cardinal Lavigerie, et surtout la publication de l'encyclique « *De principis civium christianorum officii* », blâmant les journalistes catholiques de s'occuper des questions qui regardaient le pape

seul et invitant les fidèles à suivre les conseils de leurs évêques, firent dissiper tous les doutes sur les vraies intentions du Saint-Siège.

Au Sénat, le ministre des Cultes, M. Fallières, fut mis en demeure par le parti catholique de sévir contre le cardinal Lavigerie, coupable d'avoir violé la neutralité politique.

Mais le ministre répondit avec une grande habileté que, comme républicain, il ne pouvait blâmer le cardinal, et que, comme ministre des Cultes, il ne pouvait sévir, puisqu'il était d'accord avec le pape.

Dans le pays, de vives polémiques s'engagèrent entre les ralliés, dont M. Piou était le chef, et les royalistes intransigeants qui avaient à leur tête M. d'Haussonville. Quant au clergé, avec plus ou moins de bonne grâce, il obéit aux instructions du Saint-Siège.

Un incident qui aurait pu avoir de graves conséquences vint, pour un instant, ralentir le ralliement de l'épiscopat à la République.

Plusieurs séminaristes de Séez qui s'étaient rendus en pèlerinage à Rome écrivirent, en visitant le tombeau de Victor-Emmanuel : « Vive le pape ! » sur le registre offert aux visiteurs.

Cet évènement, pourtant si minime, fut démesurément grossi par la presse italienne qui voulait y voir la persistance en France des idées de revendication du pouvoir temporel.

Mais le gouvernement italien montra une grande modération et les difficultés diplomatiques furent vite aplanies.

Il n'en fut pas de même de la protestation des évêques français contre la circulaire de M. Fallières qui invitait les évêques à s'abstenir de ces pèlerinages afin d'éviter le retour de pareils incidents.

L'un d'eux, M. Gouthé-Soulard, dépassa toute mesure et se montra si violent dans sa lettre au ministre (6 octobre 1891), qu'il fut traduit devant la Cour de Paris et condamné à 3.000 fr. d'amende.

Mais le plus grave, ce fut que l'épiscopat presque tout entier se solidarisa avec le bruyant prélat.

Léon XIII fit comprendre par son silence qu'il désapprouvait ces manifestations intempestives.

A ce moment, en effet, il avait besoin de ménager le gouvernement français, car celui-ci venait, le 26 octobre, de faire repousser une proposition de M. Hubbard tendant à transformer l'ambassade du Vatican en une simple agence administrative.

Une autre proposition du même député en faveur de la dénonciation du Concordat fut difficilement repoussée le 12 décembre par 243 voix contre 223.

Cependant tout cela n'empêchait pas le pape

de poursuivre son œuvre avec une ténacité inlassable.

Voyant que les catholiques intransigeants résistaient toujours et soulevaient des polémiques de presse interminables, il publia son encyclique du 16 février 1892, adressée à l'épiscopat et rédigée en français. Il y déclarait que l'Église doit accepter les constitutions « imposées par l'état social » et qu'il était le seul juge de la politique de l'Église.

Au même moment, le 18 février, le ministère Freycinet tombait après des débats confus au sujet d'un projet de loi du gouvernement sur les associations.

Le ministère Loubet, qui lui succéda, dut déclarer qu'il réprouvait toute démarche tendant à favoriser le ralliement des catholiques à la République, et, à la veille des élections, l'ingérence du clergé dans les affaires politiques devint si visible, que le ministère dut sévir : les traitements des évêques d'Aix, d'Avignon, de Mende, de Montpellier, de Nancy, de Nîmes et de Valence furent supprimés.

Pourtant la diplomatie habile de Léon XIII surmonta toutes les difficultés.

Il écrivit de nouveau aux cardinaux, le 3 mai 1892, une lettre où il se plaignait d'être si mal obéi.

Le journal *la Défense*, fondé par Mgr Dupan-

loup, cessa de paraître faute de lecteurs ; le 12 avril, l'Union chrétienne, présidée par Mgr Richard, dut se dissoudre ; enfin, le 26 mai, « l'Association catholique de la presse française », sous la présidence de Mgr Fava et de M. de Mun, se rallia publiquement à la politique pontificale.

Le parti royaliste voyait peu à peu ses partisans les plus acharnés se séparer de lui pour ne pas désobéir aux injonctions du pape, et la résistance désespérée que leur firent les derniers intransigeants du parti vaincu et abandonné ne fit que rendre plus étroites et plus cordiales les relations du Saint-Siège avec le gouvernement français. Aussi, le 3 mars 1894, M. Spüller annonçait à la tribune de la Chambre « qu'il était temps de lutter contre tous les fanatismes ». Cette déclaration maladroite, qui faisait allusion à la politique anticléricale des cabinets antérieurs, souleva les protestations de l'extrême gauche. Le président du Conseil, M. Casimir Périer, dut affirmer son intention de ne rien abdiquer des droits de l'Etat, et, afin de prouver ce qu'il avançait et sans doute dans l'intention de faire tomber toutes les accusations de cléricalisme lancées contre lui, il eut une attitude inflexible vis-à-vis du nonce, lui interdisant de négocier directement avec les évêques dans la question des fabriques paroissiales.

Ce que l'on a appelé « l'esprit nouveau », d'après les paroles de M. Spüller, fut l'inaugura-

tion d'une nouvelle politique, qui, à défaut d'entente entre les prétentions de l'Eglise et le régime républicain, préconisait des relations courtoises entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux.

Sous la présidence de M. Félix Faure, et en particulier sous le ministère de M. Méline, il y eut peu de difficultés entre les deux pouvoirs, et celles qui s'élevèrent furent bien vite aplanies. La politique de ralliement avait alors produit son plein effet et, de son côté, le gouvernement, animé de l'esprit nouveau, ne cherchait pas à s'opposer énergiquement aux entreprises cléricales.

#### IV. — **Examen critique de la politique de l'« esprit nouveau » et du ralliement**

Nous avons vu, dans l'examen de la politique de Léon XIII, que le Saint-Siège n'avait rien abandonné de ses anciennes prétentions et que, si elle avait paru plus libérale, ce n'était que dans le choix des moyens pour arriver au triomphe définitif de l'Eglise.

Il y a, en réalité, entre les principes républicains et les dogmes catholiques, une incompatibilité absolue.

Pour vivre côte à côte, les deux puissances ont besoin de se faire des concessions réciproques qui ne changent rien du reste à leur antagonisme.

L'Eglise accepte la République avec une indifférence dédaigneuse. Elle paraît insensible à ces misérables arrangements humains et entend planer au-dessus de ces combinaisons de la terre. Le ralliement ne doit pas être considéré comme une marque d'attachement et de sympathie du Saint-Siège pour la République ; il ne fut qu'un moyen comme un autre, plus habile que tout autre, pour accaparer les pouvoirs publics et les mettre au service de Rome.

Mais que dire de l'esprit nouveau ? En mettant hors de doute la bonne foi des hommes qui pratiquèrent la politique de rapprochement avec le Saint-Siège, on est obligé de constater qu'ils ne comprirent pas le but secret de la politique pontificale.

Leur intention était louable : ils voulaient assurer à leur pays la paix religieuse et la tranquillité ; mais, par leurs concessions et par leur désir continu d'éviter les froissements et de remettre à plus tard l'examen des questions délicates, ils ne firent que reculer le jour où la démocratie devait demander à l'Eglise une explication définitive et rompre avec un pouvoir, ennemi irréconciliable de toutes les idées modernes.

## CHAPITRE VIII

### LA POLITIQUE DE DÉFENSE RÉPUBLICAINE

#### I. — **Loi Waldeck-Rousseau sur les associations** et son application

Après l'élection de M. Loubet à la présidence de la République, le pays, profondément troublé par l'agitation intense que provoquait le procès Dreyfus, s'émut des progrès du cléricalisme et réclama une politique d'opposition à ses empiètements.

La lâche agression dont fut victime le président de la République et la tentative d'insurrection de M. Deroulède montrèrent aux plus aveugles que la politique de temporisation à l'égard du clergé devait prendre fin.

A la politique de l'esprit nouveau succéda la

politique appelée de « Défense républicaine » qui eut pour but de réunir toutes les forces républicaines dans une action commune contre ceux qui cherchaient à détruire nos institutions.

Dans le cabinet Waldeck-Rousseau, qui succéda à celui de M. Ch. Dupuy, toutes les nuances républicaines étaient représentées, depuis les modérés jusqu'aux socialistes.

M. Waldeck-Rousseau, avec une intelligence, une modération et un esprit de méthode qui lui font le plus grand honneur, entreprit de « faire face au péril qui naît du développement continu, dans une société démocratique, d'un organisme qui, suivant une définition célèbre dont le mérite revient à nos anciens parlements, tend à introduire dans l'État, sous le voile spécieux d'un institut religieux, un corps politique dont le but est de parvenir d'abord à une indépendance absolue, et successivement à l'usurpation de toute autorité (1). »

Mais il se défendait en même temps de vouloir toucher aux dispositions du Concordat qu'il entendait interpréter dans un sens aussi large que possible.

Il songeait si peu à le dénoncer qu'il fit repous-

---

(1) Discours de Toulouse du 28 octobre 1900.

ser à plusieurs reprises des propositions qui étaient faites dans ce but.

Pour le président du Conseil, cette loi ne devait être qu'une mesure de défense républicaine d'ordre intérieur.

Mais la majorité qui le suivait et qui se souvenait des paroles de M. Goblet semblait ne considérer la loi sur les associations que comme le préliminaire de l'abrogation du Concordat.

Il semble même que M. Waldeck-Rousseau ait voulu aller plus loin et donner à cette loi un caractère nettement juridique au lieu d'en faire une simple mesure politique. Mais il comprit bientôt que c'était là une chose impossible : la loi déclarait le droit d'association libre pour tous, sauf pour une catégorie de citoyens, les congréganistes, qui devaient obtenir, par une loi spéciale, l'autorisation pour leur ordre qu'un simple décret, du reste, pouvait dissoudre. Il pensa fort justement que le droit commun n'est applicable qu'à ceux qui sont dans la condition commune, et qu'à une situation exceptionnelle convient une législation d'exception.

La diplomatie de Léon XIII essaya bien d'opposer que cette loi était en contradiction avec l'esprit et la lettre du Concordat ; que ce traité assurant l'entière liberté du culte, c'était restreindre cette liberté que de disperser les congrégations qui faisaient partie intégrante de l'Église.

Mais il fut aisé de lui répondre que le Concordat est muet sur le sort des congrégations, et que Bonaparte a voulu montrer ainsi que leur sort dépendait du pouvoir civil.

De tout cela il résulte nettement que le cabinet Waldeck-Rousseau entendait, dans l'application de la loi, se livrer à un examen impartial de toutes les demandes d'autorisation, afin de ne rejeter que celles qui, émanant de congrégations dangereuses par leur influence politique, étaient un danger pour nos institutions.

Cette loi fut appliquée par M. Combes et nous allons voir qu'il apporta dans cette exécution un esprit tout autre que celui qui avait présidé à la préparation de cette loi.

Les assomptionnistes que M. Waldeck-Rousseau avait qualifiés de moines ligueurs et de moines d'affaires avaient déjà été dispersés par le précédent ministère.

Quelques jours après sa déclaration ministérielle, M. Combes déclarait que la nouvelle loi serait « rigoureusement appliquée dans son texte et dans son esprit, sans tenir compte de certaines interprétations juridiques ».

Il ne tarda pas à tenir parole. M. Waldeck-Rousseau était d'avis que les congrégations autorisées ne pouvaient pas ouvrir de nouveaux établissements sans autorisation nouvelle, mais qu'elles pouvaient ouvrir de simples écoles au

moyen d'une simple autorisation conformément à la loi de 1886.

Tel ne fut pas l'avis du Conseil d'État ni de M. Combes qui, le 4 juillet 1902, à la tribune de la Chambre, traita une telle interprétation de « dérisoire » et ajouta « qu'il avait une majorité résolue à faire triompher en matière religieuse l'esprit de la Révolution et que cette majorité formait « un bloc » qui ne se laisserait pas entamer (1). »

En conséquence, 2.500 écoles devaient être fermées. Cette mesure fut sans doute une excellente mesure politique, mais il est difficile de soutenir qu'elle s'appuya sur des motifs purement juridiques.

Les demandes d'autorisation devaient être présentées aux Chambres séparément. Le gouvernement pensa que cette procédure donnerait lieu à d'interminables débats et décida que les demandes seraient présentées en bloc aux deux Chambres.

---

(1) Cette divergence d'interprétation sur la loi de 1901 entre le Conseil d'État et M. Combes d'une part, et M. Waldeck-Rousseau auteur de la loi d'autre part, est mentionnée dans le livre de M. Despagnet « La République et le Vatican », pages 208 et 244, et dans une dépêche de M. Delcassé à M. Nisard, du 4 février 1902, parue dans le Livre jaune de 1903.

Cinquante-quatre, avec avis défavorable, furent présentées à la Chambre des députés, et cinq, dont quatre avec avis favorable, au Sénat.

Entre temps, la suppression du budget des cultes avait été demandée par M. Allard le 26 janvier 1902 et, argument inattendu, pour faire échouer cette demande, M. Combes n'invoqua pas les motifs classiques d'inopportunité politique, mais il déclara nettement que la morale religieuse était nécessaire à la masse du peuple.

Il est vrai que cette innovation n'eut pas grand succès et que M. Combes, devant le malaise que cette déclaration inopportune avait produit sur la majorité, fit une demi-rétractation.

La Chambre repoussa la proposition de M. Allard par 328 voix contre 201.

On sait que, si le Sénat resta fidèle à l'esprit de la loi de 1901 et statua séparément sur le sort de chacune des cinq demandes qui lui étaient soumises, il n'en fut pas de même à la Chambre.

La Commission divisa les cinquante-quatre demandes en trois catégories correspondant aux diverses vocations des congrégations : les enseignantes, les contemplatives et les prédicantes. Toutes furent du reste refusées en bloc sans que la majorité voulût passer à la discussion des articles (4 juillet 1903).

Mais que pensait M. Waldeck-Rousseau de cette façon d'interpréter une loi qu'il avait créée ? Il

s'expliqua à la tribune du Sénat, le 27 juin 1903. Il déclara que les difficultés d'exécution auxquelles on se heurtait venaient de ce qu'on avait voulu tirer de la loi de 1901 « des résultats pour lesquels elle n'avait pas été préparée », et l'on était arrivé selon lui « à transformer une loi de contrôle en une loi d'exclusion ». Cependant il s'abstint de toute sévérité à l'égard de la conduite du ministre Combes, et déclara que la politique de ce dernier avait été dictée par la résistance violente et les excitations de certaines congrégations.

On conçoit aisément que le vote et l'application de la nouvelle loi n'avaient pas eu lieu sans soulever les protestations du Saint-Siège. Le Livre jaune de 1903 nous renseigne abondamment à ce sujet.

Le 17 octobre 1899, M. de Navenne, chargé d'affaires près le Saint-Siège, faisait part d'une conversation qu'il avait eue avec le cardinal Rampolla, dans laquelle celui-ci, après avoir appris qu'un projet de loi sur les associations allait être déposé, se plaignait que l'on ne tint aucun compte à Paris des conseils adressés au clergé par le pape de respecter les institutions républicaines.

En décembre 1900, le pape écrit au cardinal Richard pour protester contre le projet du gouvernement, et, lors de la promulgation de la loi, il protesta, par une note remise à M. Nisard, « contre cette injuste loi de représailles et d'exception

qui exclut les citoyens honnêtes du droit commun ».

Le 4 février 1902, M. Delcassé écrit à M. Nisard pour lui annoncer que le Conseil des ministres a déclaré « que la loi de juillet 1901 ne s'appliquait pas aux établissements scolaires ouverts en vertu de la loi de 1886 ».

Or, peu après l'avènement du ministère Combes, ces écoles furent fermées. Le nonce Mgr Lorenzelli protesta auprès de M. Delcassé, le 26 juillet 1902, contre une mesure en opposition flagrante avec l'information du 4 février.

A M. Delcassé qui essayait de démontrer au président du Conseil que cette information du 4 février liait encore le cabinet actuel, M. Combes répondit que son interprétation de la loi était la seule vraie et que le sort des congrégations, organisations illicites non prévues par le Concordat, ne regardait en rien le Saint-Siège.

Cette dernière opinion, peut-être exacte au point de vue absolu, n'en démontrait pas moins un manque de suite dans notre politique intérieure préjudiciable à l'action de notre diplomatie.

### III. — La question de la nomination des évêques

Le 18 juin 1901, le Conseil d'Etat attira l'attention du gouvernement sur l'incorrection de la formule d'investiture des bulles pontificales et déclara qu'à l'avenir il ne les enregistrerait plus, si elles n'étaient pas conformes au Concordat.

Elles portaient toutes *nobis nominavit* (on nous a proposé) au lieu de *nominavit* (le gouvernement a nommé).

Cette querelle de mots, en apparence peu importante, renfermait toute la prétention de la Papauté à s'administrer indépendamment du pouvoir civil et toutes les résistances du gouvernement.

Le ministre des Affaires étrangères fit part au Vatican des difficultés que soulevait le Conseil d'Etat, mais la cour de Rome n'en tint aucun compte et deux nouvelles bulles arrivèrent avec le *nobis nominavit*.

Mais M. Combes, qui arrivait alors au pouvoir, les renvoya au ministre des Affaires étrangères pour qu'il les retournât au Vatican pour être modifiées.

Il rappelait que cette divergence n'était pas nouvelle. Sous le second empire, M. Rouland, ministre des Cultes, s'était refusé à céder sur ce point au Saint-Siège et avait inséré d'office au *Journal Officiel* la nomination de deux évêques que le Saint-Siège avait refusé d'instituer.

Le gouvernement de la Défense nationale céda le premier et accepta le *nobis nominavit*.

Mais il avait soin de faire remarquer que plus de 70 bulles expédiées après la signature du Concordat ne portaient que *nominavit*. Ce ne fut qu'en 1895, quand il fut ministre des Cultes, qu'il s'opposa à cette façon de procéder en contradiction, selon lui, avec les termes du Concordat ; il décida à cette époque que le ministre des Cultes nommerait les évêques sans entente préalable et que, en cas d'incapacité reconnue par le gouvernement, celui-ci accepterait alors le refus d'investiture du pape.

M. de Lamarzelle lui répondit au Sénat que le *nobis nominavit* était la formule usuelle des bulles d'institution ; que si, en 1801, on avait employé le *nominavit*, c'était qu'il s'agissait alors exceptionnellement d'anciens évêques constitutionnels à la nomination desquels le pape ne voulait pas avoir l'air de participer et que, du reste, cette formule ne pouvait porter atteinte aux droits de l'État formellement reconnus par le Concordat. Il préconisait enfin l'entente préalable dans la nomination

des évêques, le gouvernement étant guidé dans ses choix par des intérêts politiques, le pape par l'intérêt de la religion : c'était, à son avis, le seul moyen d'avoir des évêques remplissant leurs fonctions à la satisfaction des deux pouvoirs.

Le Sénat, ayant à juger entre ces deux théories, se prononça pour celle de M. Combes par 188 voix contre 49.

Au point de vue historique et juridique, cette thèse paraît, en effet, la seule soutenable. Depuis la Pragmatique Sanction de 1438, où le pape renonça, en partie, à son pouvoir jusqu'alors absolu sur la nomination des évêques, les rois de France et les gouvernements qui suivirent, loin de diminuer leurs prérogatives à ce sujet, ne firent que les augmenter.

Le Concordat de 1516 accorde au roi de France le droit de nommer les titulaires des abbayes et évêchés, le pape se réservant l'institution canonique et la perception des annates.

Il est évident, ainsi que nous l'avons vu dans l'étude du Concordat de 1801, que Bonaparte voulait s'attribuer, dans cette question de nomination des évêques, des droits au moins égaux à ceux des anciens rois. Les articles 4 et 5 du Concordat sont concluants à ce sujet ; article 4 : Le premier consul « nommera aux évêchés et archevêchés..... Sa Sainteté confèrera l'institution canonique suivant les formes établies par

rapport à la France avant le changement de gouvernement. »

Ainsi le premier consul nomme et le pape institue.

Quant à l'entente préalable, elle fut mise en avant par la diplomatie pontificale, lors de la négociation du Concordat, pour le cas où les consuls ne seraient pas catholiques ; mais il est incontestable que le premier consul ne voulait tolérer en aucun cas la discussion des évêques nommés par lui. Portalis exprimait très bien cette idée en disant que le pape était un « collateur forcé ».

Admettre que le Saint-Siège pût refuser l'investiture aux prélats nommés par le gouvernement, serait transformer cette nomination effective en une simple présentation à laquelle le pape pouvait souscrire, ou bien s'y refuser.

Il est vrai que la curie romaine n'a jamais accepté cette manière de voir et que, pour elle, le pape reste invariablement l'évêque de tous les diocèses, et que pour choisir des subordonnés il n'a pas besoin d'expliquer au pouvoir civil les motifs de son choix.

La diplomatie pontificale recula, il est vrai, devant les exigences de M. Combes, mais cette concession ne fut qu'apparente, car l'Église, qui a une doctrine immuable, ne cède au pouvoir civil que lorsqu'elle ne peut faire autrement et

toujours avec le secret espoir de revenir un jour sur des concessions faites à la nécessité du moment.

M. Waldeck-Rousseau, il est vrai, s'est exprimé ironiquement sur cette question du *nobis nominavit*. Il n'attache, a-t-il dit, aucune importance à ce « détestable latin ». Pour lui, l'important, c'est le fond des choses. L'Église oserait-elle donner l'investiture à un évêque qui ne serait pas nommé par l'État ? Il ne le croit pas et la question est pour lui sans portée.

Il nous semble pourtant, malgré l'opinion contraire d'une si haute autorité, qu'il est nécessaire, pour maintenir intacts les droits de l'État, que les prérogatives du pouvoir civil vis-à-vis du Saint-Siège soient valables, non seulement en fait, mais aussi dans les textes qui les consacrent.

C'est toujours pour le moins une mesure nécessaire de loyauté administrative et diplomatique.

---



## CHAPITRE IX

### LA RUPTURE DIPLOMATIQUE

#### I. — L'élection de Pie X et le droit de « veto » ou d'exclusive

Le 20 juillet 1903, Léon XIII s'éteignait à l'âge de 93 ans. On se demandait avec anxiété quel pape serait capable de continuer une politique si habile qui, sans porter atteinte aux dogmes immuables et sans désavouer la ligne de conduite des pontificats précédents, avait su, par une attitude conciliante et des concessions passagères, procurer à l'Église des avantages considérables et lui conquérir un prestige moral qu'elle n'avait jamais connu.

Dès l'ouverture du conclave, deux partis se formèrent. L'un avait pour candidat le cardinal

Rampolla, collaborateur de Léon XIII et soutenu par la France.

L'autre, hostile aux combinaisons diplomatiques, mettait en avant la candidature du cardinal Vanutelli qui avait l'appui de l'Autriche.

Il semblait probable que le cardinal Rampolla réunirait la majorité des suffrages. Mais l'Autriche, poussée par l'Allemagne qui ne voulait à aucun prix un pape hostile à la Triplice, surtout au moment où le rapprochement franco-italien commençait à s'opérer, usa, à l'égard de la candidature Rampolla, d'un droit antique de *veto* tombé depuis longtemps en désuétude.

Le conclave, apprenant peu après que la France allait en faire autant à l'égard du cardinal Vanutelli, porta son choix sur le cardinal Sarto, patriarche de Venise.

Ce droit de *veto* ou d'exclusive avait été aboli par Pie IX dans la bulle *In hac sublimi* du 23 août 1871 et dans la bulle *Consulturi* du 10 octobre 1877.

Il ne fut du reste jamais reconnu par l'Église, quoique la tradition l'ait attribué à la France, à l'Autriche, à l'Espagne et au Portugal.

Pour justifier l'usage qu'en avait fait son gouvernement, le comte Goluchowski, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, alléguait que ce droit, concédé par la tradition aux puissances

catholiques, avait été accepté par l'Église, et il cita de nombreux exemples.

Il ajoutait que l'utilité de ce droit était incontestable pour tous, même pour l'Église qui, par ce moyen, avait été préservée à plusieurs reprises de l'élection de papes hostiles aux puissances catholiques. Il reconnaissait, du reste, qu'il était dépouillé de toute sanction efficace sur le conclave.

Mais l'*Osservatore romano* fit ressortir que, si toutes les puissances ayant des sujets catholiques se mettaient à en faire usage — et nul ne pourrait leur contester ce droit — la liberté du conclave n'existerait plus que dans les textes. Du reste, pour couper court à ces discussions, Pie X renouvela la condamnation du *veto* par une constitution secrète de 1905. Cette constitution défend aux cardinaux, sous peine d'excommunication, d'intervenir au conclave au nom d'un gouvernement quel qu'il soit.

## II. — Voyage du président Loubet à Rome et rupture diplomatique

Le roi Victor-Emmanuel III et la reine d'Italie avaient été reçus à Paris avec enthousiasme et ce

voyage scellait définitivement la réconciliation entre la France et l'Italie.

Quand le moment fut venu de rendre au roi sa visite, la question se posa de savoir comment le pape accepterait l'annonce d'un pareil projet. La Chambre vota le crédit de 450.000 francs pour le voyage du président à Rome par 502 voix contre 12, et le Sénat par 258 voix contre 2. Le fait que les ralliés avaient voté le crédit prouvait assez que le gouvernement n'avait pas l'intention de faire de cet évènement une manifestation hostile à la Papauté.

Mais l'intransigeance de Pie X ne voulut tenir aucun compte ni de ce fait, ni de la quasi unanimité des Chambres, et ne voulut voir dans le voyage du président à Rome que la reconnaissance de l'usurpation officielle du pouvoir temporel des papes.

Au printemps de 1903, Mgr Merry del Val fit présenter à M. Delcassé une note pour rappeler le gouvernement à l'observation « des droits imprescriptibles du Saint-Siège dont la présence à Rome d'un chef catholique était la méconnaissance. » M. Delcassé se refusa à discuter cette théorie « contraire à l'indépendance inaliénable de la politique française. »

Après le voyage du président, le 4 mai 1904, nouvelle note, celle-là conçue en termes plus catégoriques, disant que l'insulte était encore plus

grande de la part de M. Loubet que de tout autre chef d'État catholique « venant prêter hommage à Rome, c'est-à-dire au lieu même du siège pontifical et dans le palais apostolique lui-même, à celui qui, contre tout droit, en détient le principat civil et en entrave la liberté nécessaire et l'indépendance ».

Et la note ajoutait que cette protestation avait pour but « qu'un fait aussi douloureux ne pût constituer un précédent quelconque. »

Le Conseil des ministres repoussa la note à l'unanimité, et notre ambassadeur au Vatican déclara au cardinal Merry del Val que son gouvernement repoussait purement et simplement la note du 4 mai.

L'incident paraissait clos, lorsque le journal *l'Humanité* publia une note adressée à tous les gouvernements catholiques par le Saint-Siège, et où il était dit que « si, malgré cela, le nonce était resté à Paris, cela était dû uniquement à de très graves motifs d'ordre et de nature en tous points spéciaux ».

L'authenticité de la note ayant été reconnue, M. Nisard, après une courte explication avec le cardinal secrétaire d'État, fut rappelé par M. Delcassé, ne laissant à Rome que M. de Navenne, chancelier de l'ambassade.

Le gouvernement ne pouvait supporter, en effet, l'évocation d'une affaire purement française devant

les cours étrangères et souffrir que l'on donnât à ces gouvernements non intéressés des explications que l'on refusait au gouvernement français.

Il est incontestable que le Saint-Siège commit là une faute très grave et que, seul, il fut responsable de la rupture qui suivit le rappel de l'ambassadeur.

D'abord, le fait de vouloir empêcher les chefs d'Etat catholiques de venir à Rome, constitue de la part du Saint-Siège une immixtion intolérable dans la politique étrangère de ces Etats. Elle les contraint à une protestation impolitique contre la formation de l'unité italienne et les place dans une situation d'infériorité vis-à-vis des autres nations non catholiques.

Cette prétention est d'autant plus insupportable qu'elle peut s'adresser à un président de la République qui ne soit pas catholique.

Quant à la note parue dans *l'Humanité*, elle complétait, en l'aggravant, une maladresse qui, en froissant le sentiment d'indépendance nationale, eut pour seul résultat de rapprocher les catholiques de la politique du cabinet et de pousser M. Combes à une déclaration catégorique au sujet du pouvoir temporel. « Ce rappel (de l'ambassadeur) indique que nous n'avons pas voulu tolérer l'ingérence de la cour pontificale dans nos rapports internationaux, de même que nous avons voulu en finir une fois pour toutes avec la

fiction surannée d'un pouvoir temporel disparu depuis trente ans. »

La Chambre refusa pourtant, à la demande du ministre qui alléguait des motifs d'opportunité, de prendre en considération une demande de dénonciation du Concordat et de suppression de notre ambassade au Vatican par 323 voix contre 160.

La rupture diplomatique ne tarda pas du reste à se produire par suite de la violation flagrante par le Saint-Siège de l'article 20 de la loi du 18 germinal an X.

Mgr Geay, évêque de Laval, et Mgr Le Nordez, évêque de Dijon, étant depuis longtemps suspects de libéralisme et même d'hérésie, reçurent l'ordre de se rendre à Rome pour venir se justifier.

Cette injonction, faite à l'insu du gouvernement français, était en contradiction évidente avec l'article 20 de la loi du 18 germinal an X, qui interdit aux évêques de sortir de leur diocèse sans l'autorisation du gouvernement.

M. Combes, ayant interdit à ces évêques de quitter leur diocèse, un ordre plus impérieux leur enjoignit le 10 juillet de comparaître devant le Saint-Office, faute de quoi « il ne serait pas besoin de leur notifier leur suspension *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis* ».

M. Delcassé adressa le 23 juillet deux notes au Vatican protestant contre cette façon irrégulière de procéder.

Mgr Merry del Val répondit que cette mesure n'avait pour but que de ramener la paix dans les deux diocèses et que, s'il s'était agi de déposer les deux prélats, il en eût informé le gouvernement.

Mais il ajoutait que l'article 20 de la loi du 18 germinal an X était une disposition non du Concordat, mais des articles organiques que le Saint-Siège n'avait jamais reconnus, et qu'en fait l'argument tiré de cette disposition était sans valeur.

Cependant, des documents émanés de la cour de Rome montrèrent bientôt la mauvaise foi du cardinal secrétaire d'Etat ; ils établissaient que la comparution des deux évêques en cour de Rome devait avoir pour sanction une destitution pure et simple, émanant du pape seul et à l'insu du gouvernement français.

Une telle diplomatie, qu'il est facile de qualifier, ne pouvait avoir d'autres conséquences pour la France — la violation des traités ayant comme sanction naturelle et légale la rupture des négociations diplomatiques — que la suppression de notre ambassade au Vatican.

C'est ce qui fut fait le 25 juillet 1905. Le Saint-Siège en fit autant le 20 du même mois pour sa nonciature de Paris.

### III. — Considérations sur les suites de la rupture diplomatique

On a accusé le gouvernement français d'avoir tout fait pour amener une rupture désirée par lui.

Cependant les faits que nous avons sommairement exposés prouvent le contraire, et M. Ribot, tout en faisant quelques réserves, dut reconnaître le 3 avril 1905, à la tribune de la Chambre, que la diplomatie pontificale n'avait pas été dans cette affaire à l'abri de toute critique.

Quant aux journaux catholiques, ils dépassèrent toute mesure dans leurs attaques dirigées contre le président du Conseil, et aux accusations de sectarisme qui devaient déjà lui sembler familières, ils ajoutèrent une accusation plus grave : ils reprochèrent au gouvernement de la République — et cette attaque visait surtout M. Delcassé — d'avoir cédé en plusieurs circonstances devant les menaces d'une puissance étrangère, et d'avoir fait preuve à l'égard du Saint-Siège d'une dureté injustifiée parce qu'il était sans défense.

Il nous serait facile de montrer par un exemple

récent, et que nul n'a oublié, la fausseté d'une pareille insinuation, et le peu de dignité que continue à garder, dans les affaires nationales, le parti ultramontain.

Un grief plus sérieux a été fait à la politique de M. Combes.

Le fait, a-t-on dit, de rompre les relations diplomatiques avec une puissance quelconque n'implique pas la disparition instantanée des affaires que l'on a à traiter avec cet Etat. On a supprimé l'ambassade au Vatican ; mais la puissance de la Papauté reste intacte et ses relations avec les millions de catholiques français n'en sont pas pour cela supprimées.

On a tout simplement abouti à laisser sans défense les intérêts de l'Etat français, faute d'un représentant autorisé pour les défendre.

Cet argument est loin d'être sans valeur et nous y adhèrerions sans réserve, si le rétablissement de nos relations diplomatiques avec la cour romaine n'impliquait nécessairement l'abandon d'une politique dont le seul crime a été de faire respecter les droits de l'Etat.

Il est regrettable que nos droits à Rome soient laissés sans défense, mais ce serait un malheur bien plus grand de revenir à une politique hésitante et incertaine dont le résultat certain serait de livrer la France à la Congrégation.

Au point de vue absolu, on a parfaitement

raison de désirer le rétablissement de nos relations diplomatiques, mais il est hors de doute que le ministère qui prendrait actuellement une telle mesure serait accusé de pactiser avec les ennemis de nos institutions. C'est une résolution que pourrait prendre un philosophe indifférent aux contingences politiques, mais que ne peut pas prendre actuellement un ministre républicain : l'opinion ne lui pardonnerait pas.

L'opinion aurait peut-être tort, mais il en serait ainsi.

---



## CONCLUSION

De tous les faits qui viennent d'être exposés il semble résulter que tous les efforts tentés pour concilier les aspirations de l'Église avec celle de la société moderne ont échoué.

Nous avons vu que Napoléon ne vit dans l'Église qu'un instrument merveilleux de domination et qu'il l'utilisa pour assurer la docilité de ses sujets.

Bien plus ; sous les gouvernements qui suivirent et qui, à eux seuls, n'étaient pas assez puissants pour arrêter les progrès de la Révolution, on vit l'Église se mettre à leur service et les aider à combattre l'émancipation des peuples.

Nous disons l'Église, car depuis longtemps confondue avec la Papauté une loi récente vient de l'associer à son sort.

L'Église est immuable, a dit Léon XIII. Il est

donc vrai que son attitude à l'égard des démocraties ne changera jamais ?

Si parfois elle a vécu côte à côte avec elles, c'est qu'une nécessité passagère l'exigeait ainsi ; mais ces alliances ne furent que des unions mal assorties qui finirent par un divorce, et ce divorce était inévitable, on pourrait même dire prévu.

Les évènements qui se succédaient ne faisaient qu'accentuer le désaccord entre la diplomatie pontificale et les ministres de la République.

Ne pouvant vivre ensemble, la séparation était la solution désirable.

Des esprits sérieux qui critiquent cette mesure extrême semblent regretter le temps où une politique équivoque ne faisait qu'entretenir un malaise dont le pays ne pouvait que souffrir. Ils déplorent que les intérêts des populations catholiques soient laissés en souffrance et que les relations de la Papauté avec elles soient exemptes du contrôle de l'Etat.

Sans doute les intérêts catholiques sont chose respectable, mais sont-ils plus dignes d'intérêt que ceux de la nation ?

Et que nous importe que le pape communique librement avec ses fidèles, si, pour empêcher cet état de choses, il faut nous affliger d'une politique dont le pays ne veut plus !

Nous n'hésitons pas à déclarer, qu'à choisir

entre une politique de marchandages avec une puissance ennemie de tous progrès et une politique qui assure à la démocratie les moyens de se développer dans la liberté, nos préférences vont à cette dernière.

---

VU : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,  
Montpellier, le 2 novembre 1909.  
M. MOYE.

Montpellier, le 3 novembre 1909.

VU : Le Doyen,  
VIGIÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
Montpellier, le 3 novembre 1909.  
Le Recteur,  
Ant. BENOIST.



## BIBLIOGRAPHIE

DEBIDOUR. — Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France, de 1789 à 1870 (Félix Alcan, éd., Paris 1898).

THIERS. — Histoire du Consulat et de l'Empire (Paulin, éd., Paris 1845).

FAVRE (J.). — Rome et la République française (Plon, éd., Paris 1871).

DEBIDOUR. — Histoire diplomatique de l'Europe (Alcan, éd., Paris 1891).

HANOTAUX. — Histoire de la France contemporaine (Combet, éd., Paris 1904).

DESPAGNET. — La République et le Vatican (1870-1906) (L. Larose et Tenin, éd., Paris 1906).



## TABLE DES MATIÈRES

|                      | Pages |
|----------------------|-------|
| <b>Préface</b> ..... | VII   |

### CHAPITRE PREMIER

|                                                                                                                        |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Relations diplomatiques de la France et du<br/>Saint-Siège sous l'ancien régime et sous<br/>la Révolution</b> ..... | 13 |
| I. — L'Eglise et l'Etat sous l'ancien régime....                                                                       | 13 |
| II. — L'Eglise et l'Etat sous la Révolution....                                                                        | 19 |

### CHAPITRE II

|                                                 |    |
|-------------------------------------------------|----|
| <b>Politique religieuse de Bonaparte</b> ... .. | 37 |
| I. — Bonaparte et l'utilité d'un Concordat....  | 37 |
| II. — Négociation du Concordat de 1801.....     | 43 |
| III. — Difficultés d'exécution du Concordat...  | 53 |
| IV. — Résistances et captivité de Pie VII.....  | 63 |
| V. — Concordat de 1813 et chute de l'Empire..   | 79 |

### CHAPITRE III

|                                                                  | Pages |
|------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>Réaction religieuse de 1814 à 1830</b> .....                  | 85    |
| I. — Le roi et les agissements du clergé.....                    | 85    |
| II. — Le Concordat de 1817.....                                  | 89    |
| III. — Agissements du parti prêtre et de la<br>Congrégation..... | 95    |

### CHAPITRE IV

|                                                                   |     |
|-------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Politique religieuse de la France de 1830 à<br/>1852</b> ..... | 109 |
| I. — Les doctrines de Lamennais et la cour de<br>Rome.....        | 109 |
| II. — La question des jésuites en 1844.....                       | 119 |
| III. — La République de 48 et l'expédition de<br>Rome.....        | 130 |

### CHAPITRE V

|                                                                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Pie IX et Napoléon III</b> .....                                                                                      | 137 |
| I. — Négociation du sacre et politique de Napo-<br>léon III à l'égard du Saint-Siège jusqu'à la<br>guerre d'Italie ..... | 137 |
| II. — La question romaine jusqu'à la chute de<br>l'Empire.....                                                           | 143 |

|                                                                                                  | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| III. — L'Encyclique « Quanta cura », le Syllabus<br>et le dogme de l'infaillibilité du pape..... | 152   |

## CHAPITRE VI

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>La question romaine jusqu'à la mort de Pie IX</b>                                                        | 163 |
| I. — La question romaine sous le gouvernement<br>de la Défense nationale et sous celui de<br>M. Thiers..... | 163 |
| II. — La question romaine jusqu'à l'avènement<br>de Léon XIII.....                                          | 168 |
| III. — Examen critique et conséquences de la<br>question romaine.....                                       | 175 |

## CHAPITRE VII

|                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>La politique de Léon XIII.....</b>                                                    | 179 |
| I. — La politique de Léon XIII dans ses rapports<br>avec la France, de 1879 à 1888.....  | 179 |
| II. — Examen critique de la politique de<br>Léon XIII.....                               | 183 |
| III. — La politique du ralliement et de l'« esprit<br>nouveau ».....                     | 186 |
| IV. — Examen critique de la politique du ral-<br>liement et de l'« esprit nouveau »..... | 193 |

## CHAPITRE VIII

|                                                                                | Pages      |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>La politique de défense républicaine.....</b>                               | <b>195</b> |
| I. — La loi Waldeck-Rousseau sur les associa-<br>tions et son application..... | 195        |
| II. — La question de la nomination des évêques.                                | 203        |

## CHAPITRE IX

|                                                                          |            |
|--------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>La rupture diplomatique .....</b>                                     | <b>209</b> |
| I. — L'élection de Pie X et le droit de « veto » ou<br>d'exclusive ..... | 209        |
| II. — Voyage du président Loubet à Rome et<br>rupture diplomatique.....  | 211        |
| III. — Considérations sur les suites de la rupture<br>diplomatique ..... | 217        |
| <b>CONCLUSION.....</b>                                                   | <b>221</b> |
| <b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>                                               | <b>225</b> |

---

---

MONTPELLIER. — IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

---





